

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°254

MAI 2006

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **LE KURDISTAN IRAKIEN UNIFIE SON ADMINISTRATION**
- **BAGDAD : FORMATION DU PREMIER GOUVERNEMENT PERMANENT DE L'APRÈS SADDAM HUSSEIN**
- **INTENSIFICATION DES AFFRONTMENTS ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE TURQUE**
- **BILAN DU MOIS DE MAI EN IRAK : MALGRÉ DES AVANCÉES SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL, AUGMENTATION DE 38 % DE TUÉS PAR RAPPORT AU MOIS D'AVRIL**
- **DIYARBAKIR : LA REPRESSION MILITAIRE EST SUIVIE D'UNE VASTE RÉPRESSION JUDICIAIRE**
- **ATTENTAT DE SEMDINLI : LE PRÉSIDENT DE LA COUR AMPUTE L'ACTE D'ACCUSATION IMPLIQUANT LE COMMANDANT DE L'ARMÉE DE TERRE**
- **IRAN : DES TENSIONS ETHNIQUES ET RELIGIEUSES DE PLUS EN PLUS VIVES**
- **SYRIE : NOMBREUSES ARRESTATIONS D'INTELLECTUELS ET DE JOURNALISTES**
- **ANKARA : UN AVOCAT ISLAMO-NATIONALISTE TUE UN MEMBRE DU CONSEIL D'ÉTAT TURC**
- **UN JOURNALISTE ARMÉNIEN AGRESSÉ À SON AUDIENCE PAR LES NATIONALISTES TURCS**
- **AINSI QUE...**

LE KURDISTAN IRAKIEN UNIFIE SON ADMINISTRATION

QUINZE ans après avoir acquis son autonomie vis à vis de Bagdad, à l'issue de la première guerre du Golfe, le Kurdistan irakien a, le 7 mai, unifié son administration, scellant la réconciliation des deux partis kurdes historiques. Le 21 janvier, Jalal Talabani, président de l'Irak et chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et Massoud Barzani, président du Kurdistan et leader du parti démocratique du Kurdistan (PDK), avaient signé

un accord prévoyant la mise en place d'une seule administration dans le Kurdistan. Jusqu'à présent, le PDK administrait les provinces d'Erbil et de Douhok, et l'UPK celle de Souleimaniyeh. Cet accord met ainsi fin à la présence de deux administrations dans le Kurdistan, qui avait élu le 30 janvier 2005 un seul parlement kurde de 111 membres pour une période de quatre ans. Le Parlement kurde a voté, à l'unanimité, la formation d'un unique gouverne-

ment pour le Kurdistan. Vingt-sept ministères ont été créés, dont 11 ont été confiés à l'UPK, 11 au PDK, et cinq autres à différentes forces politiques et groupes confessionnels. Nechirvan Barzani, PDK, a été nommé le nouveau Premier ministre de ce gouvernement uni et Omar Fattah, UKP, a été lui nommé vice-Premier ministre, lors de cette session solennelle du Parlement kurde.

«Nous allons récupérer pacifiquement, démocratiquement, en vertu de la Constitution de l'Irak, les droits qui nous furent arrachés à Mendali, Khanaqin, Kirkouk, Makhmour, Chekhan et Sindjar», a notamment déclaré

dans son discours d'investiture le Premier ministre. Le contrôle des quatre ministères clé du gouvernement kurde -Défense, Intérieur, Finances et Justice- reste cependant un point en discussion entre les partis. Les ministres de l'intérieur, de la justice, des finances et des peshmergas sont secondés de ministres d'Etat pour la période transitoire d'un an au cours de laquelle les divers problèmes juridiques, administratifs, techniques et financiers liés à l'unification de leurs départements doivent être réglés.

Une cinquantaine de diplomates et personnalités politiques, kurdes et irakiennes, dont assisté à la formation de ce nouveau gouvernement kurde, dont les ambassadeurs américain, russe, britannique, chinois, indien, polonais et tchèque et le vice-président irakien, Adil Abdul Mahdi, mais aussi le ministre (fédéral) irakien de la Défense Saadoun al-Doulaïmi et le président du Parlement et les représentants de tous les partis irakiens. «*C'est un jour historique, où le Kurdistan nous donne un exemple de l'unité et de la prospérité*», a affirmé le vice-président irakien, le chiite Adel Abdel Mehdi. «*A ceux qui ont peur que le Kurdistan soit fort, je réponds que si le Kurdistan est fort, c'est l'Irak qui est fort, si le Kurdistan est unifié, c'est l'Irak qui est unifié*», a-t-il ajouté. L'ambassadeur américain, Zalmay Khalilzad, a de son côté, déclaré : «*Je rends hommage aux sacrifices consentis par le peuple kurde, le peuple irakien, et les peshmergas, pour créer un état libre en Irak après la chute du régime dictatorial de Saddam Hussein*».

La réunification de deux administrations kurdes a donné lieu à des festivités dans le Kurdistan irakien. Elle a également été saluée

par les principales forces politiques et les personnalités kurdes de Turquie, d'Iran, de Syrie et de la diaspora.

Au lendemain de ce grand événement, Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, a effectué une visite officielle au Koweït à l'invitation de l'émir qui lui a réservé un accueil très chaleureux. La conférence de presse organisée à l'issue de cette visite a donné lieu à des polémiques avec certains milieux nationalistes arabes. Interrogé sur les relations que les autorités du Kurdistan entretiennent avec Israël, il a déclaré le 12 mai que le Kurdistan n'a pas de relation avec Israël et il n'y a actuellement aucune présence israélienne au Kurdistan. Mais, sur le plan des principes «*ce n'est pas un crime d'entretenir des relations avec Israël*» puisque d'importants pays arabes comme l'Egypte et la Jordanie ont déjà de telles relations. «*Si Bagdad devait établir des relations diplomatiques avec Israël, nous pourrions ouvrir un consulat à Erbil (capitale du Kurdistan)*» a déclaré M. Barzani. Dans un communiqué, le Comité des oulémas a, le 15 mai, émis de vives critiques contre cette prise

de position. «*Ces déclarations sont très dangereuses et elles portent atteinte aux sentiments de 1,5 milliard de musulmans dans le monde, qui ont souffert de manière directe ou indirecte de l'Etat hébreu*», a-t-il estimé. Le bureau de la présidence du Kurdistan a le lendemain répondu à travers un communiqué. «*Le Comité n'a visiblement pas lu la déclaration de M. Barzani. La position kurde en ce qui concerne Israël est liée à la position de Bagdad, c'est Bagdad qui décide et cette décision sera appliquée au Kurdistan*», selon le communiqué. «*De quel droit le Comité prétend-il parler au nom de tous les musulmans ? Pourquoi n'a-t-il jamais réagi pour dénoncer le crime d'Halabja et les souffrances du peuple kurde*», s'est interrogé M. Barzani, qui a invité le Comité à cesser de publier des «*communiqués takfiri (extrémistes sunnites, ndlr)*».

Le Kurdistan a abrité jusqu'aux années 1950 l'une des plus anciennes communautés juives du monde et les relations judéo-kurdes ont toujours été amicales. Les Juifs du Kurdistan, au nombre de 100 000 environ forment une communauté dynamique et kurdeophile en Israël.

BAGDAD : FORMATON DU PREMIER GOUVERNEMENT PERMANENT DE L'APRÈS SADDAM HUSSEIN

LE premier gouvernement permanent de l'après Saddam Hussein a vu le jour le 20 mai en Irak après cinq mois d'attente. Le Premier ministre Nouri Maliki a présenté son gouvernement au Parlement en précisant que les portefeuilles de l'Intérieur, de la Défense et de

la Sécurité nationale seraient assumés provisoirement par lui-même et ses deux vice-présidents. L'annonce de la formation du gouvernement, dont la cérémonie s'est déroulée dans la Zone verte ultra sécurisée de Bagdad, a été saluée par Washington, Londres et l'Onu. Le président américain

George W. Bush a félicité M. Maliki et salué la formation du nouveau gouvernement en estimant qu'il «*ouvre un nouveau chapitre*» de l'histoire de l'Irak et qu'il constitue une «*chance de progrès*». L'investiture du nouveau gouvernement représente «*un changement crucial*» dans la situation de ce pays, a déclaré pour sa part le Premier ministre britannique Tony Blair. Le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan a souhaité «*au nouveau gouvernement de réussir face aux énormes défis que doit affronter l'Irak*», alors que le roi Abdallah II de Jordanie exprimait l'espoir qu'il soit «*une étape vers la construction d'un nouvel Irak*». Devant les difficiles tractations entre les listes sunnites et chiïtes, M. Maliki a dû se résoudre à présenter un gouvernement incomplet. «*J'assumerai la responsabilité du ministère de l'Intérieur dans un premier temps, le vice-Premier ministre Salam al-Zobaïe sera le ministre de la Défense par intérim et le vice-Premier ministre Barham Saleh sera ministre de la Sécurité nationale par intérim*», a annoncé le Premier ministre. Les onze députés sunnites du Front pour le dialogue et six des 44 élus du Front de la Concorde, la principale coalition sunnite, ont quitté les lieux en refusant de voter l'investiture, pour afficher leur mécontentement après la présentation d'un gouvernement incomplet. Les postes des ministères-clés de l'Intérieur et de la Défense sont en effet particulièrement disputés. Les sunnites accusent l'ancien titulaire du portefeuille de l'Intérieur le chiïte Bayane Jabr Soulagh de laisser les milices interférer dans les forces du ministère de l'Intérieur. M. Maliki, issu du parti Daoua, l'un des piliers de l'Alliance irakienne unifiée (AIU) chiïte, était soumis à de fortes pressions pour satisfaire

les exigences des sunnites et des Kurdes, mais c'est auprès de ses coreligionnaires chiïtes qu'il a eu le plus de mal. L'AIU, qui englobe 18 formations diverses, a paru à plusieurs reprises au bord de l'implosion. Il a fallu l'intervention du clergé chiïte irakien et de l'Iran pour maintenir sa cohésion. Le parti Fadhila (Vertu- 15 députés), dont l'influence excède la simple représentation au parlement, s'est retiré des tractations après avoir perdu le ministère du Pétrole, un poste-clef dans un pays que ses réserves de brut classent au troisième rang mondial.

Les ministres et les deux vice-Premiers ministres ont été investis par les députés, à l'issue d'un rapide vote à main levée. Le nouveau gouvernement, très largement renouvelé, ne compte que trois femmes, dont deux Kurdes, contre sept dans le précédent. M. Maliki a exposé en 34 points, dont le dernier concerne les milices armées, son programme de gouvernement qui a été approuvé par les députés. Le gouvernement a ensuite prêté serment. Le Premier ministre a mis l'accent sur la nécessité pour son pays d'établir «*un calendrier afin que les forces de sécurité irakiennes puissent assumer pleinement les tâches de sécurité et pour mettre un terme aux missions de la Force multinationale afin que les troupes regagnent leur pays respectif*». «*Je vais prendre en main les trois dossiers importants pour le peuple irakien, la sécurité, la lutte contre la corruption et les services*», a-t-il ensuite assuré lors d'une conférence de presse.

Le nouveau gouvernement est composé d'une trentaine de ministères, avec 17 postes pour l'AIU, dont l'Intérieur, le Pétrole et les Finances. La coalition kurde obtient six ministères (dont celui

des Affaires étrangères et de l'Industrie), la liste du chiïte laïque Iyad Allaoui cinq (dont la Défense et la Justice), le Front de la Concorde (sunnite) quatre (dont la Planification et l'Enseignement supérieur), la liste du sunnite dissident Salah Motlaq trois. Les chrétiens et Turcomans disposeront chacun d'un ministère. Parmi les ministres investis, le chiïte indépendant Hussein Chahristani a été nommé au ministère du pétrole et le controversé ministre de l'Intérieur M. Soulagh a pris le portefeuille des Finances. Le ministre des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, reconduit à son poste a jugé la journée historique. «*Il s'agit du premier gouvernement permanent et consensuel de l'Irak, approuvé par le Parlement et soutenu par le concert des nations*», a-t-il assuré. «*Je demande au peuple irakien de lui apporter tout son soutien face aux importants enjeux qui nous attendent: améliorer la sécurité, améliorer les services, instaurer un État de droit*», a-t-il conclu.

Le président Jalal Talabani a, le 27 mai, souligné la nécessité de confier les postes vacants à des personnalités indépendantes sans liens avec des partis ou des milices armées. De son côté, le Parlement irakien a, le 28 mai, tenu une réunion marquée par des divergences sur les prérogatives de son président, le sunnite Mahmoud Machhadani. Les Arabes sunnites ont demandé que le président de l'Assemblée ait de larges prérogatives, alors que les Kurdes et les chiïtes ont exigé d'associer ses adjoints à toute décision, selon plusieurs parlementaires. M. Machhadani est secondé par un vice-président chiïte, cheikh Khalid al-Attiya, et un vice-président kurde, Aref Tayfour.

Par ailleurs, le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, s'est entretenu avec le principal dirigeant des chiites irakiens, le grand ayatollah Ali al-Sistani, le 27 mai à Najaf. La veille, le chef de la diplomatie iranienne s'est rendu en visite à Kerbala, une autre ville sainte des chiites dans le sud de l'Irak. M. Mottaki s'est, le 26 mai, entretenu à Bagdad avec des responsables du nouveau gouvernement irakien, dont le Premier ministre Nouri al-Maliki. Il a écarté la possibilité d'entreprendre des négociations avec les Etats-Unis sur le futur de l'Irak, mais a exprimé le soutien de Téhéran au nouveau gouvernement irakien. La visite de M. Mottaki est la première visite d'un responsable iranien de haut rang en Irak depuis l'élection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence iranienne en juin dernier. Le chef de la diplomatie iranienne a déclaré que son pays était prêt à aider l'Irak au plan économique et avait réservé pour cela une enveloppe de près d'un milliard de dollars. Signe de l'amélioration des relations entre Téhéran et Irak après la guerre de 1980-88, l'Iran a nommé un ambassadeur à Bagdad pour la première fois depuis plus de vingt ans. Hassan Kazemi Qomi a présenté ses lettres de créance le 9 mai au président irakien Jalal Talabani, qui a estimé que «relever le niveau des relations entre les deux pays va ouvrir une nouvelle page de l'histoire des liens» entre les deux capitales. Peu avant l'attaque de l'Iran par l'Irak en 1980, leurs ambassadeurs avaient été rappelés. Depuis, les relations officielles étaient restées au niveau des chargés d'affaires.

INTENSIFICATIONS DES AFFRONTMENTS ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE TURQUE

RE gouvernement du Kurdistan irakien a, le 17 mai, accusé l'armée turque d'avoir bombardé un village kurde près de la frontière. Dr Khaled Salih, ministre d'Etat et porte-parole du gouvernement du Kurdistan irakien a indiqué que «cet après-midi, des tirs d'artillerie de l'armée turque ont atteint le village de Kafer Shour, près de la ville de Kani Masi».

La ville de Kani Masi se trouve à proximité de la frontière avec la Turquie et avec l'Iran, dans la province de Douhok «Trois obus d'artillerie se sont abattus sur le village, mais personne n'a été blessé», a ajouté le porte-parole du gouvernement kurde. Le 30 avril et le 1er mai, ce sont les forces armées iraniennes qui avaient bombardé des positions du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), pénétrant de 5 km au Kurdistan irakien et contraignant à la fuite des dizaines de familles dans la région de Souleimaniyeh (à proximité des villages montagneux de Lardou, Roushga et Qalaa Touka, à quelques 190 km au nord de la ville de Souleimaniyeh).

Cemil Bayik, un des chefs militaires du PKK, a menacé à cette occasion l'Iran de mener des opérations en représailles d'incursions iraniennes au Kurdistan irakien. «Nous avons le droit de lancer des attaques contre les forces iraniennes. Nous sommes les agressés. S'ils ne nous avaient pas attaqué, nous ne riposterions pas», a indiqué le 6 mai Cemil Bayik dans un entretien à l'AFP. Les combattants

du PKK sont persuadés que l'Iran prépare une nouvelle série de bombardements et ils se préparent en conséquence. «Nous ne pouvons pas nous permettre d'affronter l'armée iranienne dans une bataille rangée. Mais nous pouvons leur faire mal avec des raids de guérilla, avec nos Kalachnikov, nos lance-roquettes, nos mitrailleuses et nos mortiers», a déclaré Cemil Bayik. Pour lui, les attaques iraniennes s'inscrivent dans le contexte de la crise nucléaire qui oppose la République islamique aux Etats-Unis. «Les autorités iraniennes font tout ce qu'elles peuvent pour s'assurer que la Turquie ne sera pas aux côtés des Américains en cas d'attaque contre l'Iran», estime-t-il. Pour lui, les attaques iraniennes s'inscrivent aussi dans le cadre de la lutte pour le contrôle de la ville irakienne de Kirkouk et sa région, riche en ressources pétrolières. «Si les Kurdes en viennent à affronter les Arabes à propos de Kirkouk, nous nous battons à leurs côtés (auprès des Kurdes, ndlr)», a déclaré Bayik, jugeant un tel conflit «possible».

Une telle fraternité d'armes ne semble guère émouvoir les autorités du Kurdistan autonome, qui ont demandé le 5 mai au PKK de ne pas utiliser le territoire irakien pour lancer des attaques contre les pays voisins. Les autorités kurdes ont mis en garde le PKK contre toute attaque visant la Turquie ou l'Iran à partir du territoire irakien. «Ils (le PKK) se trouvent sur notre sol, nous voulons qu'ils respectent la loi et qu'ils ne se servent pas de notre territoire pour lancer des attaques» contre l'Iran et la Turquie, avait

déclaré Imad Ahmed, vice-Premier ministre de la province de Souleimaniyeh. «*Nous voulons qu'ils quittent notre pays pacifiquement. S'ils veulent rester, ils doivent utiliser la voie politique et non les armes*» pour leur cause, a indiqué M. Ahmed qui a condamné les récentes incursions iraniennes en territoire kurde. Les députés irakiens, réunis le 3 mai pour leur première session de travail, ont également évoqué les récentes incursions iraniennes. «*Pendant que vous discutez du règlement intérieur, des villages kurdes sont bombardés par les forces iraniennes, il faut condamner officiellement ces attaques dans un communiqué*», s'est écrié un député de la coalition kurde, Hussein al-Barzanji. Le ministre des Affaires étrangères, le Kurde Hoshyar Zebari, a toutefois demandé aux députés de ne pas faire de commentaire officiel pour le moment. «*C'est vrai qu'il y a eu des violations de frontière, mais le gouvernement irakien fait le nécessaire avec les pays concernés et je ne pense pas qu'il y ait un véritable danger dans ces régions*», a-t-il déclaré aux parlementaires.

La Turquie, s'est félicitée des incursions iraniennes alors que le PKK a, le 3 mai, menacé la Turquie de représailles si ses troupes pénétraient en Irak pour attaquer ses bases. «*Si les forces turques franchissent la frontière, la guerre s'étendra. L'Etat turc et le Premier ministre (Recep Tayyip) Erdogan seront responsables du chaos qui en résultera, y compris en Turquie*», a affirmé Murat Karayilan, membre du bureau politique du PKK. «*Nous ne voulons pas la guerre, mais nous nous défendrons contre toute incursion des forces turques. Nous riposterons en conduisant une guerre générale contre la Turquie, partout sur*

tous les plans, militaire, politique, économique et social», a-t-il ajouté. L'agence pro-kurde *Firat*, basée en Europe, a de plus rapporté le 13 mai, que le chef du PKK, Abdullah Öcalan a menacé le gouvernement turc d'«*intensifier*» la lutte armée de son parti si l'armée turque continue de traquer ses combattants. «*Le PKK ne peut être anéanti par la violence, il se renforcera en nombre, le combat s'intensifiera. Nous avertissons*», aurait déclaré A. Öcalan depuis sa prison d'Imrali à ses avocats qui lui rendent visite chaque semaine, selon l'agence.

Abdullah Öcalan, a exhorté le gouvernement turc à mettre en oeuvre un «*projet démocratique*» qu'il ne détaille pas. Le dirigeant du PKK qui purge une peine de prison à vie depuis 1999 a indiqué que si Ankara répondait aux revendications de ses combattants, ces derniers pourraient être «*convaincus*» de se retirer du territoire turc pour se réfugier dans le Kurdistan irakien et, à terme, d'abandonner les armes, ajoute l'agence de presse *Firat*. L'armée turque a affirmé qu'elle se réservait le droit de pénétrer en Irak pour poursuivre les combattants kurdes qui y ont établi des bases, mais a démenti que de telles opérations soient actuellement en cours. Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül a salué le 4 mai les efforts «*sérieux*» de l'Iran dans sa lutte contre les combattants kurdes et a prédit que les militants menaceraient un jour la stabilité des Kurdes d'Irak s'ils continuaient de tolérer leur présence. Téhéran et Ankara ont passé un accord appelant l'Iran à combattre le PKK et la Turquie à lutter contre les Moudjahidine du peuple, un groupe armé d'opposition iranien basé en

Irak. Le général Bekir Kalyoncu, chef des opérations à l'état-major turc a, le 2 mai, déclaré : «*Toutes nos activités (...) ont lieu de notre côté de la frontière*». «*Si les conditions (pour des opérations transfrontalières) se réalisent, la Turquie fera usage de ses droits comme n'importe quel pays souverain*», a ajouté le général. «*Ces conditions sont spécifiées dans la Charte de l'ONU*». La Turquie déploie depuis 1997 quelque 1.500 soldats en territoire kurde irakien, le long de la frontière. Le général Kalyoncu a assuré que ces troupes, chargées de sécuriser la frontière, n'avaient pas d'activités «*opérationnelles*» mais a prévenu qu'elles resteraient positionnées là «*tant que l'organisation terroriste restera dans le secteur*».

L'ambassadeur américain en Turquie, Ross Wilson, a, le 26 mai, déclaré pour sa part que les Etats-Unis ont entamé des discussions avec le nouveau gouvernement irakien en vue d'une action contre le PKK. «*Nous avons à présent un nouveau gouvernement fort à Bagdad. Nous pensons que cela peut fournir une bonne base pour travailler ensemble de manière plus efficace*», selon M. Wilson en visite à Diyarbakir. «*Nous avons déjà parlé avec les autorités irakiennes de nos vives préoccupations à propos du PKK et de la nécessité d'une action efficace pour s'occuper de sa présence dans le nord de l'Irak*», a indiqué le diplomate. M. Wilson a réitéré l'engagement de Washington à soutenir Ankara dans sa lutte contre le PKK. Le gouvernement turc est depuis longtemps insatisfait de la réticence des Américains et des Irakiens à intervenir dans les montagnes aux confins du Kurdistan irakien. Lors d'une visite à Ankara fin avril, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a cependant

mis le gouvernement turc en garde contre d'éventuelles opérations au-delà de la frontière irakienne. Elle a appelé à la reprise de rencontres trilatérales entre Washington, Bagdad et Ankara pour discuter de mesures contre le PKK une fois que le nouveau gouvernement irakien serait entré en fonction.

Le PKK a multiplié ces derniers mois ses opérations contre l'armée turque au Kurdistan de Turquie alors qu'Ankara a massé des troupes le long de sa frontière avec le Kurdistan irakien dans le but officiel d'empêcher l'infiltration du PKK mais qui en réalité menace directement les Kurdes d'Irak. Le 31 mai, dans des combats survenus dans une zone montagneuse d'Uludere, deux soldats turcs et trois «*gardiens de village*», des miliciens kurdes armés par l'Etat, ont été tués. Deux soldats et deux combattants kurdes y avaient été tués la veille. Deux militaires ont par ailleurs été blessés par l'explosion d'une mine dans une zone rurale de la province de Bingöl. Dans la province de Sirnak, deux soldats turcs et deux combattants du PKK ont été tués le 30 mai dans des combats survenus dans la zone montagneuse de Cudi, selon les responsables locaux de la sécurité. Un militaire et deux combattants ont été tués dans des heurts tandis qu'un deuxième appelé turc a perdu la vie par l'explosion d'une mine dans la même zone. Quatre soldats turcs et un combattant kurde avaient été tués dans des accrochages le 12 mai dans la localité de Küpelidag, dans la même province. Le 28 mai, un sous-officier avait été tué et trois «*gardiens de village*» ont été blessés à Hazro, une sous-préfecture de Diyarbakir.

Le 23 mai, des combattants du PKK ont perpétré un attentat à la bombe contre un gazoduc dans une zone rurale à proximité de la ville de Dogubayazit, province d'Agri, interrompant son débit. L'explosion a endommagé partiellement le gazoduc et une équipe de la compagnie d'Etat BOTAS qui l'exploite s'est rendue sur les lieux pour le réparer et éviter les fuites. La compagnie nationale des chemins de fer (TCDD) avait, le 5 mai, été visée par une bombe qui a explosé au passage d'un train de fret sans faire de victimes. L'explosion, survenue entre deux gares dans la province de Mus, avait fait dérailler deux wagons et endommagé d'autres. L'attentat n'avait pas été revendiqué. Le 22 mai, un soldat turc a été tué et un autre blessé dans deux explosions de mines. Le premier incident s'est produit à Lice, dans la province de Diyarbakir, où une mine a explosé au passage d'un véhicule militaire. Une attaque similaire a eu lieu près de la ville de Baskale, dans la province de Van. De plus, quatre garçons, âgés de 6 à 12 ans, ont perdu la vie à la suite d'un attentat à la bombe le 13 mai dans la ville de Ulular, dans la province d'Erzincan sans que l'attaque ne soit revendiquée, et la veille un soldat turc a été tué par l'explosion d'une mine lors d'une opération contre le PKK dans une zone rurale proche de Cukurca, une localité de la province de Hakkari. Une bombe avait explosé le 3 mai au passage d'un véhicule qui transportait des soldats et leurs enfants faisant 17 blessés dont 11 enfants et cinq militaires dans la même province.

De plus, plusieurs attentats à la bombe revendiqués par les Faucons de la liberté du Kurdistan

(TAK), un groupe apparenté par les autorités au PKK, ont par ailleurs frappé des villes de l'ouest du pays depuis le début de l'année. Le groupe armé a revendiqué un «*sabotage*» de ses membres à l'aéroport international d'Istanbul, où un vaste incendie a provoqué le 24 mai d'importants dégâts matériels dans la zone réservée au fret et fait trois blessés légers. «*Le sabotage est une réponse aux politiques de massacre poursuivies par l'Etat turc contre les Kurdes*», ont affirmé les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) dans un message électronique à l'agence *Firat*. Le groupe souligne que ses actions se poursuivront «*tant que les politiques d'extermination de l'Etat turc contre les Kurdes seront en vigueur*».

Par ailleurs, deux Kurdes disposant de la double nationalité turque et suédoise ont été inculpés par un procureur de Diyarbakir pour «*propagande en faveur du PKK*», ont rapporté les sources judiciaires le 31 mai. Ibrahim Güçlü et Zeynel Abidin Özalp risquent jusqu'à trois ans de prison chacun aux termes de l'acte d'accusation élaboré par le procureur de Diyarbakir. Les faits reprochés aux deux hommes figurent dans une déclaration de presse publiée le 2 mai qui dénonçait le déploiement par l'armée turque d'importantes forces à sa frontière avec l'Irak pour contrer le PKK. Le document affirmait que ce vaste déploiement militaire était fait «*contre le peuple kurde*». Une troisième personne, de nationalité turque, a été inculpée pour le même délit. MM. Güçlü et Özalp sont membres d'une association culturelle kurde interdite par les autorités le mois dernier.

BILAN DU MOIS DE MAI EN IRAK : MALGRÉ DES AVANCÉES SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL, AUGMENTATION DE 38 % DE TUÉS PAR RAPPORT AU MOIS D'AVRIL

RE président irakien Jalal Talabani, a, le 10 mai, annoncé que plus de 1.000 personnes ont été victimes de meurtres confessionnels en avril dans la seule ville de Bagdad, alors que le pays attend toujours l'annonce de la formation d'un gouvernement d'union nationale. «J'ai reçu un rapport de l'Institut médico-légal selon lequel 1.091 personnes ont été assassinées en avril dans la seule ville de Bagdad», a déclaré M. Talabani dans un communiqué. «Nous sommes choqués, attristés et en colère en apprenant l'étendue de ces meurtres, parfois accompagnés de cruelles tortures, qui frappent quotidiennement les Irakiens sur leur seule identité Si nous ajoutons cela au nombre des corps qui ne sont pas découverts, ou à des crimes similaires dans d'autres provinces, alors le nombre total (...) montre que nous faisons face à une situation non moins dangereuse que les résultats d'actes terroristes», a-t-il ajouté. «De tels crimes vont à l'encontre de la religion, de la morale et de l'humanité», a affirmé le président irakien.

Malgré des avancées sur le plan institutionnel avec les premières élections libres, une nouvelle Constitution et un Parlement permanent élu, les violences n'ont pas faibli. Le conflit interconfessionnel s'est aggravé, après l'attentat contre la mosquée chiite de Samarra le 22 février dernier, qui a entraîné une vague d'attaques contre des mosquées ou religieux sunnites. Un récent rapport qualifie cependant 11 des 18 provinces

du pays de stables. Dans six, la situation est «grave» et, dans l'une d'entre elles, Anbar, qui comprend Falloujah, elle est jugée «critique». Pour le sénateur démocrate Joseph Biden, membre éminent de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, qui prône dans le *New York Times* une solution institutionnelle de type bosniaque, «la violence intercommunautaire a dépassé l'insurrection en tant que principale menace à la sécurité». A l'issue d'une rencontre avec la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice et le patron du Pentagone Donald Rumsfeld, le président Bush a reconnu le 1^{er} mai qu'«il y aura encore des jours difficiles».

Le mois de mai s'est révélé particulièrement meurtrier en Irak et 1.055 Irakiens ont été tués et 1.423 blessés dans des violences, soit une augmentation de 38% par rapport au mois d'avril, selon un bilan recueilli le 1^{er} juin par l'AFP auprès de sources aux ministères de l'Intérieur, de la Défense et de la Santé, ne prenant pas en compte les pertes des insurgés. Quelque 26 voitures piégées, 65 explosions d'engins artisanaux, deux attaques suicide par des kamikazes portant une ceinture d'explosifs et une soixantaine d'attaques armées ont été recensées en mai, selon des sources de sécurité. Une nouvelle fois, ce sont les civils qui constituent la très grande majorité des victimes: 932 civils ont été tués et 1.273 blessés en mai, contre 686 morts et 865 blessés en avril, selon

des chiffres provenant du ministère de la Santé. Quarante-vingt-cinq policiers ont également trouvé la mort dans des attaques et autant ont été blessés en mai, contre 54 morts et 95 blessés en avril, d'après une source au ministère de l'Intérieur. Vingt-huit soldats ont péri et 55 ont été blessés en mai, a indiqué une source au ministère de la Défense. Ils étaient 22 à avoir été tués et 34 blessés en avril. En ce qui concerne les terroristes, 345 ont été tués en mai selon les sources des ministères de la Défense et de l'Intérieur, contre 180 en avril. Quelque 1.635 personnes ont été arrêtées en mai par les forces de sécurité (692 en avril). De plus, l'état d'urgence a été décrété le 31 mai pendant un mois à Bassorah, capitale méridionale de l'Irak saisie par la violence qui s'est multipliée dans la ville sur fond de rivalités interchiites pour le contrôle de la contrebande lucrative de produits pétroliers.

Les médias américains ont, le 31 mai, rapporté qu'un rapport du Pentagone a prédit que la violence en Irak devrait vraisemblablement rester «stable» cette année. Toutefois, ce rapport trimestriel obligatoire présenté au Congrès sur l'Irak, publié la veille, estime que «l'attrait et la motivation (des terroristes) pour la poursuite des actions violentes devrait commencer à faiblir en début 2007». Néanmoins, il reconnaît la persistance et la croissance de la violence à l'heure actuelle. Au cours de la période de 13 mois du 11 février au 12 mai, indique le rapport, les attaques hebdomadaires ont été en moyenne au nombre de plus de 600, soit une augmentation de 13% par rapport aux 6 mois précédents. Ces derniers mois, les «terroristes» sunnites ont rejoint la branche d'al-Qaïda dirigée par le

terroriste jordanien Abou Mousab al-Zarqaoui, ce qui a augmenté les attaques, reconnaît le rapport. «*Les luttes sectaires apportent une contribution significative à la violence, particulièrement contre les civils*», met en garde le rapport. Un point positif du rapport souligne les progrès dans la formation des forces de sécurité irakiennes entraînées par les Etats-Unis, bien qu'aucun chiffre ne soit mentionné sur le nombre de troupes irakiennes capables d'opérer sans aide américaine. Selon le Pentagone, les troupes irakiennes comptent désormais 263.400 soldats répartis dans 71 bataillons.

Par ailleurs, la Corée du Sud, troisième contingent étranger le plus

important en Irak, a, le 9 mai, commencé le retrait d'un millier de ses 3200 militaires stationnés au Kurdistan irakien. La Corée du Sud avait déployé 3600 militaires en 2004 dans le cadre de la coalition formée par les Etats-Unis. Ce contingent, déployé dans la région d'Erbil, a participé à des travaux de reconstruction et à des opérations de sécurité. A la fin de l'année 2005, le parlement sud-coréen avait autorisé le prolongement pour une année supplémentaire de la présence militaire en Irak, mais avec une réduction des effectifs portant sur un millier de soldats. Le retrait du millier de soldats devrait être achevé à la fin de l'année.

Osman Baydemir, le maire de Diyarbakir a quant à lui été inculpé pour avoir usé des services municipaux afin de faire transporter la dépouille d'un combattant kurde, rapporte le 30 mai les sources judiciaires turques. Il risque jusqu'à un an de prison pour les faits qui remontent à mars 2005. M. Baydemir et trois de ses collaborateurs sont accusés d'avoir affrété une ambulance de la municipalité pour convoier de Diyarbakir à Gaziantep, à environ 320 km plus au sud-ouest, le corps d'un membre du PKK tué dans des combats avec l'armée, selon l'acte d'accusation. M. Baydemir, membre d'un parti pro-kurde, fait actuellement l'objet de plusieurs enquêtes judiciaires. Il est soupçonné de s'être «*engagé auprès des émeutiers*» lors de violents incidents qui, fin mars-début avril, avaient secoué sa ville et d'autres cités avoisinantes, faisant 16 morts, dont trois enfants en bas âge.

DIYARBAKIR : LA REPRESSION MILITAIRE ES SUIVIE D'UNE VASTE RÉPRESSION JUDICIAIRE

 Trente six jeunes de moins de 18 ans ont été inculpés à Diyarbakir pour leur participation présumée aux violentes émeutes qui ont dévasté la ville le mois dernier, ont affirmé le 9 mai des sources judiciaires turques. Le nombre d'inculpations pour ces émeutes passe ainsi à 301, dont 116 mineurs, 80 adolescents ayant déjà été inculpés. Ils encourent des peines allant de neuf ans et demi à 24 ans de prison. Le ministère public qui avait, dans un premier temps, vu son acte d'accusation contre les 36 nouveaux prévenus, dont 15 en détention, rejeté par une cour spéciale chargée de la délinquance juvénile, a rédigé un nouveau texte dans lequel il requiert contre eux des peines allant de 6 mois à 18 ans d'emprisonnement. Il les accuse de délits

allant de l'obstruction à l'appartenance à une organisation armée.

Le droit turc considère les enfants de moins de 12 ans comme pénalement irresponsables. Les émeutes ont débuté à Diyarbakir le 28 mars lors de funérailles de combattants du PKK abattus par l'armée puis se sont étendues à d'autres villes de la région. Seize personnes, dont trois enfants en bas âge, ont été tuées durant les heurts, les forces de sécurité faisant usage de leurs armes et de grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants, qui ont attaqué les policiers avec des cocktails Molotov et ont saccagé des bâtiments publics et des magasins. Parmi les victimes figurent trois femmes écrasées lors d'une attaque au cocktail Molotov commise par des sympathisants du PKK contre un bus à Istanbul.

Lors d'un congrès local de son parti à Diyarbakir, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, a, le 7 mai, appelé les Kurdes à condamner les violences commises par le PKK. «*En nous unissant, nous allons fermer la voie au terrorisme et nous allons travailler de toutes nos forces pour faire de ce pays un pays chaque jour un peu plus libre, démocratique, riche et heureux*», a déclaré M. Erdogan devant plusieurs dizaines de milliers de sympathisants de son Parti de la justice et du développement (AKP). Le Premier ministre a insisté sur la distinction à faire entre les revendications démocratiques des Kurdes, qui selon lui seraient soutenues par le gouvernement, et l'action violente, que les autorités continueront de réprimer. «*En tant que gouvernement, nous allons d'un*

côté agir activement contre la terreur et de l'autre poursuivre avec détermination nos efforts en faveur de la démocratie et du développement», a-t-il assuré à la foule réunie dans un stade de Diyarbakir sous haute sécurité, assurée notamment par des hélicoptères. M. Erdogan a pris pour preuve de son engagement en faveur du développement de la région, une des plus pauvres de Turquie, l'inauguration de 21 usines à laquelle il devait participer dans la journée.

De son côté, le député européen néerlandais Joost Lagendijk, vice-président de la commission parlementaire conjointe turco-européenne, a, le 6 mai, appelé à Diyarbakir les Kurdes à se distancier du PKK. «*Dans les années 1980 et 1990, il y avait une grande sympathie en Europe (...) en faveur du combat des Kurdes pour leurs droits, en particulier quand la répression était particulièrement intense, et tout le monde fermait un peu les yeux sur la violence*» du PKK, a déclaré l'euro-député Vert à l'AFP. «*Maintenant, la Turquie est dans un processus d'adhésion à l'Union européenne, elle devient un pays plus démocratique*», a-t-il poursuivi. «*Je veux en quelque sorte prévenir les Kurdes que s'ils laissent la politique être déterminée par le PKK, ils vont perdre de plus en plus de sympathie dans l'UE*». M. Lagendijk, venu à Diyarbakir pour participer à une conférence sur les droits civils au Kurdistan, a appelé plus tôt dans la journée la société civile et les politiciens kurdes à condamner clairement la violence. «*La violence n'a pas sa place pour faire progresser les droits des Kurdes (...) Il faut condamner clairement la violence et toute activité terroriste* », a-t-il déclaré. Le député européen a dans le même temps appelé le gouvernement

turc à «*accélérer les réformes menées pour faire progresser les droits*» des Kurdes, l'encourageant notamment à étendre le droit de diffuser des programmes télévisés en langue kurde. Interrogé sur la recrudescence des activités du

PKK et sur le récent déploiement de troupes turques à la frontière irakienne, M. Lagendijk a estimé que «*ces deux développements n'apportent rien de bon aux gens de la région*».

ATTENTAT DE SEMDINLI : LE PRÉSIDENT DE LA COUR AMPUTE L'ACTE D'ACCUSATION IMPLIQUANT LE COMMANDANT DE L'ARMÉE DE TERRE

RE procès de deux militaires et d'un informateur de la gendarmerie turque, accusés d'avoir commis un attentat à la bombe dans le but supposé de déstabiliser le Kurdistan de Turquie, a repris le 5 mai à Van. Plusieurs blindés et des unités de la police anti-émeute ont été déployés devant le tribunal. Les trois prévenus, deux sergents-chefs et un militant repent du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), encourrent une peine d'emprisonnement à vie incompressible pour «*participation à des actions visant à briser l'unité du pays*», meurtre et tentative de meurtre. Ils sont accusés d'avoir commis le 9 novembre un attentat à la bombe qui avait fait un mort et six blessés dans une librairie appartenant à un ancien membre du PKK à Semdinli. Les trois hommes avaient manqué d'être lynchés par la foule après l'attentat. Des armes, des grenades, un plan de la librairie et une liste de noms, incluant celui du libraire, avaient été retrouvés dans la voiture avec laquelle ils tentaient de fuir. Le sous-officier Ali Kaya, qui avait entamé sa déposition le 4 mai en plaidant son innocence et celle de l'ensemble des forces de sécurité, a répondu le lendemain

aux questions d'avocats de la partie civile désireux de faire la lumière sur les pratiques du service de renseignement auquel il appartient. «*Depuis 1991, dans cette région de Bingöl-Diyarbakir-Hakkari (trois provinces kurdes), plus de 1.000 meurtres dont l'auteur est inconnu ont été commis. Sur combien d'entre eux vos travaux ont ils apporté un éclairage?*», a martelé Me Sezgin Tanrikulu, bâtonnier de Diyarbakir.

Reprenant quasiment mot pour mot la déposition de leur chef Ali Kaya, le sous-officier Özcan Ildeniz et l'informateur Veysel Ates ont plaidé leur innocence et attribué leur présence près du lieu de l'attentat au «*hasard*». Les nombreuses questions des avocats de la partie civile sur les pratiques des services de renseignement militaire -pour lesquels travaillait le trio- dans leur lutte contre le PKK ont donné lieu à de violents accrochages verbaux avec la défense. «*Il n'est pas correct de dévoiler ici les missions des forces de sécurité chargées de la lutte antiterroriste (...) La réponse à ces questions relève du secret d'Etat* », s'est indigné Me Vedat Gülsen avant de quitter avec fracas la salle d'audience le 6 mai.

La Turquie a été accusée dans les années 1990, au plus fort des affrontements avec le PKK, d'avoir commandité ou encore fermé les yeux sur des pratiques d'exécutions sommaires, d'enlèvements et de trafic de drogue dans le Kurdistan. La plupart des questions, accueillies avec hostilité par les avocats de la défense, ont reçu des réponses laconiques. Dans son acte d'accusation, le procureur chargé du dossier avait considéré l'attentat comme une provocation visant à déstabiliser le Kurdistan, où le PKK et l'armée turque s'affrontent depuis 1984, et à faire capoter le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Il avait aussi accusé le général Yasar Büyükanit, commandant de l'armée de terre, d'avoir créé à la fin des années 1990, alors qu'il était en poste dans la région, une «organisation clandestine» et d'avoir tenté d'«influencer» les tribunaux par des propos en faveur d'un des auteurs présumés de l'attentat. Le conseil de la magistrature a décidé en avril de radier le procureur de Van pour avoir agi hors de sa compétence juridictionnelle. La partie civile a tenté de revenir sur cette implication supposée d'un haut gradé, en demandant au prévenu s'il avait été «félicité» par celui-ci pour ses bons et loyaux services. A quoi le sergent-chef a répondu une fois encore par une brève négation. Les avocats de la partie civile, qui avaient demandé le 3 mai le remplacement du président de la cour, accusé de partialité, se sont insurgés de la présence, dans une salle d'audience exigüe au point de ne pouvoir les contenir tous, d'une dizaine de gendarmes en civil, venus assurer la sécurité des prévenus, selon le juge. Les avocats de la partie civile ont également dénoncé un procès

politique et se sont insurgés lorsque le président de la cour a refusé de lire l'intégralité de l'acte d'accusation, notamment les pages mettant en cause un général de l'état-major.

Placé dans l'embarras, le gouvernement a promis de faire la lumière sur cette affaire survenue un mois après le lancement de négociations d'adhésion avec l'UE et suscitant le doute sur la volonté réformatrice d'Ankara.

IRAN : DES TENSIONS ETHNIQUES ET RELIGIEUSES DE PLUS EN PLUS VIVES

LE président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a, le 25 mai, affirmé que les «ennemis» de l'Iran voulaient provoquer des tensions ethniques pour combattre le programme nucléaire iranien. «Avec le succès obtenu dans le domaine de la technologie nucléaire, l'équation mondiale a changé et notre pays est devenu une puissance influente (...) C'est naturel que les ennemis complotent (...) mais les complots des ennemis n'ont jamais réussi», a déclaré M. Ahmadinejad.

Ces dernières semaines, plusieurs villes du nord-ouest de l'Iran (Tabriz, Urmieh, Nagadeh, Ardébil), peuplées d'Azéris, qui forment 25% des 69 millions d'Iraniens, soit la plus grande minorité iranienne, et de Kurdes, 15% de la population, ont connu des manifestations violentes pour protester contre une caricature parue dans le quotidien gouvernemental Iran jugée insultante. La caricature, publiée mi-mai, montrait un jeune garçon répétant le mot persan pour «cafard» de différentes façons, face à un cafard lui demandant «Quoi?» en langue azérie. Quatre personnes ont été tuées et 43 blessées lors de manifestations d'Azéris à Nagadeh.

«Ces tentatives pour provoquer des

tensions ethniques constituent le dernier geste de l'ennemi contre la République islamique et le peuple iranien», a, le 28 mai, déclaré le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, lui-même d'origine azérie. «Aujourd'hui, ils croient utiliser les Azéris (...) mais c'est encore une erreur historique car les Azéris ont toujours joué un rôle décisif pour défendre la République islamique et l'intégrité territoriale», a-t-il ajouté. «Mort à l'Amérique», «mort à Israël», ont scandé les députés tout en criant en langue azérie: «l'Azerbaïdjan et la révolution sont inséparables». Selon le commandant de la région, 20 personnes ont été arrêtées à Nagadeh et 15 autres à Urmieh. Il a également fait état de l'arrestation de 16 membres d'un réseau qui avaient fait venir clandestinement dans la région depuis la Turquie du matériel anti-émeute. Il a toutefois affirmé que «cinquante (...) journalistes locaux et étrangers, venant des pays européens et d'Allemagne étaient entrés dans la province». «Ces personnes ont des objectifs particuliers et nous agissons contre eux lorsqu'ils s'approcheront de leur objectif», a-t-il ajouté, sans donner d'autres précisions. A Téhéran, quelque 200 étudiants azéris ont tenté de manifester le 28 mai devant le parlement iranien contre cette caricature. Les manifestants qui ont été rapidement

dispersés par la police anti-émeute, scandaient des slogans contre la caricature et en faveur de l'enseignement de la langue azéris. Selon l'agence semi-officielle *Irna*, de violentes manifestations se sont déroulées la veille dans la ville d'Ardébil (chef lieu de la province du même nom) contre la caricature. Les manifestants ont attaqué des banques et des magasins. Les responsables iraniens ont tenté de ramener le calme dans la région en dénonçant eux-mêmes avec virulence cette caricature. D'ailleurs, le journal gouvernemental *Iran* a été suspendu et le dessinateur Mana Neyestani et un rédacteur du journal, Mehrdad Qassemfal, ont été arrêtés.

Depuis un an, plusieurs provinces non persanes ont connu des troubles et affrontements. La province du Khouzistan (Arabistan), où les Arabes forment la majorité de la population, a connu plusieurs attentats meurtriers revendiqués par des groupes sunnites. A l'autre bout du pays, au Sistan-Balouchistan (sud-est) des sunnites du groupe Joundallah (soldats de Dieu), accusé d'être lié à Al-Qaïda, ont tué à deux reprises, en mars et début mai, des voyageurs non loin de la frontière pakistanaise. Enfin, la province du Kurdistan est depuis un an le théâtre d'affrontements armés entre les soldats iraniens et des militants du Pejak, un groupe indépendantiste kurde proche du PKK. De plus, deux bombes ont explosé le 8 mai à quelques minutes d'intervalle dans des bâtiments gouvernementaux de Kermanshah, métropole économique à forte majorité kurde, faisant six blessés. Les deux attentats, visaient les bureaux du gouverneur de Kermanshah et la

Chambre de commerce de la province. Ces attentats interviennent alors que la semaine précédente, les forces iraniennes avaient bombardé une zone frontalière du Kurdistan irakien.

Les autorités iraniennes ont accusé à plusieurs reprises les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de soutenir les organisations dissidentes arabes, kurdes et baloutches. Toutefois, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a écrit au président américain pour lui proposer de «*nouveaux moyens*» de régler les tensions, un geste sans précédent depuis 1980 révélé le 8 mai qui coïncide avec les fortes pressions sur l'Iran appelé à cesser ses activités nucléaires sensibles. Selon l'analyste Hamid Reza Jalaïpour «*il y a un mécontentement latent qui explique ces mouvements mais je pense que les services de renseignements étrangers jouent aussi leur rôle en soutenant ces mouvements*». «*Les Etats-Unis sont certainement contents de voir des troubles qui affaiblissent le pouvoir islamique. Mais je ne pense pas que de tels mouvements mettront en danger le pouvoir*», car «*le nationalisme iranien est très puissant et il pourrait se réveiller s'il sent un danger. A Tabriz par exemple, le pouvoir a rassemblé 100.000 personnes après une manifestation de protestation contre la caricature qui avait réuni 15.000 personnes*», ajoute-t-il. Les Persans forment moins de 40% alors que les différentes minorités représentent plus de la moitié de la population iranienne. Il s'agit de 25% d'Azéris, de 15% de Kurdes, de 7% d'Arabes, 6% de Baloutches et de 3% de Turkmènes, concentrés dans les provinces frontalières de l'empire iranien.

Par ailleurs, le journal canadien *National Post* rapporte dans son

édition du 19 mai que le nouveau code vestimentaire adopté par le Majlis (Parlement) aurait un caractère discriminatoire pour les minorités religieuses. Ce projet de loi obligerait les juifs, chrétiens et adeptes d'autres confessions minoritaires, comme les zoroastriens, à porter des vêtements de couleur permettant de les distinguer des musulmans. Pour le député Mohsen Yahyavi, un vétéran de l'Assemblée, l'information donnée par la presse canadienne est «*totaletement fausse*». «*Le texte a pour objectif d'inciter les créateurs de mode à concevoir des vêtements qui soient plus compatibles avec l'islam. Mais le port d'autres vêtements ne sera aucunement prohibé*», a-t-il assuré. Un député représentant la petite minorité juive d'Iran, Moris Motamed, est lui-aussi formel. «*Il n'y a pas un seul mot dans ce texte parlant de coupe ou de couleur particulières réservées aux groupes religieux minoritaires*» selon lui. Le texte adopté par le Majlis intervient deux ans après une invite du Guide suprême de la révolution islamique pour la création d'un costume national iranien. Dans son appel, l'ayatollah Ali Khomeini invitait ses compatriotes à ne pas se laisser influencer par les revues de mode occidentales. Le texte de loi, voté dans ses grandes lignes, doit encore recevoir l'onction du Conseil des gardiens, une instance formée de religieux chargée de contrôler la constitutionnalité des lois. La République islamique s'est dotée depuis 1979 d'un code vestimentaire islamique très strict au terme duquel les femmes doivent être voilées de la tête au pied lorsqu'elles sortent de chez elles. Leur chevelure doit être soigneusement dissimulée aux regards, de même que leurs formes. Le régime a créé une poli-

ce et une milice, les «*bassidji*», chargées de vérifier que ces règles sont appliquées dans les faits.

Les minorités religieuses sont tolérées en Iran qui garantit théoriquement la liberté de culte. Toutefois, certains postes dans les forces

armées et le service de santé sont interdits aux non-musulmans. Le récentes déclarations du président Mahmoud Ahmadinejad contestant la réalité de la Shoah ont semé le trouble au sein des quelque 25.000 juifs qui vivent toujours en Iran.

SYRIE : NOMBREUSES ARRESTATIONS D'INTELLECTUELS ET DE JOURNALISTES

RES autorités syriennes ont, le 17 mai, procédé à de nouvelles arrestations dans le cadre de leur campagne contre les signataires d'une déclaration réclamant une réforme radicale des relations avec le Liban, un journaliste et opposant de renom risquant même la peine de prison à vie. Au total, six militants et signataires de la Déclaration Beyrouth-Damas, dont l'opposant et journaliste Michel Kilo, ont été arrêtés depuis le 14 mai. La campagne a commencé par l'arrestation de ce dernier, membre des Comités pour la renaissance de la société civile et signataire de la Déclaration de Damas en 2005, qui constitue l'appel le plus important jamais lancé en faveur de la démocratisation de la Syrie. M Kilo a, le 16 mai, été déféré à la justice, selon l'Organisation nationale des droits de l'Homme en Syrie (ONDHS). Le même jour, Mahmoud Merhi, secrétaire général de l'Organisation arabe des droits de l'Homme, et Nidal Darwich, membre des Comités de défense des droits de l'Homme et des libertés démocratiques, avaient été arrêtés pour le même motif. Selon l'ONDHS, la justice syrienne va poursuivre M. Kilo pour des chefs d'accusation qui pourraient le faire condamner

à la prison à vie. M. Kilo est notamment accusé de «*provoquer des dissensions confessionnelles et raciales, de publier des informations mensongères et exagérées qui ont pour but de porter atteinte au prestige de l'État et de diffamation à l'encontre du chef de l'État et des tribunaux*», a indiqué l'organisation dans un communiqué. Selon le président de l'ONDHS, Ammar al-Qorabi, les services de sécurité ont également arrêté le 10 mai Safouane Tayfour, médecin de formation à Hama (nord) et Mahmoud Issa, un traducteur, à Homs (au nord de Damas). M. Issa avait été déjà arrêté en 1992 puis en 2000 pour «*appartenance au parti interdit de l'Action communiste*». Une troisième personne a été arrêtée à Deir el-Zour, à 432 km au nord-est de Damas, car elle porte le même nom que l'un des signataires de la pétition. Il s'agit de Khaled Khaliifa, «*un citoyen qui n'a aucune activité politique*» selon M. Qorabi. L'ONDHS a ensuite diffusé un communiqué annonçant l'arrestation le 17 mai à Damas de Khalil Hussein, un ancien détenu politique kurde qui fut emprisonné pendant 12 ans en Syrie. Deux autres Syriens, Souleimane Al-Chamr et Kamal Cheikho, qui ont signé la pétition, ont été convoqués par les services de sécurité.

La Déclaration Beyrouth-Damas, diffusée le 11 mai à Beyrouth avec la signature de près de 300 intellectuels syriens et libanais, appelle à «*respecter et consolider la souveraineté et l'indépendance du Liban et de la Syrie dans le cadre de relations institutionnalisées et transparentes*». Elle insiste sur «*la nécessité d'une reconnaissance syrienne définitive de l'indépendance du Liban. Les premiers pas dans cette direction consistent en la délimitation des frontières et l'échange d'ambassadeurs*».

A l'occasion de la 16ème journée internationale de la liberté de la presse, l'avocat et militant des droits de l'Homme, Anouar Bounni a, le 3 mai, réclamé de son côté la libération de trois journalistes syriens détenus par les autorités de ce pays. «*Aujourd'hui, on se rappelle des journalistes kurdes Massoud Hamid détenu depuis trois ans, Ali Abdallah et Mohammad Ghanem incarcérés depuis plus d'un mois*», a indiqué Me Bounni dans un communiqué. Il a appelé les autorités syriennes à «*respecter la liberté d'expression et de la presse, à cesser les pressions et à libérer les détenus*», déplorant en même temps les «*menaces*» et tracasseries dont font l'objet des journalistes syriens comme Hakam al-Baba, Michel Kilo et Abdel Razzaq Id, et la fermeture (par les autorités) de sites Internet de l'opposition. «*La liberté de la presse et d'expression sont (nécessaires) pour dénoncer les violations et lutter contre la corruption*», a poursuivi Me Bounni, porte-parole du Centre national de défense de la liberté de la presse et des journalistes en Syrie.

Par ailleurs, Hossam al-Deen Habash, un avocat syrien a, le 14 mai, annoncé que la Syrie a demandé aux services français

d'Interpol de lui livrer l'ancien vice-président syrien Abdul-Halim Khaddam, inculpé dans son pays notamment pour trahison et corruption. L'assignation, envoyée par l'intermédiaire des bureaux d'Interpol à Damas, demande qu'il soit remis aux autorités syriennes pour avoir notamment encouragé une attaque étrangère contre la Syrie. L'avocat qui a engagé les poursuites contre Abdul-Halim Khaddam, a confié que s'il ne revient pas en Syrie, il sera jugé par contumace. L'assignation a peu de chance d'être suivie d'effets, même si l'avocat s'est dit confiant dans une réponse positive de la France. L'ancien vice-président syrien, qui a exercé des fonctions importantes en Syrie pendant près de 30 ans, a provoqué un tollé en décembre parmi les dirigeants syriens lorsqu'il a accusé le président syrien Bachar el-Assad d'avoir menacé l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri quelques mois avant l'assassinat de ce dernier, en février 2005. Ces accusations ont été démenties par Bachar el-Assad. Il vit aujourd'hui en France avec sa famille depuis qu'il a démissionné de son poste et quitté la Syrie l'année dernière.

Le président américain George W. Bush a, le 8 mai, prolongé l'embargo sur les exportations vers la Syrie de matériels militaires ou sensibles ainsi que le gel des avoirs de Syriens contribuant à l'ingérence au Liban ou soutenant des organisations terroristes. M. Bush a ordonné de proroger les sanctions décrétées le 11 mai 2004, a annoncé la Maison-Blanche à Fort Lauderdale où le président était en déplacement. «*Les actions du gouvernement syrien soutenant le terrorisme, l'ingérence au Liban, la*

recherche d'armes de destruction massive et la poursuite de programmes balistiques, les efforts pour saper les efforts des États-Unis et les efforts internationaux en ce qui concerne la stabilisation et la reconstruction de

l'Irak représentent une menace continue et extraordinaire pour la sécurité nationale» américaine, explique M. Bush dans le décret adressé au Congrès.

ANKARA : UN AVOCAT ISLAMO-NATIONALISTE TUE UN MEMBRE DU CONSEIL D'ÉTAT TURC

ALPARSLAN Arslan, avocat nationaliste de 29 ans, a, le 17 mai, fait irruption au Conseil d'Etat, plus haute instance juridique administrative du pays et hurlé: «*Je suis un soldat de Dieu*» avant d'ouvrir le feu sur quatre juges, tuant le plus âgé et blessant les trois autres. Il a déclaré qu'en tirant sur les juges il voulait les punir pour avoir décrété une interdiction du foulard islamique dans les institutions et les universités publiques. L'attaquant a été maîtrisé par les forces de l'ordre en possession de son arme, un pistolet automatique Glock qui passerait inaperçu par les détecteurs métalliques, selon les autorités. Il a été le 21 mai écroué avec trois autres hommes soupçonnés de complicité dans l'affaire après avoir été entendus par un procureur. Interrogé par une section antiterroriste, il a affirmé avoir agi seul et n'être lié à aucune organisation. La police a néanmoins interpellé deux personnes susceptibles d'être liées au tireur. Selon les journaux, l'homme, basé à Istanbul, est connu pour être un musulman pratiquant et proche des milieux islamo-nationalistes. Ses trois soeurs portent le voile islamique, selon le quotidien *Vatan*. L'assaillant a affirmé vouloir «*punir*» cette institution, notamment les juges de la 2^e

Chambre, pour ses décisions contre le port du voile, selon Mme Cölasan.

La 2^{ème} Chambre du Conseil d'Etat s'était prononcée en février contre le port du foulard pour la directrice d'une école maternelle d'Ankara, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement. Le journal islamiste, *Vakit*, avait publié à la Une les photos des juges membres de cette Chambre, devenus ainsi la cible des milieux islamistes. A. Arslan et ses trois complices ont été accusés de tentative de renversement de l'ordre constitutionnel, un chef passible de l'emprisonnement à vie, d'assassinat prémédité, de tentative d'assassinat prémédité, d'usage d'explosifs et de violations de la loi sur les armes à feu. Cinq autres hommes arrêtés dans le cadre de cette affaire ont été relâchés. Le 20 mai, un ancien officier de l'armée, Muzaffer Tekin, a été hospitalisé à la suite d'une tentative de suicide. Soigné sous surveillance policière il est soupçonné, d'avoir échangé plusieurs coups de fil avec le meurtrier présumé avant l'attaque. Interrogé à l'hôpital par la presse il a reconnu connaître le meurtrier présumé mais démenti être le cerveau de l'attentat contre les magistrats.

Le gouvernement de M. Erdogan

est montré du doigt dans cette attaque car le Premier ministre, un militant islamiste dont l'épouse et les deux filles portent le voile, s'en était publiquement pris à des décisions du Conseil sur le port du voile. La presse libérale accusait le 18 mai le gouvernement d'avoir implicitement encouragé cette attaque par les remarques des autorités gouvernementales sur le port du voile. «*Balle tirée contre la laïcité*» titrait le quotidien *Milliyet* qui publie une tribune exhortant le gouvernement à renoncer à «*provoquer des tensions*» au sein de la société turque. Dans une interview accordée le 19 mai le Premier ministre Erdogan a estimé que ce meurtre faisait partie d'un complot visant à discréditer son gouvernement. La presse se demandait aussi si cette attaque était liée aux trois attentats à la grenade qui ont visé récemment à Istanbul le siège du journal laïque *Cumhuriyet*.

Quelques 25 000 personnes ont, le 18 mai, crié des slogans «*la Turquie est laïque et le restera*» devant le mausolée d'Atatürk, le fondateur de la Turquie. Une manifestation, avec à sa tête les chefs des principales instances judiciaires du pays - Cour constitutionnelle, Conseil d'Etat, Cour de cassation - aux mines graves, ont observé une minute de silence avec des procureurs et avocats, en robes et une foule compacte, d'hommes, de femmes et d'enfants, rassemblés pour défendre officiellement «*la laïcité*». De nombreuses questions restent en suspend comme la facilité avec laquelle le meurtrier a pu rentrer dans une institution sous haute protection et faire passer un pistolet sans attirer le moindre soupçon alors que selon la presse les détecteurs de métaux étaient ce jour-là en panne.

UN JOURNALISTE ARMÉNIEN AGRESSÉ À SON AUDIENCE PAR LES NATIONALISTES TURCS

UN procès contre le journaliste turc d'origine arménienne, Hrant Dink, accusé de «*tentative d'influencer la justice*» pour avoir commenté ses propres démêlés judiciaires, a, le 16 mai, été suspendu à Istanbul après que des nationalistes eurent provoqué des incidents. L'audience a été fortement perturbée par un groupe de juristes nationalistes à l'origine des poursuites, au point d'obliger la cour à reporter le procès au 4 juillet, a affirmé Me Fethiye Cetin. «*Kemal Kerinçsiz (président de l'Union des juristes nationalistes) et son équipe sont venus en nombre, ils nous ont agressé aussi bien physiquement que verbalement*», a déclaré Me Cetin, qui n'a pas pu donner de plus amples détails, expliquant qu'elle était sous protection policière. «*Quand je suis rentré, ils s'en sont pris à moi, ils ont crié «fiche le camp de ce pays» et m'ont craché dessus*», a expliqué M. Dink, ajoutant qu'il avait du quitter le tribunal par la porte de derrière et sous escorte policière. La police a également dû intervenir à la demande de la cour pour empêcher des militants nationalistes d'entrer dans la salle d'audience. A l'extérieur du tribunal, une cinquantaine de manifestants d'extrême droite se sont battus avec une quinzaine de militants de gauche venus soutenir M. Dink aux cris de «*ce sont nos intellectuels, nos peuples sont frères*».

M. Dink, rédacteur en chef du quotidien bilingue turc-arménien *Agos*, et trois autres membres de la rédaction encourent jusqu'à trois ans de prison pour s'être interro-

gés en octobre dans leurs colonnes sur le fonctionnement de la justice turque. L'article en question faisait suite à la condamnation de M. Dink à six mois de prison avec sursis pour «*insulte à l'identité turque*». M. Dink était poursuivi pour un article paru en 2004 dans son journal consacré à «*la mémoire collective des massacres*» d'Arméniens commis entre 1915 et 1917 en Anatolie. La question arménienne est très sensible en Turquie, qui refuse de reconnaître le génocide arménien.

En France, une proposition de loi qui pénaliserait la négation du génocide arménien de 1915, présentée par les socialistes, devrait bientôt être examinée par le Parlement. La France a déjà adopté une telle mesure pour toute négation de la Shoah. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a, le 9 mai, déclaré à des dirigeants d'entreprises françaises en visite en Turquie qu'une loi faisant un délit de la négation du génocide arménien endommagerait les relations franco-turques. «*Nous attendons des cadres des entreprises françaises qu'ils réagissent à la proposition de loi*», a déclaré le Premier ministre, ajoutant que cette loi, si elle était adoptée, nuirait aux relations bilatérales. En outre, elle ne serait pas favorable à la liberté de pensée et d'expression, estime-t-il. Le 8 mai, la Turquie a rappelé ses ambassadeurs à Paris et à Ottawa «*pour une courte période pour des consultations sur les derniers développements des allégations sans fondement du génocide arménien en*

France et au Canada», avait précisé le ministère turc des Affaires étrangères. Le Premier ministre canadien Stephen Harper a soutenu récemment l'assimilation de ces massacres à un génocide. Les autorités turques affirment de manière invariable que le nombre de morts avancé par les Arméniens est exagéré, et insistent sur le fait qu'ils ont été tués ou déplacés alors que l'empire ottoman essayait de sécuriser sa frontière avec la Russie et de faire cesser les attaques de militants arméniens. La Turquie avait déjà annulé des contrats de défense avec des compagnies françaises s'élevant à plusieurs millions d'euros après l'adoption d'une loi reconnaissant le génocide arménien.

Par ailleurs, la justice turque a acquitté le 10 mai les auteurs d'un rapport sur les minorités commandé par le gouvernement, qui étaient accusés d'*incitation à la*

haine» pour avoir écrit que la Turquie devrait accorder davantage de droits aux minorités telles que des Kurdes. Les professeurs Ibrahim Kaboglu et Baskin Orhan encourageaient jusqu'à cinq ans de prison. Leur rapport en 2004 avait déclenché la colère des nationalistes, qui craignent qu'une reconnaissance des droits des minorités n'aboutisse à la partition ethnique du pays.

De plus, Ridvan Kizgin, président de la section locale de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) de Bingöl, a, le 4 mai, été inculpé pour avoir «*dénigré l'État turc*», en vertu de l'Article 301 du Code pénal. La justice turque lui reproche d'avoir adressé aux autorités une lettre à propos du mot Cewlik, nom kurde de Bingöl. Malgré des réformes législatives et constitutionnelles, les autorités continuent de harceler les défenseurs des droits humains.

der au gouvernement de chercher des solutions de remplacement. La Turquie avait déjà envisagé la construction d'une centrale nucléaire mais avait dû abandonner le projet en juillet 2000 en raison des difficultés financières qu'elle connaissait alors et des protestations des écologistes, en Turquie et chez ses voisins, Grecs et Chypriotes.

- LA CHAÎNE KURDE ROJHELAT-TV ÉMET À PARTIR DE LA SUÈDE. La première chaîne de télévision privée kurde iranienne, *Rojhelat TV*, a, le 15 mai, annoncé avoir commencé à émettre à destination du Proche-Orient par satellite à partir d'un endroit non précisé près de Stockholm. «*C'est la première chaîne de télévision kurde indépendante destinée à tous les Kurdes et la première à émettre à la fois en kurde et en persan*», a déclaré un porte-parole de la chaîne, Kurdo Baksi.

La chaîne diffuse deux heures d'informations quotidiennes sur l'actualité internationale, en mettant l'accent sur le Proche-Orient et l'Iran. La majorité des 20 collaborateurs de *Rojhelat TV* sont des Kurdes d'Iran, d'Irak et de Turquie. Le lieu d'où elle émet n'a pas été précisé pour des raisons de sécurité.

AINSI QUE...

- LA RUSSIE ET LA TURQUIE S'ASSOCIENT POUR CONSTRUIRE DES CENTRALES NUCLÉAIRES. La compagnie Atomstroïexport, qui s'occupe de la construction des centrales nucléaires à l'étranger, a, le 16 mai, annoncé que la Russie était prête à construire des centrales nucléaires en Turquie. La construction d'une première centrale doit débuter en 2007 pour une mise en exploitation en 2012. Suite à l'annonce de la volonté de construire de la Russie des centrales nucléaires en Turquie, les responsables turcs ont expliqué, au cours d'une réunion de la commission russo-turque sur l'énergie qui a eu lieu à Moscou la semaine dernière, que les entreprises russes pouvaient «*investir dans l'énergie*

turque dans le cadre de la législation turque ».

Inquiète d'une possible pénurie d'énergie et désireuse de réduire sa dépendance énergétique notamment vis-à-vis du gaz naturel fourni par la Russie et l'Iran, la Turquie prévoit la construction de trois centrales nucléaires d'une puissance totale de 5.000 mégawatts, qui devraient entrer en service en 2012. La construction de la première centrale à Sinop au bord de la mer Noire doit débuter en 2007 pour une mise en exploitation en 2012.

Quelque 4.000 personnes ont manifesté fin avril à Sinop pour réclamer l'abandon du projet de centrale nucléaire dans la région et deman-

- L'INSÉCURITÉ AFFAIBLIT LA RECONSTRUCTION EN IRAK ALORS QUE LES AUTORITÉS DEMANDENT L'ENGAGEMENT ACCRU DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE. Trois ans après la chute du régime de Saddam Hussein, la reconstruction du pays, pour laquelle les Etats-Unis ont investi plus de 20 milliards de dollars (15,95 milliards d'euros), se fait difficilement. Certes, des écoles ont été reconstruites, des centrales électriques réparées, des barrages améliorés. Mais l'industrie pétrolière, cible privilégiée de l'insurrec-

tion, est au plus mal. La production est tombée à deux millions de barils par jour l'an dernier, contre 3,5mbj en 1990. Les coupures de courant restent un sujet d'irritation permanent. Et seuls 19% des Irakiens sont reliés aux égouts, contre 24% avant la guerre, selon les chiffres du gouvernement américain. Dans son dernier rapport, l'inspecteur général chargé de la vérification des comptes pour la reconstruction du pays, Stuart Bowen, rapporte que 80% des projets de rénovation des ports, voies ferrées, routes, ponts et aéroports ont été achevés. Mais, ajoute-t-il, seuls 4% des trains circulent chaque jour. Un rapport d'enquête du Pentagone publié le 1^{er} mai affirme pour sa part que la reconstruction de l'Irak a fait des progrès «*significatifs*» ces derniers mois, en dépit d'échecs et de lacunes, particulièrement dans le secteur énergétique. La production de pétrole reste en deçà des niveaux d'avant-guerre et des objectifs fixés par le ministère du pétrole, alors même que les Etats-Unis ont investi 1,7 milliards de dollars dans ce secteur. «*Les Irakiens ne profitent toujours pas pleinement de leurs énormes réserves de pétrole*», souligne le rapport, évoquant «*de grosses difficultés de sécurité et d'infrastructure (qui) n'ont pas beaucoup changé depuis le précédent trimestre*». Le secteur est également l'un des principaux touchés par la corruption, encouragée notamment par le manque de mesures fiables permettant de comparer la quantité de pétrole produit et commercialisé. «*En outre, l'insurrection serait partiellement financée par la corruption en Irak et par une part prélevée sur les profits du marché noir*».

Ce rapport est publié trois ans après la fin des «*opérations de combat principales*», proclamée par le président Bush. Au total, il souligne que 67% des 21 milliards de dollars alloués à la reconstruction ont déjà été

dépensés, et qu'il ne reste que 2 milliards de dollars à engager. Le Congrès américain débat actuellement l'octroi de 3,2 milliards de dollars supplémentaires pour la reconstruction, dans le cadre d'un collectif budgétaire.

Le vice-ministre de l'Education supérieure et de la recherche scientifique au Kurdistan, Rizgar Jiawok a, le 8 mai, appelé la communauté internationale à aider à la reconstruction de l'Irak à l'ouverture de la 3^{ème} conférence «*Rebuilt Iraq 2006*» (reconstruction de l'Irak) avec la participation de 1.000 sociétés de plus de 50 pays. «*Il ne faut pas se limiter à dépenser de l'argent sur des machines, des voitures et des équipements*», a affirmé M. Jiawok. «*Les machines sont faciles à acheter, mais pour que les personnes soient qualifiées, cela prend du temps*», a-t-il déclaré. «*La technologie se développe rapidement et l'Irak a été loin de tout cela pendant des années*», a ajouté M. Jiawok. Il s'exprimait à l'ouverture de cette conférence de quatre jours lancée par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) avec la participation de l'Alliance de l'Information irakienne et la technologie de communication (ICT), un organisme qui cherche à développer l'initiative privée. «*Il existe un esprit d'entreprise très vif en Irak*», s'est félicité le directeur à Bagdad de l'USAID, Dawn Liberi. La conférence à laquelle participent plus de 1000 sociétés de 50 pays, a été qualifiée par des experts comme une opportunité pour le monde des affaires dans la reconstruction de l'Irak dévasté par la guerre. «*Rebuilt Iraq 2006*» est la troisième conférence du genre organisée depuis 2004. Le but est de fournir à des sociétés internationales les moyens de faire des affaires en Irak, qui, selon des experts nécessite 60 milliards de dollars pour rétablir son infrastruc-

ture. La corruption ainsi que l'insécurité dans le pays, sont le défi majeur face à l'effort de reconstruction, estiment des experts.

Par ailleurs, une entreprise de Calgary, Western Oil Sands, a, le 15 mai, conclu une entente avec le gouvernement du Kurdistan pour exploiter les ressources énergétiques. L'entreprise veut explorer les gisements de pétrole et de gaz de la province. Selon des études énergétiques américaines, l'Irak possède la deuxième plus importante réserve pétrolière mondiale, avec 112 milliards de barils.

De son côté, la compagnie nationale jordanienne Royal Jordanian a, le 31 mai, annoncé qu'elle desservira deux fois par semaine à partir de juin la ville kurde de Souleimaniyeh. Les vols aller-retour commenceront le 5 juin et auront lieu tous les lundis et vendredis. Ces liaisons porteront à 25 les vols hebdomadaires de la Royal Jordanian pour l'Irak dont 16 vers Bagdad, trois vers la ville méridionale de Bassorah et quatre vers Erbil. La compagnie jordanienne et la compagnie irakienne Iraqi Airways, de même que la compagnie kurde Kurdistan Airlines sont les seules à assurer régulièrement des vols commerciaux à destination et en provenance de l'Irak.

- HASSAKÉ : ÉDIFICATION D'UNE ZONE FRANCHE SUR 60 000 M2. Les travaux pour l'édification d'une zone franche dans le secteur de Yaaroubia (1.000 km au nord-est de Damas) proche de la frontière avec l'Irak ont commencé le 28 mai. Cette zone franche, située dans le gouvernorat kurde de Hassaké, doit coûter près de 20 millions de dollars et s'étendra sur une superficie de 60.000 m2. Elle vise à développer la région conformément aux plans gouvernementaux. La

zone franche de Yaaroubia, proche de l'Irak et de la Turquie, «sera l'une des plus importantes de Syrie», selon le directeur général des zones franches Adnan Souleimane.

- ERBIL : DES KURDES CHASSÉS D'IRAN RÉCLAMENT LE STATUT DE RÉFUGIÉS PAR L'ONU. Des milliers de Kurdes iraniens, chassés d'Irak au début des années 1980 et installés dans un camp au Kurdistan d'Irak, réclament un statut de réfugiés par l'Onu, a, le 13 mai, déclaré Mahmoud Azizi, un de leurs représentants. «*Nous voulons rentrer (chez nous) sous la supervision des Nations unies mais l'Iran ne nous accepte pas. Et nous n'avons aucun statut selon l'Onu*», a affirmé Mahmoud Azizi, membre du comité représentant les 223 familles kurdes iraniennes du camp Qawa à Erbil, au Kurdistan irakien.

Ces Kurdes avaient été chassés de la ville kurde iranienne de Qasri Shirin au début de la guerre Iran-Irak (1980-88). Une fois en Irak, ils avaient été installés dans la province d'Al-Anbar (ouest de Bagdad), aujourd'hui en majorité sunnite. Mais ils ont dû fuir cette province fin 2005, car ils y étaient harcelés et attaqués par des terroristes. Ils sont alors partis vers le Kurdistan irakien. Selon Mansour Abdallah, un résident du camp âgé de 21 ans, 25 familles vivent encore dans Al-Anbar. «*Notre situation a empiré. Ici, la plupart des jeunes sont sans emploi. Nous manquons de produits essentiels*», a affirmé M. Abdallah. «*Ces personnes veulent rentrer en Iran*», a expliqué Dindar Zebari, responsable des relations entre le gouvernement kurde et l'Onu, mais «*ils se contenteraient d'un asile politique en Irak*». Selon M. Zebari, le gouvernement kurde serait prêt à construire des maisons pour eux, si le statut offi-

ciel de réfugié leur était accordé par l'Onu.

- UN TRIBUNAL D'ANKARA REJÈTE LA REQUÊTE D'UN NOUVEAU PROCÈS POUR ABDULLAH ÖCALAN. Un tribunal d'Ankara a, le 5 mai, rejeté une requête d'Abdullah Öcalan qui demandait à être rejugé, allant ainsi à l'encontre d'une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). «*Ce n'est pas une surprise, nous nous attendions à cette décision*», a déclaré Hatice Korkut, une des avocates d'Öcalan. Elle a indiqué qu'un appel était possible, mais que l'équipe de juristes allait d'abord étudier le contenu de la décision avant de décider de la suite des opérations.

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), incarcéré depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali (nord-ouest), a demandé en janvier à être rejugé conformément à un arrêt en ce sens de la CEDH. La Cour européenne a recommandé en mai 2005 l'organisation d'un nouveau procès contre Öcalan après avoir estimé que celui au terme duquel il avait été condamné à mort, en 1999, était «*inéquitable*». La peine capitale prononcée avait été commuée en réclusion à vie en 2002 après l'abolition de la peine de mort en Turquie. La Turquie a indiqué qu'elle respecterait la recommandation de la CEDH mais elle doit au préalable amender sa législation. Une loi votée en 2003 permet de rejuger les détenus dont le jugement a été infirmé par la CEDH, mais n'est pas rétroactive, ce qui exclut A. Öcalan et une centaine d'autres personnes de ce droit. «*Le parlement doit amender cette disposition car elle va clairement à l'encontre du principe de légalité*», a commenté Me Korkut. Aucune initiative n'est actuellement en cours pour un tel amendement.

- LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE ANKARA QUI SANCTIONNE UN OUVRAGE DÉNONÇANT LA CORRÉLATION ENTRE ISLAM ET INJUSTICES SOCIALES. La Turquie a, le 2 mai, été condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) pour avoir violé le droit à la liberté d'expression d'un auteur sanctionné pour un ouvrage dénonçant la corrélation entre islam et injustices sociales. Le requérant, Aydin Tatlav, journaliste de profession, avait publié en 1992 un livre intitulé «*İslamiyet Gerçeği*» (La réalité de l'islam). Dans son ouvrage il avançait l'idée que la religion avait pour effet de légitimer les injustices sociales en les faisant passer pour «*la volonté de Dieu*». En octobre 1996 il en publie la cinquième édition. Suite à une dénonciation, l'auteur est alors inculpé pour «*avoir fait une publication destinée à profaner l'une des religions*» et condamné à une peine d'un an de prison convertie en amende.

Les juges de Strasbourg notent que si certains passages du livre contiennent de vives critiques de la religion sur le terrain socio-politique, et constituent un commentaire caustique de l'islam, ceux-ci ne visent pas directement les croyants, et ne constituent pas non plus une attaque contre des symboles sacrés. Ils estiment de plus que sa condamnation pénale, pourrait avoir pour effet de dissuader auteurs et éditeurs à publier sur la religion des opinions qui ne soient pas conformistes, faisant ainsi obstacle à la «*sauvegarde du pluralisme indispensable à l'évolution saine d'une société démocratique*». L'ingérence litigieuse n'ayant pas été «*proportionnée au but légitime poursuivi*», ils concluent par conséquent à la violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme. La cour a

alloué à M. Tatlav 3.000 € pour pré-judice moral et matériel.

Par ailleurs, selon la presse turque datée du 10 mai, le parti de la justice et du développement (AKP-au pouvoir) en Turquie a décidé de poursuivre en justice un octogénaire qui a fustigé la politique gouvernementale en évoquant une dérive islamiste en Turquie. La colère du parti AKP a été provoquée par une lettre de deux pages collée au livre d'or dans la maison natale de Mustafa Kemal Atatürk, à Salonique. Ce document, particulièrement critique envers l'AKP, a été découvert et déchiré du livre par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan qui a visité la semaine dernière cette ville grecque où s'est déroulé le sommet annuel du Processus de coopération en Europe du Sud-Est (SEECP). La lettre de Mehmet Fethi Dördüncü, un ouvrier à la retraite de 82 ans, accuse l'AKP d'être constitué d'«infidèles» voulant «se servir de l'islam comme un bouclier» et d'«exploiter les sentiments religieux» des Turcs, selon des extraits publiés par les journaux. Il s'en prend particulièrement à M. Erdogan qu'il accuse d'être un «esclave» des Etats-Unis et de l'Union européenne.

A l'issue d'un conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement et ministre de la Justice Cemil Cicek a, le 8 mai, appelé implicitement les députés et les ministres à poursuivre en justice l'auteur de la lettre controversée, affirmant qu'il s'agissait là d'«une sorte de communiqué d'une organisation illégale». Interrogé par les journaux, plusieurs ministres se sont dit déterminés à

lancer des poursuites pénales pour calomnies: «Bien sûr je vais saisir la justice», a notamment indiqué le vice-Premier ministre Mehmet Ali Sahin, cité par le quotidien *Sabah*. Un autre député, Mahmut Durdu, ne se contentera pas de le traîner en justice. Il a promis de lui «cracher à la figure», selon le journal.

- NICOSIE : LES KURDES DEMANDEURS D'ASILE MANIFESTENT ET RÉCLAMENT DE MEILLEURS CONDITIONS DE VIE. Près de 200 demandeurs d'asile, en majorité des Kurdes syriens, campaient le 10 mai sur la principale place de Nicosie, réclama une aide financière de l'Etat, de meilleures conditions de vie et l'autorisation de travailler. " Aucun droit de travailler, pas de protection sociale, comment allons-nous vivre? " pouvait-on lire sur une pancarte. Des femmes et des enfants étaient réfugiés dans des tentes installées place Eleftheria, tandis que les hommes se sont amassés à l'entrée d'un bâtiment devant la mairie de Nicosie, du haut duquel quatre d'entre eux ont menacé de se jeter. Après près de six heures passées dans l'immeuble, les quatre Kurdes sont sortis sous les applaudissements et aux cris de " Kurdistan! Kurdistan! "

Le gouvernement chypriote autorise les demandeurs d'asile à travailler uniquement dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage de bovins, des secteurs qui connaissent un manque de main d'oeuvre. Leur demande est soutenue par l'ONG Kisa, qui a appelé le gouvernement à mettre un terme à

sa politique d'expulsion des demandeurs d'asile et à leur procurer de meilleurs logements. Kisa demande en outre la libération des demandeurs d'asile détenus par la police et qui ne font pas l'objet d'un avis d'expulsion imminent. " Nous avons été obligés de fuir la Syrie parce que nous étions victimes de discriminations, mais ce n'est pas mieux ici (...) En Syrie, nous sommes considérés comme des étrangers, on nous traite comme du bétail. Et à Chypre, on nous jette à la rue ", affirme Baran, Kurde syrien de 26 ans, à Chypre depuis trois mois. Damas exclue quelques 300 000 Kurdes de la citoyenneté syrienne depuis 1963. "Ce qui m'écoeure, c'est que les gens d'ici ont oublié qu'eux aussi, en 1974, étaient des réfugiés ", souligne pour sa part un jeune Camerounais, qui refuse de s'identifier, en référence à l'exode des Chypriotes-grecs venus s'installer dans le sud après l'invasion du nord de l'île par les troupes turques.

Une soixantaine de détenus étrangers, dont des Iraniens, se sont mutinés le 4 mai dans la prison centrale de Nicosie. Les manifestants ont indiqué qu'ils mettraient un terme à leur mouvement lorsque leur demande d'aide financière serait satisfaite. Chypre est le pays du monde industrialisé qui reçoit le plus de demandes d'asile par rapport à sa population. Quelque 10.000 demandes d'asile sont actuellement en cours d'examen sur l'île, qui a rejoint l'Union européenne en mai 2004. Pour la seule année 2005, Chypre a traité 7.770 nouvelles demandes.

Les Kurdes de Turquie redoutent un retour aux années de plomb

MOYEN-ORIENT

L'agitation a repris dans le Sud-Est anatolien où l'armée a renforcé sa présence. Les Kurdes s'inquiètent du pourrissement de la situation politique dans la région.

De notre envoyé spécial à Diyarbakir

LE CANON du fusil mitrailleur pointé sur les passants, le policier en faction devant le commissariat de la vieille ville monte la garde en position de tir. Les badauds frôlent sa guérite pour emprunter l'étroit trottoir de la Gazi Caddesi, la rue principale, sans lui prêter attention. Un mois après la sanglante révolte kurde, la vie quotidienne a repris ses droits à Diyarbakir. Le calme est revenu mais les esprits ne sont pas apaisés. La cité-forteresse, ceinte de hautes murailles de basalte, craint un retour aux années de plomb. Elle redoute après sept années de détention de replonger dans le cauchemar d'une sale guerre qui a déjà fait 37 000 morts.

Dans les campagnes, l'armée quadrille, ratisse, dresse des barages. Quelque 10 000 hommes sont arrivés ces derniers jours en renfort pour traquer les combattants du PKK, le parti des travailleurs kurdes. Ils sont déployés aux confins de la région le long des frontières avec l'Iran, l'Irak et la Syrie. Les militaires tentent de contrer les infiltrations des rebelles dont les bases sont situées dans les montagnes inaccessibles du Kurdistan irakien. Ils s'attendent à une intensification des attaques du PKK à la faveur de la fonte des neiges. Les accrochages avec les commandos kurdes pourtant rodés à jouer à cache-cache avec les forces de sécurité sont fréquents depuis des mois. C'est à la suite de l'un d'eux que Diyarbakir s'est enflammée à la fin mars.

Les émeutes marquées par dix morts ont éclaté à l'occasion des funérailles de maquisards tombés sous les balles des soldats. A en croire Ankara, la révolte a été pro-

grammée par un PKK de plus en plus hargneux. Affaibli, isolé et divisé par le cessez-le-feu décrété après la capture rocambolesque de son chef Abdullah Ocalan en 1999 au Kenya, le PKK chercherait à reprendre la main.

« Le soleil des Kurdes »

Emprisonné à vie à Imrali, une île prison en mer de Marmara, Ocalan, surnommé par ses partisans le « Soleil des Kurdes » aurait intérêt à entretenir un conflit de moyenne intensité pour ressouder ses troupes et maintenir son influence sur la population. Sezgin Tanrikulu, le bâtonnier de Diyarbakir, est plus nuancé : « La reprise des activités du PKK est une raison de la dégradation du climat mais elle n'explique pas tout. La présence massive des militaires dans la campagne et l'absence de volonté politique pour trouver des solutions à la crise kurde jouent un rôle non négligeable. »

L'apparition d'une nouvelle génération de manifestants prêts à en découdre a également influé sur l'enchaînement des violences. Sans emploi, les jeunes en colère ont, pour la plupart, grandi avec un grand frère ou un parent tué durant la sale guerre. Ils végètent à Ali Pacha et Fatih Pacha, des bidonvilles où s'entassent les réfugiés chassés au début des années quatre-vingt-dix des villages rasés par l'armée. Chaque jour ils traînent autour de la mosquée centrale près du bazar. « Si tu vas crier sur la grande place « apo, apo » (le surnom d'Ocalan) tu as tout de suite 150 personnes qui se rassemblent pour crier avec toi », note Samet, un chauffeur au chômage. Il insiste sur l'accumulation des

frustrations. « Il n'y a rien à faire ici. Les jeunes n'ont même pas de quoi se payer un thé, ils vivent aux crochets de leur père. Si rien ne change ceux qui ne peuvent pas partir chercher du travail à Istanbul, Ankara ou Izmir auront la tentation de monter au maquis. Ce sera mauvais pour la région mais aussi pour le pays », prévient-il.

Le retour des réfugiés

La situation est pourtant sans comparaison avec les années quatre-vingt-dix lorsque Diyarbakir était le théâtre du combat sans merci entre les partisans fanatisés d'Ocalan et les tueurs des forces spéciales turques. La cité n'est plus sous état de siège. Voici quelques semaines de nombreux touristes venus de l'intérieur du pays visitaient encore les échoppes du quartier des bijoutiers. Sous l'impulsion d'un Recep Tayyip Erdogan soucieux d'amadouer Bruxelles, de nouveaux droits ont été accordés à la minorité kurde. Le premier mi-

nistre islamiste fut même le premier chef de gouvernement turc à reconnaître l'existence d'un « problème kurde ». Mais des questions essentielles comme le retour des réfugiés dans leurs villages et l'amnistie des maquisards sont en veilleuse. « On assiste à un retour en arrière. Ce sont les militaires qui décident et non les civils », accuse Zeki Dogrul, un responsable du Parti démocratique du peuple (DTP), un parti légal proche du PKK. « Nous voulons la paix mais nous comprenons que le PKK se défende lorsqu'il est attaqué par les militaires », ajoute-t-il.

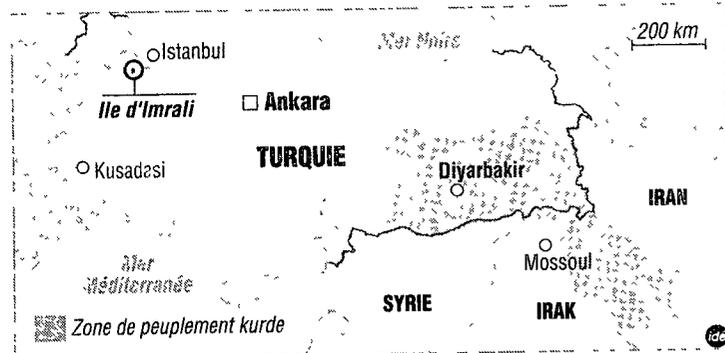
Reste que l'emprise du PKK sur la société a perdu de sa vigueur.

Dans les rues commerçantes, les marchands n'hésitent pas à se plaindre des émeutiers. « Les gens en ont assez d'être pris en otages par le PKK et l'État. Ils savent que l'économie a besoin d'un environnement calme pour se développer. Les troubles ont poussé des entreprises à suspendre des projets d'implantation dans le secteur du coton notamment », déplore sous couvert d'anonymat un homme d'affaires kurde. Comme beaucoup d'autres, il rêve de sortir de l'enlisement et du marasme. Et surtout de se débarrasser de tous les fantômes d'un passé douloureux.

THIERRY OBERLÉ

LE FIGARO

2 mai 2006



30,000 Turkish troops deployed to Iraqi border

Iraq expresses concern as Turkey strengthens its resolve to fight 'terrorism'

By Vanessa Able
Globe correspondent in
Istanbul

Last week it was reported that between 30-40,000 extra soldiers have been added to the Turkish forces already placed on the border with Iraq, bringing the number of troops stationed in the region to 250,000; almost double the number of US personnel positioned inside Iraq.

Turkey and Iraq denied reports that some of these troops had crossed the border in special operations against the PKK earlier in the week. However the claim was confirmed by Turkish newspaper Hürriyet last Friday, who stated that 100 special Turkish forces crossed 8km over into Iraqi territory, using infrared equipment to spot terrorists.

The paper also claimed that the go-ahead for the

operation was given by Ankara the same week-end.

Turkish Foreign Minister, Abdullah Gül, played down anxieties that the placement of the troops is anything out of the ordinary: "The actions Turkey is taking are linked only to the fight against terrorism," he said. The aim of the military build-up, according to Turkish authorities, is to prevent infiltrations by fighters from the Kurdistan Workers' Party (PKK) from Iraq into Turkey.

There are thought to be approximately 3,000 insurgents from the outlawed PKK training in mountain bases in Northern Iraq, who purportedly cross the border into Turkey and carry out operations against the country's military in the southeast regions.

"Our eyes are on no one else's land," Abdullah Gül

told the Hürriyet newspaper, and in another statement reiterated, "Iraq's forces are currently insufficient for fighting against the PKK. Until Iraq can control its own borders, we will definitely continue to take these precautions."

Iraq has reacted cautiously, expressing concern at the build-up of troops on both of its Turkish and Iranian borders, the latter having been involved in some cross-border shelling in a separate incident some days ago.

The leader of the northern Iraq, Massoud Barzani,

emphasised that the security of northern Iraq was a responsibility only of Iraq, stating that, "Kurdistan will do its share to protect itself."

These developments came in the same week as Condoleezza Rice's state visit to Turkey, where she met with Prime Minister

Erdogan and Abdullah Gül. She said in a statement, "We obviously are sharing information. The US was active in helping in the past with the PKK, and we will be active in the future." It has been made clear, however, that the US will not offer military help to Turkey in fighting the PKK.

Some commentators in Turkey are nonetheless sceptical of the recent events. Although it is true that guerrilla insurgencies do rise with the milder weather in spring, Turkey now has the largest number of troops stationed in the region since the PKK's last official ceasefire in 1999, after the capture of their leader, Abdullah Öcalan. It is a question in the minds of some analysts as to whether there are ulterior motives to the strengthening of a military presence at the Iraqi border.

One commentator in the Hürriyet newspaper has suggested that perhaps Turkey is moving towards securing a strategic position in the event of an unresolved pull out of US forces from Iraq, which would leave the country in turmoil, and the Kurdish north in a vulnerable position.

Turkey continues to deny all such suggestions. Foreign Minister Gül was reported to have said, "The people living in the north of Iraq are our relatives. To them, I wish to say this: when they are in trouble, they will once again look to us for help."



US Secretary of State Condoleezza Rice talks with Turkish Foreign Minister Abdullah Gul at the opening ceremony of the informal meeting of foreign ministers from NATO member states in Sofia, 27 April 2006. A thousand people protested against the US putting bases in Bulgaria, an agreement Rice was to sign. Led by the ultra-nationalist Ataka party, the demonstrators, most of them older people, carried signs saying: "Condy, we don't want your bombs!" and "Yankees, go home!" Ataka leader Volen Siderov said authorities were "preparing Bulgaria for a war against Iran" and were "making Bulgaria into a target for terrorism." Ataka, which has deputies in parliament, had wanted to give NATO ministers meeting here a petition with 200,000 signatures calling for a referendum in Bulgaria on the US bases. But security forces kept the demonstrators a kilometer (half-mile) from the conference center. AFP PHOTO / DIMITAR DILKOFF

Peaceful Kurdish reaction to Kirkuk problem key in new Iraq

Since the establishment of Iraq, Kurds say, they have continually been deprived of their rights.

By Jamal Ekhtiar
jamal@hewlerglobe.net

Globe Correspondent

They say that relatively all Iraqi governments have, one way or another, put in force cruel and unjust policies toward the Kurds; the 35 year rule of the Ba'athists were undoubtedly the darkest period for Kurds, within which Ba'athists utilized different strategies such as chemical attacks, Anfal campaigns and destruction of Kurdish villages and cities.

Arabization, Kurds say, was one of the systematic and programmed anti-Kurdish policies during which about 300,000 Kurds were pushed out of the Kurdish region, particularly the disputed areas of Kirkuk by Saddam's regime.

Joma Mohammad Ali says he was displaced in 1987; they were persecuted by the Ba'athists and sought refuge in Irbil, still he complains that up to this point nothing has been done for them by the Kurdish government.

Osman Karim Ahmad, another displaced citizen of Kirkuk, explains that he was a Peshmarga, a Kurdish fighter, in 1975 and returned to Kirkuk. "At that time according to an order from the Council of Revolution Commandership, Kurds had not the right to employment in government offices, therefore I was

transferred to Irbil," Ahmad says.

After the collapse of the Ba'ath, a considerable number of displaced people returned to the area, but still the problem in Kirkuk with its sizable ethnic Kurdish populous

has not been resolved, with the situation more or less identical to that prior to the US-led invasion.

Taking hold of article 58 of the Temporary Administrative Law (TAL) which is superseded by article 140 of the permanent Iraqi constitution, Kurds ask for normalization of the demographics of the city but the issue seems to be as sensitive as one might expect.

While Kurdish leaders stress the repossession of control of the city, Shiites try to oppose the increasing influence of the Kurds in the city, and the recent dictum of hard-line Shiite cleric Moqtada al-Sadr certainly supports this stance.

"Hundreds of Shiite Muslim militiamen have deployed in (Kirkuk) in recent weeks," wrote Washington Post last week.

Reporting for the Washington Post, Thomas Wise, political counselor for the U.S Embassy's Kirkuk regional office says that the idea of Kirkuk going to Kurd's will means a fight for Sadr's representative in Kirkuk, Abdul Karim Khalifa.

Wise continued in the Washington Post that Khalifa has said of the militiamen, "their policy

here (in Kirkuk) was different from that in other places, that they are not going to attack coalition forces because their only enemy here (in Kirkuk) is the Kurds", the local Kurdish weekly Awene reported the moves as a new threat of Arabization, but the Kurdish leadership still retains its patience and reacts

peacefully.

The Kurdistan parliament deputy speaker Kamal Kirkuki remarked that the majority of Kirkuk's populous are Kurds and the city is Kurdish, geographically and historically, Kurdistan is a federal part of Iraq according to the permanent constitution of Iraq, but Kirkuk could not be detached from Kurdistan.

Kirkuki added that article 140 of the Iraqi permanent constitution which has replaced article 58 of TAL, provides the bases for the solution to the Kirkuk issue, by repairing the

demographics of the city. Kurds have chosen the peaceful and lawful way to address this issue and the future of Kirkuk shouldn't be decided till December 31, 2007.

Regarding a long term solution to the Kirkuk issue, "Iraqi president Jalal Talabani, incoming Prime Minister Jawad al-Maleki and Iraqi parliament should form a powerful mechanism to implement normalization of Kirkuk and I am certain that president Talabani will order what is

necessary in this regard," Kirkuki said.

Kirkuki stressed that Kurds could not forgive

what he called a 'tyrant like Saddam' and that all Iraqis including Shiites and Kurds who suffered under the former regime have learned from history.

On the other hand Kurdish intellectuals ask for more support for the displaced Kurds of Kirkuk, who are spread out here and there and live in misery, while they warn that Maliki would not repeat what they see as "Jaffari's deeds".

"It will kill any hope for a democratic Iraq. If Shiites come to fight Kurds, they should respect efforts and contribution of Kurds for a peaceful co-

existence in a democratic Iraq," says Beston Nori Saber assistant editor of Weekly Media printed in Irbil

The logo for the publication 'GLOBE' is displayed in a stylized, bold font. The word 'GLOBE' is written in all caps, with a small globe icon integrated into the letter 'O'. Above the main text, the word 'REVUE' is written in a smaller, spaced-out font.

May 2, 2006 - No. 55

Shiite militants boost in Kirkuk

A large number of Shiite militiamen have been deployed to Kirkuk, vowing to fight any attempt to shift control of Kirkuk to the Kurdish-governed north.

The Mahdi Army, led by Shiite cleric Muqtada Al-Sadr, has sent at least two companies of his forces, each with about 120 fighters, Thomas Wise, political counsellor for the U.S. consulate's Kirkuk regional office, told the Washington post last Tuesday.

Meanwhile, the Badr Organization, another militia belonging to Iraq's largest Shiite political party, the Supreme Council for the Islamic Revolution, has also boosted its presence and opened several offices

across the city, military officers in Kirkuk have said. According to a news source, a large number of Shiite families have started to gravitate toward Kirkuk and the surrounding towns, claiming that they have escaped from the deadly violence in the middle and south of the country. The Mahdi army has offered a lot of support to these families, by giving them money, for instance, the source stated.

"We know they are here, but they are not patrolling in the streets publicly, not yet," said Brig. Gen. Sherko Shakir, the provincial police chief. "Muqtada Al Sadar has started send-

ing his loyalists to Kirkuk and the nearby towns, and the numbers of Hussainiyas (Shiite Mosque) in some Kirkuk's districts are rising," said General Sarhad Qadir, a chief police official in the city.

In a meeting last week, Sadr's representative in the city, Abdul Karim Khalifa, told US officials that more armed loyalists were on the way and that as many as 7,000 to 10,000 Shiite residents were prepared to fight alongside the Mahdi Army if called upon, legions more Shiite militiamen would push north from Baghdad's Sadr City slum, he said.

Responding to this potential ethnic conflict, Kurdish leaders speak openly of their intention to use force

if necessary to gain control of the city, which they consider the historical capital of the vast Kurdish nation.

The Kurds have also increased to about 15,000 the number of private security workers guarding offices and government buildings in the Kirkuk region, according to a Western official, who said they would be called upon to fight if ethnic conflict escalated.

The Globe

Hundreds of Kurdish families flee Shiite threat in Baghdad

200 Kurdish families escaped Shiite threats in Baghdad and headed to Khanaqin in the south eastern edge of the Kurdistan region in the course of only 15 days, reports say.

Hundreds of Kurdish families were leaving Baghdad for Khanaqin city the district commissioner had said that the flood of the displaced immigrants into his city was placing undue pressure on the local population and revealed that investigations were in transit to

study the case of the fleeing families.

Mohammed Dawood, a Kurdish citizen from Baghdad recently settled in Khanaqin said that Kurdish families were under serious threats from the Shiite in Baghdad, particularly by members of the Muqtada Al-Sadir group and Al-Badiri militants,

"Moreover, every now and then individuals affiliated with Al-Ja'afari try to score irrelevant points with the Kurds in Baghdad," Dawood said.

"We are living in an extremely difficult situation and we need help", Dawood said effectively

pleading to Kurdish leaders to find a solution for the Kurds living in Baghdad, and furthermore calling upon the Kurdistan Regional Government KRG to go about helping the families who have

moved to Khanaqin.

The district commissioner in Khanaqin, Mohammed Amin in a statement said that they were

investigating the cases of the displaced families in terms of security and said that 145 families had filed requests to immigrate to Khanaqin.

"The investigation determines if a family is eligible to move to the district. A family that proves to have been threatened will be given a tent in 24 hours and will be later

further assisted," Amin said.

Following the recent bombing of the religious shrine in Samara 6606 families have been displaced within Iraq due to ethnic and sectarian violence, according to a survey conducted by the International Red Cross society.

The Globe



Iraqi women walk past Iraqi Army soldiers standing guard at a checkpoint during a citywide curfew in Baquba, 60 kms north of Baghdad, 28 April 2006. Iraqi security forces battled insurgents around Baquba today despite a curfew as rebels launched massive attacks on checkpoints to seize control of the restive city. AFP PHOTO/ALI YUSSEF

May 2, 2006 - No. 55

Paris talks open drive for Iran resolution

U.S. and Europeans to present draft of UN nuclear demand

By Elaine Sciolino and Judy Dempsey

PARIS: The United States, Britain and France have drafted a binding Security Council resolution that would require Iran to stop key nuclear activities, but Russia and China are already resisting, officials involved in the negotiations said Tuesday.

The emerging standoff signals the beginning of another confrontation, in New York and various capitals, that is expected to take weeks and even then might not result in a meaningful outcome.

The Americans and the Europeans want to move swiftly against Iran. To that end, the resolution will be introduced in New York on Wednesday or Thursday, said R. Nicolas Burns, the under secretary of state who has led American diplomatic efforts concerning Iran.

"The Security Council has no option but to proceed under Chapter 7," Burns told reporters in Paris, referring to the article in the United Nations Charter that makes resolutions mandatory under international law and opens the way to sanctions or even military action.

He predicted a drawn-out process, at one point saying it would take "30 to 40 days," and at another "a month or two." Burns was in Paris for preliminary talks with representatives of the four nations that, in addition to the United States, are permanent members of the Security Council — Britain, China, France and Russia — and with Germany.

The talks were designed to pave the way for a meeting of the countries' foreign ministers in New York next Tuesday with Secretary of State Condoleezza Rice as host. The meeting would be part of an American- and European-led campaign to forge a common position against Iran after it failed to comply with an informal Security Council deadline last Friday to suspend uranium enrichment.

The draft resolution, which has not been made public, expresses "serious concern" that Iran has not complied with its international commitments

and calls on Iran to stop producing enriched uranium, which can have both peaceful and military uses, and to return to the negotiating table, according to officials involved in its drafting.

In its current form, the resolution does not include a fixed deadline for compliance or a specific threat of action against Iran if it does not comply, the officials said.

Iran, which maintains that its nuclear program is peaceful, has remained steadfast in its position that it will never give up its right to enrich uranium, and in the past month has instead accelerated that program.

In Tehran, the Iranian foreign minister, Manouchehr Mottaki, expressed confidence Tuesday that both Russia and China, two of Iran's most important trading powers, would veto any Security Council resolution that imposed economic sanctions against Iran.

"There is a very wrong assumption held by some that the West can do anything it wants through the Security Council," Mottaki told the Tehran daily newspaper Kayhan.

Burns stressed that sanctions would come only later. He said that oil and gas

sanctions were not under discussion, but predicted that in "a month or two or three" there would be international support for sanctions. He mentioned technology imports with civilian and military uses, a travel ban against Iranian officials and a ban on all weapons sales as likely goals.

Also in Iran on Tuesday, Gholam Reza Aghazadeh, the director of the nation's Atomic Energy Organization, said that Iran had succeeded in enriching uranium to 4.8 percent, a higher level of purity than Tehran had announced before.

He said that Iran would not enrich further, because, he said, "this level suffices for making nuclear fuel." In its report last Friday, the International Atomic Energy Agency said that samples

taken inside Iran "tend to confirm" the enrichment level of 3.6 percent declared by Iran — the level needed to make electricity.

Although Aghazadeh's claim can be seen as provocative, it is well within the bounds of what is used in light water reactors, which is generally considered less than 5 percent enrichment. Uranium must be about 90 percent pure for use in bombs.

In recent weeks, Iran has responded to threats of punitive measures against it with threats of its own. On Tuesday, General Mohammad Ebrahim Dehghani, a senior commander of the Revolutionary Guards, added his voice, and was quoted by the ISNA news agency as saying that if the United States attacked Iran militarily, "the first place we target will be Israel."

The Americans, together with the French and the Europeans, are convinced that isolation of Iran by the international community is the only way to stop it from moving forward with what Washington is convinced is a plan to make nuclear weapons.



President Ahmadinejad, in Tehran on Tuesday, rejected the Russian proposal.

The Russians and Chinese, by contrast, argue that the American and European initiative to punish Iran in the Security Council lacks a strategic goal and will only make the crisis worse.

Foreign Minister Sergey Lavrov of Russia, for example, has publicly warned that sanctions would prove counterproductive.

In Ottawa on Monday, Lavrov once again floated a Russian proposal to enrich uranium for use by Iran inside Russia. "The joint venture will guarantee that all the needs of Iran's peaceful nuclear sector will be met," Lavrov was quoted as saying by the Russian news agency Interfax.

Iran's president, Mahmoud Ahmadinejad, has publicly rejected the Russian proposal, although other Iranian officials insist the plan is still alive.

Iran will be at the top of the agenda when the German chancellor, Angela Merkel, meets with President George W. Bush in Washington on Wednesday.

Merkel is expected to raise with the Bush administration the Russian plan for enriching uranium for Iran in Russia and shipping it back to Iran, German officials said.

Although Merkel takes a line similar to that of her American and other European counterparts, some of her senior advisers have called for more flexibility.

The German defense minister, Franz Josef Jung, for example, said in a recent interview that it would be difficult to achieve a diplomatic breakthrough with Iran unless there were direct talks between Washington and Tehran.

"This is also our request to Washington: that it begins direct talks and from there reach results," Jung said. Germany's foreign minister, Frank-Walter Steinmeier, urged Washington to begin direct talks with Iran during his visit to the United States last month.

But in his remarks to reporters Tuesday, Burns ruled out talks, saying isolation, not engagement, was the only acceptable approach.

"Diplomacy is not always about words," he said, adding, "Right now isolation is what will work best."

May 3, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Kurdistan: Washington appelle Ankara à respecter la souveraineté de l'Irak



WASHINGTON, 2 mai 2006 (AFP) - 19h48 - Les Etats-Unis ont à nouveau appelé mardi la Turquie à respecter la souveraineté de l'Irak, après des déclarations de l'armée turque affirmant qu'elle se réservait le droit de pénétrer dans le Kurdistan irakien pour y poursuivre des séparatistes kurdes.

"Nous appelons tous les voisins de l'Irak à respecter la souveraineté de l'Irak et à coopérer avec le gouvernement irakien sur tous les problèmes liés aux frontières", a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack.

Washington souhaite également que "tout soit fait de façon transparente et par des accords mutuels", a-t-il ajouté.

La Turquie a massé des troupes le long de sa frontière avec l'Irak dans le but affiché par les autorités de prévenir l'infiltration de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui dispose de plusieurs camps dans le nord de l'Irak.

"Si les conditions (pour des opérations transfrontalières) se réalisent, la Turquie fera usage de ses droits comme n'importe quel pays souverain", a déclaré le général Bekir Kalyoncu, chef des opérations à l'état-major, cité par l'agence de presse Anatolie.

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice avait exhorté la semaine dernière la Turquie à ne pas s'engager dans une action militaire unilatérale contre les rebelles séparatistes kurdes basés dans le nord de l'Irak, appelant plutôt à une coopération trilatérale pour lutter contre cette menace.

"Nous souhaitons que tout ce que nous faisons contribue à la stabilité de l'Irak et (...) ne rende encore plus difficile la situation" actuelle, avait-elle souligné au cours d'une courte visite à Ankara.

Avertissement d'un leader kurde irakien au PKK



SOULEIMANIYAH (Irak), 5 mai 2006 (AFP) - 06h19 - Un responsable kurde de la province de Souleimaniyah (nord) a lancé vendredi un avertissement au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes), lui enjoignant de ne pas lancer d'attaques contre la Turquie ou l'Iran à partir du territoire irakien.

"Ils (le PKK) se trouvent sur notre sol, nous voulons qu'ils respectent la loi et qu'ils ne se servent pas de notre territoire pour lancer des attaques" contre l'Iran et la Turquie, a déclaré à l'AFP Imad Ahmed, vice-Premier ministre de la province de Souleimaniyah, dans le nord du Kurdistan.

"Nous voulons qu'ils quittent notre pays pacifiquement. S'ils veulent rester, ils doivent utiliser la voie politique et non les armes" pour leur cause, a indiqué M. Ahmed, appartenant à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président irakien Jalal Talabani.

La région autonome souhaite vivre en paix avec ses deux voisins, l'Iran et la Turquie, a-t-il dit.

"Nous ne voulons pas de problème ni avec l'Iran ni avec la Turquie", a-t-il poursuivi, ajoutant: "je condamne toute attaque contre ces deux pays à partir du territoire irakien".

Le PKK avait menacé mercredi la Turquie de représailles si ses troupes, massées à la frontière, pénétraient en Irak pour attaquer ses bases.

La Turquie a massé des troupes le long de sa frontière avec l'Irak dans le but affiché par les autorités de prévenir l'infiltration de rebelles du PKK, qui dispose de plusieurs camps dans le nord de l'Irak.

L'armée turque a affirmé mardi qu'elle se réservait le droit de pénétrer en Irak pour poursuivre les rebelles séparatistes kurdes qui y ont établi des bases, mais a démenti que de telles opérations soient actuellement en cours.

Les forces armées iraniennes ont bombardé dimanche et lundi des positions du PKK, dans le nord du pays, pénétrant de 5 km en Irak et contraignant à la fuite des dizaines de familles.

L'Iran et la Turquie s'attaquent aux Kurdes irakiens

Le Kurdistan irakien est régulièrement victime d'incursions militaires iraniennes et turques à la poursuite de militants kurdes. Téhéran et Ankara accusent les groupes séparatistes kurdes d'utiliser l'Irak comme base arrière à des actions terroristes dans leurs pays.

La région autonome kurde d'Irak est soumise à une pression militaire des deux côtés de sa frontière. Appuyés par des tanks et des hélicoptères, 200 000 soldats turcs sont postés à la frontière turco-irakienne. La semaine dernière, les troupes turques ont pénétré de 15 kilomètres en territoire irakien alors qu'elles poursuivaient des rebelles du parti séparatiste kurde, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les positions du PKK ont également été attaquées dimanche 30 avril et lundi 1^{er} mai par les forces iraniennes, qui ont fait une incursion de 5 kilomètres de l'autre côté de leur frontière avec l'Irak. Des bombardements ont visé plusieurs villages kurdes, obligeant plus de 200 familles à fuir leur foyer.

Le statut dont bénéficie le Kurdistan irakien fait craindre aux pays voisins – Iran et Turquie, qui abritent tous deux une importante population kurde – une contagion séparatiste. Le webzine Kurdish Media souligne que les Kurdes redoutent une invasion de la région autonome kurde d'Irak à l'ouest par les forces turques et à l'est par les forces iraniennes. Mais, pour l'instant, les actions turques se sont rien de plus que du "bluff", rassure le site d'informations. Kurdish Media estime que "les troupes turques se trouvent bien trop loin des centres de pouvoir kurdes, comme Souleimanieh ou Kirkouk. De plus, tant que les troupes américaines se trouvent en Irak, ils ne permettront pas à la Turquie d'envahir une partie du pays."

De son côté, Washington a appelé, par la voix du porte-parole du département d'Etat américain Sean McCormack, "tous les voisins de l'Irak à respecter sa souveraineté et à coopérer avec le gouvernement irakien sur tous les problèmes liés aux frontières". Le quotidien turc Zaman rapporte ces propos, mais en limitant les déclarations américaines aux seuls Iraniens, sans faire référence à l'incursion turque.

Les autorités irakiennes, pour leur part, hésitent sur l'attitude à adopter. Le Parlement irakien, issu des législatives du 15 décembre 2005, a tenu mercredi 3 mai sa première séance de travail sous la direction de son nouveau président, Mahmoud Machhadani, rapporte le quotidien irakien Az-Zaman, qui consacre sa une à cette réunion et titre sur "l'échec des efforts pour condamner l'Iran". Plusieurs députés ont dénoncé les agressions militaires et les incursions dans le nord de l'Irak. "La veille, le ministère de la Défense irakien avait annoncé que les forces iraniennes violaient la souveraineté de l'Irak deux fois par semaine. Dimanche 30 avril, ce même ministère avait fait état d'une incursion iranienne dans le nord irakien et de bombardements à l'artillerie lourde", précise le journal.

Ainsi, le député kurde Hussein Al-Barzangi, membre de l'Alliance du Kurdistan, a réclamé un communiqué condamnant "les bombardements iraniens de villages kurdes". Alors qu'un autre député, Hamid Majid Moussi, issu de la Liste irakienne (coalition regroupant six formations laïques sous la direction de l'ancien premier ministre Iyad Allaoui) a souligné que "le silence est une marque de faiblesse", signale le quotidien irakien. Mais le président de l'Assemblée Machhadani "a clos le débat en déclarant que des informations supplémentaires sur cette affaire seraient demandées au ministre de la Défense, Saadoun Al-Dulaimi, ainsi qu'au ministre des Affaires étrangères Houchyar Zebari". Ce dernier, d'origine kurde, a estimé que "les agissements iraniens ne représentaient pas, pour le moment, une menace importante. Il a également affirmé que cette affaire doit être traitée par les voies diplomatiques", rapporte Az-Zaman.

L'Iran, via le porte-parole du gouvernement Gholamhossein Elham, a nié avoir attaqué les Kurdes. La version de la République islamique, relayée par le quotidien conservateur Kayhan, accuse des membres du PJAK (la branche iranienne du PKK) réfugiés en Irak, d'avoir tué plusieurs soldats iraniens. Depuis plusieurs mois, des affrontements ont régulièrement lieu entre la population kurde de l'ouest iranien et l'armée iranienne.

L'attaque iranienne sert les ambitions des autorités militaires et politiques turques, qui semblent bien déterminées à "pourchasser, même au-delà des frontières, les milices kurdes du PKK, un parti hors la loi. Et le renforcement de la présence des troupes turques dans la région frontalière avec l'Irak est présenté comme indispensable à la sécurité du pays. Ce déploiement se déroule en fonction de la menace à laquelle il faut faire face", souligne le Turkish Daily News. De nombreux soulèvements ont agité ces derniers mois la région kurde (dans l'est du pays), et deux attentats ont visé Istanbul. Selon les autorités turques, 5 000 combattants armés du PKK se cachent au Kurdistan irakien.

Lors d'une conférence de presse tenue mercredi 3 mai, le général Bekir Kalyoncu, responsable des opérations militaires en cours sur la frontière turco-irakienne, a affirmé : "Si les éléments nécessitant une opération militaire au-delà de nos frontières se présentent, la Turquie exercera ses droits d'Etat souverain" en soulignant que, "pour le moment, les opérations militaires avaient lieu à l'intérieur du territoire turc", rapporte le quotidien turc. De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, durcissait le ton et lançait à l'adresse de l'Irak : "Vous ne devez pas abriter des terroristes. Tout un chacun doit assumer ses responsabilités. Personne ne doit autoriser de telles activités sur son territoire, et cela relève des obligations des autorités du pays concerné."

Le Turkish Daily News, prenant fait et cause pour le gouvernement turc, signale sur un ton sceptique que "le président irakien Jalal Talabani a exprimé son inquiétude quant aux déploiements sur les frontières irakiennes de forces tant turques qu'iraniennes. Apparemment, il aurait adressé à Ankara une note pour protester contre les incursions turques en territoire irakien."

De son côté, le PKK a menacé Ankara de représailles si l'armée turque pénétrait en Irak pour attaquer ses bases. Lors d'une conférence de presse, Mourad Karialan, un responsable du PKK, a déclaré : "Si les forces turques franchissent la frontière, la guerre s'étendra. L'Etat turc et le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan seront responsables du chaos qui en résultera, y compris en Turquie."

Hamdam Mostafavi et Hoda Saliby

Le PKK menace Ankara de représailles si l'armée turque entre en Irak



ERBIL (Irak), 3 mai 2006 (AFP) - 17h57 - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes) a menacé mercredi la Turquie de représailles si ses troupes, massées à la frontière, pénètrent en Irak pour attaquer ses bases, au cours d'une conférence de presse.

"Si les forces turques franchissent la frontière, la guerre s'étendra. L'Etat turc et le Premier ministre (Recep Tayyip) Erdogan seront responsables du chaos qui en résultera, y compris en Turquie", a affirmé Mourad Karialan, membre du bureau politique du PKK au Kurdistan irakien.

"Nous ne voulons pas la guerre, mais nous nous défendrons contre toute incursion des forces turques. Nous riposterons en conduisant une guerre générale contre la Turquie, partout sur tous les plans, militaire, politique, économique et social", a-t-il ajouté.

"La question kurde doit être résolue sur le plan international, de manière démocratique", a estimé ce responsable.

La Turquie a massé des troupes le long de sa frontière avec l'Irak dans le but affiché par les autorités de prévenir l'infiltration de rebelles du PKK, qui dispose de plusieurs camps dans le nord de l'Irak.

L'armée turque a affirmé mardi qu'elle se réservait le droit de pénétrer en Irak pour poursuivre les rebelles séparatistes kurdes qui y ont établi des bases, mais a démenti que de telles opérations soient actuellement en cours.

"Nous appelons tous les voisins de l'Irak à respecter sa souveraineté et à coopérer avec le gouvernement irakien sur tous les problèmes liés aux frontières", a répondu le porte-parole du département d'Etat américain, Sean McCormack.

Dans la région du Souleimaniyah, toujours au Kurdistan irakien, c'est aux troupes iraniennes que les militants du PKK sont confrontés.

Rencontre entre le président irakien d'origine kurde et des intellectuels **L'offensive de charme de Talabani en direction des Arabes** Dukan (Kurdistan irakien), de notre envoyée spéciale Émilie Sueur

Loin du bruit et de la fureur qui règnent à Bagdad, loin des échos d'une guerre civile redoutée sinon annoncée, le président irakien Jalal Talabani s'est employé, lors d'une rencontre avec des intellectuels arabes, à renouer les fils du dialogue. Entre Arabes et Irakiens d'abord, entre Arabes et Kurdes ensuite. Pour cette noble entreprise, ce chef politique historique kurde a consacré une après-midi à répondre aux questions de quelque 200 intellectuels, artistes et journalistes arabes, invités dans le cadre d'une conférence sur la culture arabe, organisée par Fakhri Karim, rédacteur en chef du quotidien irakien « al-Mada. »



« Cette rencontre est très importante pour moi, et je la souhaite libre et ouverte. » C'est un accueil particulièrement chaleureux que le président irakien d'origine kurde a réservé, samedi dernier, aux participants à la conférence culturelle organisée par al-Mada, sur les rives verdoyantes du lac Dukan, entre Erbil et Souleimaniyé dans le Kurdistan irakien. L'objectif de cette rencontre était double : informer précisément les Arabes sur la situation en Irak et promouvoir le dialogue.

Pour ce faire, M. Talabani, reconduit dans ses fonctions pour un second mandat, a tout d'abord rappelé la sombre réalité du terrain en Irak, où le quotidien est rythmé par les violences confessionnelles, les attentats et les assassinats de personnalités démocrates. Le président est également revenu sur les derniers développements sur la scène politique irakienne. « La formation d'un cabinet d'union nationale est proche, les seuls points de friction se situent aujourd'hui à l'intérieur des groupes politiques et non plus entre ces groupes. » Mais au-delà de ce point positif, le président a regretté la trop faible représentation dans le jeu politique des forces démocratiques. « La démocratie existe, mais les forces démocratiques sont encore très faibles. Ceci est un problème majeur pour l'Irak. »

Le président irakien a, par ailleurs, profité de cette rencontre avec des intellectuels arabes pour dénoncer le comportement de certains de leurs dirigeants envers l'Irak. S'il ne l'a pas cité nommément, l'ombre de Hosni Moubarak planait sur ce dossier, le raïs égyptien ayant mis en cause, il y a quelques semaines, l'allégeance des chiites irakiens. « Les chiites irakiens ont une affinité arabe. Les chiites d'Irak sont indépendants », a assuré M. Talabani, avant d'énoncer une liste d'arguments appuyant son propos. « Les soldats irakiens engagés dans la guerre contre l'Iran étaient majoritairement chiites. Ces derniers ont également été très présents dans les mouvements d'indépendance. Un certain nombre de dirigeants du Baas étaient également chiites ! » a-t-il conclu dans un éclat de rire. Et d'ajouter, un sourire aux lèvres : « Les chiites sont également importants sur le plan économique. Najaf attire de nombreux pèlerins dans le cadre d'un tourisme religieux. »

Redevenant sérieux, Jalal Talabani a regretté que les Arabes commentent le dossier irakien « sans réellement connaître notre situation ». Le président a également condamné leur silence concernant la « résistance » sunnite qui plonge l'Irak dans un cycle de violences. « Ce silence est une acceptation », a-t-il dit.

Concernant le retrait américain, M. Talabani a souligné que, sur le principe, tout le monde le souhaite. « Mais il faut être conscient du fait que le départ des troupes américaines pourrait plonger notre pays dans une guerre civile acharnée. Avant tout retrait, nos forces armées doivent encore être entraînées afin que nous soyons capables de résister à d'éventuelles agressions extérieures. »

Représentant de l'un des deux plus importants partis kurdes ayant longtemps prôné l'indépendance, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Talabani a également été interrogé sur les projets kurdes en Irak. « L'Irak est indivisible », a-t-il assuré, avant d'ajouter : « Les Kurdes sont une partie de la solution, et non du problème. » Par rapport au reste de l'Irak, le Kurdistan irakien est en effet un îlot de sécurité et de développement. Jalal Talabani, comme la majorité des dirigeants kurdes, conditionne toutefois son attachement à l'Irak. « Les États-Unis affirment vouloir un Irak unifié. Très bien, mais nous voulons une unité choisie et non imposée par la force. Il faut également que nous ayons l'assurance que l'Irak soit un État démocratique, multiethnique et fédéral. » Alors que lui était suggéré un parallèle avec l'histoire libanaise, où la réconciliation passe par la reconnaissance par tous du Liban en tant que patrie définitive, M. Talabani a répondu : « Théoriquement, l'idée d'une patrie définitive n'existe pas. » Tout en réaffirmant leur attachement à l'Irak fédéral, les Kurdes se laissent donc une porte de sortie.

Sur le terrain, la question de l'unité de l'Irak se pose pratiquement avec le problème de la langue, de nombreux Kurdes ne parlant pas l'arabe et de nombreux Arabes ne pouvant s'exprimer en kurde. « Les années de rupture ont entraîné un manque de communication. De nombreux jeunes Kurdes ne parlent effectivement pas l'arabe. C'est un problème. Mais nous travaillons actuellement sur un programme pour

l'enseignement de ces deux langues. »

Autre sujet d'inquiétude, la question du désarmement des milices prônée par le Premier ministre désigné par l'Alliance chiite Jawad el-Maliki. Pour M. Talabani, les peshmergas ne sont pas concernés par ce point, car ils « sont déjà intégrés dans la police, les gardes-frontières ou d'autres forces de sécurité ». Sur la question de Kirkouk, le président a également botté en touche en rappelant que la question est traitée par l'article 104 de la Constitution et qu'une commission doit être mise en place pour son application. Sous Saddam Hussein, Kirkouk, ville riche en ressources pétrolières, avait été le théâtre d'un processus d'arabisation forcé. À l'époque, Jalal Talabani s'était vu jeter à la figure cette phrase, prononcée par Tarek Aziz, ancien vice-président aujourd'hui emprisonné : « Kirkouk : vous avez le droit d'y passer et d'y pleurer. »

Alors que la situation en Irak est des plus préoccupantes, le président irakien se veut toutefois optimiste. « Notre priorité est de rétablir la sécurité à Bagdad. Si nous parvenons à le faire, 75 pour cent de nos problèmes seront réglés », assure-t-il avant d'ajouter qu'il espère parvenir à ce résultat dans un délai d'un an. Une prévision qu'il étaye en soulignant la nouvelle attitude des sunnites qui commencent à se révolter contre les violences quotidiennes et à intégrer le processus politique.

Sur les rives paisibles du lac Dukan, alors que le soleil se couche, on serait presque tenté de partager les espoirs du président.

Ankara salue les efforts de l'Iran contre le PKK, avertit les Kurdes d'Irak



ANKARA, 4 mai 2006 (AFP) - 15h06 - Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül a salué jeudi les efforts "sérieux" de l'Iran dans sa lutte contre les séparatistes kurdes et a prédit que les rebelles menaceraient un jour la stabilité des Kurdes d'Irak s'ils continuaient de tolérer leur présence.

Des milliers de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont établi des bases dans le nord de l'Irak, à partir desquelles ils s'infiltrèrent dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde pour y mener des opérations contre les forces de sécurité, parfois via l'Iran..

Bagdad a affirmé la semaine dernière que les forces iraniennes avaient fait une incursion plusieurs kilomètres à l'intérieur du territoire irakien et avaient bombardé des positions du PKK. Téhéran n'a pas commenté l'information.

Le PKK, qui se bat depuis 1984 pour l'indépendance du Sud-Est anatolien -le conflit a fait plus de 37.000 morts à ce jour- et qui est considéré par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne comme une organisation terroriste, a multiplié ses opérations depuis quelques mois.

"L'organisation terroriste est une menace non seulement pour la Turquie, mais aussi pour l'Iran", a affirmé M. Gül dans un entretien accordé à la chaîne de télévision d'information NTV. "les Iraniens l'ont compris, c'est pour cela qu'ils donnent une grande importance à la question et sont engagés dans un effort très sérieux".

Le Pejak, un groupe kurde lié au PKK, opère en Iran, où vit aussi une minorité kurde, et a été rendu responsable de la plupart des attaques commises contre les forces de sécurité, qui ont tué au moins 120 policiers l'an dernier.

En Turquie, au moins 20 membres des forces de sécurité ont été tués dans l'explosion de mines ou lors de combats avec le PKK, qui a perdu au moins 53 hommes, selon un décompte réalisé par l'AFP.

M. Gül a en revanche averti les Kurdes irakiens du risque qu'ils encouraient, selon lui, en fermant les yeux sur la présence du PKK sur leur territoire.

"Ces gens qui nous causent des problèmes aujourd'hui vont leur causer des problèmes à eux demain", a déclaré le ministre.

"Quand l'ordre sera rétabli en Irak, ils (le PKK) vont menacer cet ordre", a-t-il ajouté, estimant que "gagner les coeurs et l'amitié des Turcs devrait être le plus important" pour les Kurdes irakiens.

Turquie : un procès entraîne une polémique entre le pouvoir et les militaires

KURDISTAN

Le procès de gendarmes auteurs d'un attentat antikurde s'ouvre jeudi, à Van, à l'est de la Turquie. L'affaire a provoqué un bras de fer entre le gouvernement islamiste et les militaires.

L'armée turque a affirmé mardi qu'elle se réservait le droit de pénétrer en Irak pour poursuivre les rebelles séparatistes kurdes qui y ont établi des bases, mais a démenti que de telles opérations soient actuellement en cours. Le PKK a prévu d'accroître ses opérations en 2006 dans le but de « créer un climat de chaos dans le pays », a affirmé l'état-major. Ankara appelle régulièrement – et jusqu'à présent sans succès – Washington et Bagdad à déloger du nord de l'Irak le PKK, considéré comme une organisation terroriste par les trois capitales et l'Union européenne. Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 37 000 morts depuis le début du soulèvement du PKK, en 1984.

De notre envoyé spécial à Diyarbakir

DES MILITAIRES turcs n'ont pas renoncé à utiliser les méthodes dévoyées de la guerre contre-révolutionnaire pour combattre les Kurdes du PKK. Le procès des auteurs de l'attentat de Semdinli (un mort), une ville située près de la frontière iranienne, qui s'ouvre jeudi à Van, dans l'est du pays, vient le rappeler.

Suivi dans la province de l'Hakkari par de violentes émeutes, l'attentat avait provoqué un imbroglio politico-judiciaire avec la mise en cause par un magistrat du général Yasar Büyükanit, le commandant de l'armée de terre. Mais, à l'issue d'un bras de fer entre le gouvernement islamiste et l'armée, la justice a finalement retenu la thèse d'un acte isolé commis par des éléments incontrôlés.

Tout commence le 9 novembre lorsqu'un « indic », un ex-membre du PKK retourné par les services de renseignements,

balance une grenade dans une librairie. Son propriétaire, Urut Kitabeni, est lui aussi un ancien de l'organisation terroriste clandestine. Indemne, il parvient avec l'aide de passants à rattraper le terroriste et ses deux complices qui l'attendent dans une voiture.

Des groupuscules chargés de fomenter des troubles

Dans le véhicule sont découverts des armes, un liste d'opposants sur laquelle figure Urut Kitabeni et des renseignements sur des sympathisants du PKK. Selon les papiers d'identité, les comparses du poseur de bombe sont Ali Kaya et Ozcan Ildeniz, deux sous-officiers de la gendarmerie. Opérant en civil, ils appartiennent au service d'action et de renseignement de la gendarmerie (JITEM).

Confiée à Fehrat Sarikaya, le procureur de Van, l'enquête suit son cours lorsque le général Büyükanit vole au secours d'Ali Kaya, l'instigateur présumé de l'attentat. « Je le connais ; c'est un

bon garçon », lance le numéro 2 de l'armée. Considéré comme un faucon au sein de l'institution, Büyükanit a dirigé dans le Sud-Est anatolien les combats contre le PKK dans les années qui ont précédé le cessez-le-feu de 1999 et avait sous ses ordres Ali Kaya.

Le magistrat riposte en émettant l'information judiciaire au général sous le motif qu'il « influence la justice ». Puis il le soupçonne d'être le créateur de groupes occultes chargés de fomenter des troubles dans le Sud-Est. Les agents auraient pour mission de dresser les communautés turque et kurde l'une contre l'autre afin de justifier le durcissement de l'armée.

Alimentée par le témoignage d'un homme d'affaires local controversé, un certain Mehmet Ali Altindag, l'instruction débouche sur des poursuites contre le général pour falsification de documents et abus de fonctions.

La haute hiérarchie militaire s'insurge. Le gouvernement Erdogan est accusé par le camp laïc

de monter une machination pour empêcher le général Büyükanit de succéder en août au général Hilmi Ozkök, le chef d'état-major de l'armée. Les islamistes voient en effet d'un mauvais œil la future prise de fonction d'un champion du kémalisme moins réformiste que son prédécesseur.

Ils pourraient aussi redouter que le général Büyükanit s'oppose en 2007 à une candidature d'Erdogan à la présidence de la République. Soumis à la pression du général Ozkök, le gouvernement fait finalement volte-face et radie le procureur devenu gênant.

Les méthodes douteuses de « l'Etat profond »

Au grand dam des Kurdes. « L'affaire de Semdinli prouve qu'une partie de l'armée est impliquée dans la guerre subversive. La polémique sur le rôle de Büyükanit est un écran de fumée. Elle a servi de prétexte pour exclure du dossier quelque 35 chapitres où apparaissent les noms de membres de la hiérarchie militaire impliqués dans ce type d'opérations », affirme Mihdi Perinçek, le président de la Ligue des droits de l'homme pour la région du Sud-Est et représentant des parties civiles.

En 1996, déjà, l'affaire de Susurluk avait mis en évidence les méthodes douteuses d'une partie de l'« Etat profond », un groupe de pression qui regroupe l'armée, la haute administration et des magistrats. La collusion entre les barbouzes, certains cercles des forces de sécurité, la mafia et une partie de la classe politique avait éclaté au grand jour à l'occasion d'un accident de la circulation. Dans la carcasse du véhicule disloqué se trouvaient les corps d'un parrain de la mafia, d'un chef de la police et d'un député en vue. L'armée a également été suspectée durant la sale guerre dans le Sud-Est anatolien de manipuler le Hezbollah turc, un groupe terroriste islamo-kurde qui pourchassait le PKK.

THIERRY OBERLÉ

Middle East

IRAN: A RUMMY GUIDE

To borrow a phrase used for Iraq, there are 'things we now know we don't know.' NEWSWEEK sorts it out.



BY CHRISTOPHER DICKEY AND JOHN BARRY

BACK IN JUNE 2002, AS THE BUSH ADMINISTRATION started pushing hard for war with Iraq by focusing on fears of the unknown—terrorists and weapons of mass destruction—Secretary of Defense Donald Rumsfeld explained that when it came to gathering intelligence on such threats, “absence of evidence is not evidence of absence.” Elaborating, Rumsfeld told a news conference: “There are things we know that we know. There are known unknowns; that is to say there are things that we now know we don't know. But

there are also unknown unknowns. There are things we do not know we don't know.”



PATRIOTIC ECSTASY: Iranians sign a pro-nuke declaration (left); Ahmadinejad greets the global media (right)

Now there's a crisis brewing with Iran. And the same basic problem applies: what is known, what is suspected, what can be only guessed or imagined? Is danger clear and present or vague and distant? Washington is abuzz now, as it was four years ago, with “sources” talking of sanctions, war,

regime change. In 2002, despite a paucity of hard evidence, Iraq was made to seem an urgent threat demanding immediate action. “We don't want ‘the smoking gun’ to be a mushroom cloud” is the memorable phrase used by the then national-security adviser Condoleezza Rice.

Given the results of Washington's rush into the Iraqi unknown, concern is growing about U.S. policy toward Iran. Yet the Iranian case is very different—and more dangerous. The latest report from the United Nations' International Atomic Energy Agency, released last Friday by Director-General Mohamed El-Baradei, makes it clear that Tehran is defying U.N. demands that it freeze its nuclear activities. European and American diplomats are considering resolutions calling for unspecified consequences—and, according to European sources, they have contingency plans for sanctions outside the United Nations if they're blocked by Russian or Chinese vetoes. President Mahmoud Ahmadinejad, lest there be any doubt about his stand, said, “The Iranian nation won't give a damn about such useless resolutions.”

With the confrontation raising questions about future oil supplies, and fears growing that a seemingly crazy regime may soon acquire atomic bombs, the IAEA and Western intelligence agencies are working overtime to separate fundamental facts from guesswork and propaganda.

The Known Knowns

Tehran has a full-fledged nuclear-energy program. That's a known known, and

the rabble-rousing Ahmadinejad is proud of it. (Indeed, he's made it a nationalist rallying cry: "By the grace of God, today Iran is a nuclear country," he declared again last week.) The country has used high-speed centrifuges to produce low-enriched uranium suitable for power generation. That, too, is confirmed by the IAEA. But the same techniques that Iran is using, and the machinery it's assembling, can also make the highly enriched uranium at the core of atomic bombs. Once the process is mastered, the question is not whether Iran can make a weapon, but whether it wants to. And who's next? Ahmadinejad talked last week about sharing the technology with Sudan's President Omar al-Bashir.

Iran insists the whole project is benign, and that it's now observing the letter of the nuclear Non-Proliferation Treaty—which enshrines its "right" to peaceful nuclear energy. But, another fact: Iran kept its enrichment activities secret from 1985 to 2003, in clear violation of the treaty's safeguard agreements. And instead of continuing a freeze on some of its activities begun in 2003, which was supposed to help restore international trust, Iran restarted nuclear-fuel enrichment earlier this year. Such facts led the IAEA board of governors, including a reluctant Russia and China, to refer Iran to the U.N. Security Council for further discussion and possible action.

Yet it's also true that no solid evidence has ever been revealed linking Iran's known nuclear program to the actual development or production of nuclear weapons.

The Unknown Unknowns

At the other end of the information spectrum, on the invisible wavelength of unknown unknowns, is the hypothesis that the mullahs have an entirely secret, separate and thus far utterly undiscovered nuclear-weapons program. Israeli officials commonly espouse this view, as do some American analysts. Former Reagan administration terrorism adviser and neoconservative scholar Michael Ledeen says he believes the Iranians already have the bomb. "Of all the hypotheses, the hypothesis that they don't is the least likely," he claims. A senior intelligence source from a country with close ties to Washington, who is not allowed to discuss intelligence matters on the record, says there's no smoking gun that points to a clandestine program. But he insists none may be needed. "What

we have are a lot of dots," he says. "If you trace them and they outline an elephant, it's probably an elephant."

Israel, in range of Iranian missiles and often the victim of Iranian-backed terrorists, has every reason to be alarmed. Ahmadinejad, after all, talks about wiping Israel off the map. Yet Israeli estimates of how long it might take Iran to acquire atomic weapons—two years or less, in some cases—are often much shorter than others: "It's not the facts, it's the interpretation," says Ephraim Sneh, chairman of the Knesset's Defense Planning and Policy Subcommittee. "Maybe we define differently the definition of the 'point of no return.'" Last month in Washington, top aides to U.S. intelligence czar John Negroponte told reporters they believe Iran will not have a nuclear bomb until after 2010, at the earliest.

"Are there secret facilities? I don't think so," says Gary Samore, nonproliferation expert in the Clinton administration, who recently wrote a major study of Iran's WMD programs. "Look, if there were, Iran would be very foolish to provoke a crisis over its known facilities. Their best course would be to soothe everyone by allowing the IAEA to monitor those, while secretly working away in the clandestine plants." Joseph Cirincione at the Carnegie Endowment is equally skeptical. "There's not a scintilla of evidence," he says. "Is it possible? Yes. Is it possible Iran has a base on the moon? Yes."

The Known Unknowns

Between clear fact and pure speculation lies the realm of questions based on shreds of evidence that actually exist. That's where the IAEA's investigators spend most of their time, and that's where they've encountered some of their greatest frustrations. "After more than three years of Agency efforts to seek clarity about all aspects of Iran's nuclear program, the existing gaps in knowledge continue to be a matter of concern," ElBaradei wrote with considerable understatement in last week's report.

There's still no paper trail showing the details of Iran's relationship with the clandestine nuclear network of Pakistani scientist AQ Khan. Some of the same middlemen who supplied Iran also supplied Libya, which turned over a trove of intelligence about the network to Western governments in 2003, and the Libyans got weapon designs. The Iranians said they did not, but some of the few papers they have shown the IAEA suggest weapon-related activity.

Libya also got designs and parts from AQ Khan's people for P-2 centrifuges, which are much more efficient than the P-1s Iran acknowledged first acquiring in 1987. Iran told the IAEA it got some P-2 technology in 1995, but did nothing with it until 2002. Then last month Ahmadinejad told students in the city of Khorasan that P-2s "are going through the research and testing phase." The IAEA is still waiting for Iran to explain.

As suspicious as all this sounds—and is—some evidence against Iran hasn't turned out to be as sinister as it seemed at first. The IAEA had discovered minute traces of highly enriched uranium on some Iranian equipment that seemed to indicate a clandestine program. The Iranians said they were "shocked" by the level of contamination, and that it must have been left there by someone—presumably the Pakistanis—using the centrifuges before Iran got them. Extensive tests "tend, on balance, to support Iran's statement," the IAEA concluded.

"The most important of the known unknowns is what this program is really about," says Matt Bunn, a nuclear expert at Harvard's Belfer Center. Is Iran determined to build a weapon, or does it merely want the option? Other analysts, including ElBaradei, have suggested its aim is to launch wide-ranging negotiations about the future of the whole region. But in the official report, there's no speculation about that. "The Agency cannot make a judgment about, or reach a conclusion on, future compliance or intentions," he said. There are just too many unknowns.

With KEVIN PERAINO in Jerusalem and MARK HOSENBALL and DAN EPHRON in Washington

Iraqi Kurds flee as Iran shells border

By Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: Iranian artillery shelled the eastern fringes of Iraqi Kurdistan early on Monday in the second attack against land populated by Kurdish rebels, forcing some families to flee, according to reports from Kurdish officials.

Earlier, the Iraqi Defense Ministry accused Iran of lobbing mortars into the area and sending troops across the border to attack fighters from the separatist rebel group, the Kurdistan Worker's Party, or PKK, who favor breaking Kurdistan into an independent region.

On Monday, the Iranian news agency denied as "unfounded and artificial" assertions that any of the nation's troops had entered Iraqi Kurdistan. However, the statement did not deny that shelling had taken place, and it warned that Iranian border guards "are on maximum alert to confront any provocation by terrorist groups."

Composed of three provinces in

northeastern Iraq, Kurdistan has enjoyed semi-autonomous status for more than a decade, and compared with the rest of the country it is relatively stable and secure. The PKK, whose fighters live along the border of Iraqi Kurdistan near both Iran and Turkey, is a bitter enemy of both countries, which have their own sizable populations of Kurds and are eager to defeat any movements to create an independent Kurdish nation.

The Web site of the Patriotic Union of Kurdistan, the political party that controls the eastern portion of Iraqi Kurdistan, quoted a PKK official as saying that dozen of families had to flee the shelling Sunday night and Monday morning and that there were some casualties. An American military spokesman said Monday he could not confirm the latest reports of shelling.

In Baghdad, political leaders led by the prime minister designate, Nuri Kamal al-Maliki, continued negotiations on a new cabinet. President George W. Bush said Monday that the

formation of a new Iraqi government signaled a "turning point" for Iraq.

"This government is more determined than ever to succeed, and we believe we've got partners to help the Iraqi people realize their dreams," Bush said.

In Iraq, two Arab satellite TV channels, Al Arabiya and Al Jazeera, replayed a video showing scores of Iraqi soldiers taking off their uniforms in protest after graduation exercises on Sunday because they had just been told that they would be assigned to units away from their hometowns.

The Iraqi soldiers, enlisted men recruited from the Sunni Arab-dominated Anbar Province, are shown angrily stripping off their shirts after an Iraqi military commander tells them there was never any promise to send them only to serve in their hometowns.

A U.S. military spokesman, Lieutenant Colonel Michael Negard, called the episode an isolated incident and said the Iraqi troops soon calmed down.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune May 2, 2006

Three Iraqs Would Be One Big Problem

By Anthony H. Cordesman

SOME pundits and politicians have been floating the idea that America consider dividing Iraq into three ethno-religious entities, saying this would not only stem the insurgency but also allow our troops an earlier exit. They are wrong: fracturing the country would not serve either Iraqi or United States interests, and would make life for average Iraqis even worse.

The first problem is that Iraq does not have a neat set of ethnic dividing lines. There has never been a meaningful census of Iraq showing exactly how its Arab Sunnis, Arab Shiites, Kurds and other factions are divided or where they live. The two elections held since the toppling of Saddam Hussein have made it clear, however, that Iraq's cities and 18 governorates all have significant minorities.

Thus any effort to divide the country along sectarian and ethnic lines would require widespread "relocations." This would probably be violent and impoverish those forced to move, leave a legacy of fear and hatred, and

further delay Iraq's political and economic recovery.

Moreover, Iraq is heavily urbanized, with nearly 40 percent of the population in the multiethnic greater Baghdad and Mosul areas. We have seen in Northern Ireland and the Balkans how difficult it is to split cities, and with Iraq's centralized and failing services and impoverished economy, violence and economics cannot be separated. Deciding where Kirkuk, a key oil city, belonged would pit the Kurds against all the rest of Iraq's factions. Basra, the nation's port, is already under the sway of Shiite Islamist militias and could lose all of its secular character if the nation divided. In addition, the nation could not be partitioned without dividing the army, the security forces and the police. The regular military is largely Shiite with a significant number of Kurds. The Ministry of Interior forces are largely Shiite, and the police are hopelessly mixed with militias and local security forces that split according to local tribal, sectarian and ethnic ties. Dividing the country essentially means dividing the army and security forces

and strengthening the militias — all of which would lead to more violence.

And of course, there is no way to divide Iraq that will not set off fights

over control of oil. More than 90 percent of Iraq's government revenues come from oil exports. The Sunni Arab west has no developed oil fields and thus would have no oil revenues. The Kurds want the northern oil fields, but have no legitimate claim to them and no real way to export the oil

Partition could lead to civil, and regional, war.

they produce (their neighbors Iran, Syria and Turkey have restive Kurdish populations of their own and thus no interest in helping Iraq's Kurds achieve self-sustaining freedom). Control of Basra would also be an issue, with various Shiite groups looking to separate and take control of the oil in the south.

Dividing Iraq would also harm regional stability and the war on terrorists. Sunni Islamist extremist groups with ties to Al Qaeda already dominate the Sunni insurgents, and divi-

MAY 9, 2006

The New York Times

sion would only increase their hold over average Iraqis. And with Iraqi Sunnis cut out of oil money, Arab Sunni states like Egypt and Saudi Arabia would be forced to support them, if only to avoid having the Islamist extremists take over this part of Iraq.

Iran, of course, would compete for the Iraqi Shiites. The Kurds have no friends: Turkey, Iran and Syria would seek to destabilize the north and ex-

plot the divisions between the two main Kurdish political unions. In the end, these divisions could spill over into the rest of the Middle East and the Arab world, creating a risk of local conflicts and the kind of religious tension that feeds Islamist extremism.

Washington has made serious mistakes in Iraq, and they may lead to civil war. Dividing Iraq, however, is virtually certain to make things

worse. It would convey the message that America has been defeated and abandoned a nation and a people. Even if one could overlook the fact the United States effectively broke Iraq and has a responsibility to its 28 million people, it is impossible to deny that leaving behind a power vacuum in an already dangerous region is hardly a viable strategy. □

Iraq ■ By Joost Hiltermann

Kurd leaders need to stick together

AMMAN, Jordan

He has a disconcerting facial tic and opens his cellphone with an odd jerk of the left wrist, as if barely controlling his muscles. Yet he is vigorous, razor sharp and articulate, and holds a commanding presence. This is Kosrat Rasoul Ali, popularly known as Kosrat, a storied peshmerga (guerrilla) leader and now the incoming vice president of Iraq's Kurdish regional government. His ailment derives from shrapnel lodged in his body. Its provenance: a shell fired by forces of a rival Kurdish party, whose leader, Masoud Barzani, is now the regional government's president.

On Sunday, the Kurds announced the formation of their government, 16 months after the January 2005 elections to the Kurdistan National Assembly. The main reason for the long delay was the inability of Kurdistan's two principal parties, Barzani's Kurdistan Democratic Party and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan, to reunify their parallel administrations, one in Erbil, the other in Suleimaniyah.

The two parties fought each other in the mid-1990s but under heavy pressure from Washington put their differences aside in the run-up to the 2003 Iraq war.

Today, Kurdish leaders are choosing peace, but many Kurds, especially the young, are fed up with these leaders wrangling, and time may be running out for this national liberation movement turned regional government.

The movement was founded by Mullah Mustafa Barzani, Masoud's father, in the 1940s. In 1976, young activists impatient with the Barzanis' tribal rule set up the Patriotic Union of Kurdistan. Its leader was

Jalal Talabani, who in 2005 was appointed Iraq's president, vindicating the Kurds' long struggle.

These two parties have worked together to fight a common enemy, as during the Iran-Iraq war, when their escalating insurgency was met with brutal Iraqi repression. And they have fought each other when there was no enemy to distract them, as after the 1991 establishment of a U.S.-controlled safe haven and parliamentary elections a year later.

The collapse of the 50-50 power-sharing arrangement that emerged from those elections led to armed conflict, which only Washington was able to halt in a 1998 cease-fire. Relations since then have gradually improved, but nothing did more to shape a common vision than the fall of Saddam Hussein's regime. Suddenly powerful in Baghdad, the Kurds needed a unified front to convince their Arab partners they deserved a region of their own.

The two parties' greatest challenge will be to turn their one-

party mini-states into a single two-party region, and — over time — to allow for multiparty democracy. To metamorphose from hardened peshmergas into able administrators will prove a tall order. Old animosities continue to divide them.

Other forces are tugging at the aging fighters. A new urbanized generation of Kurds is pressing for their society's material progress, while their elders bask in the glories of past struggles, some amassing personal fortunes through corruption.

Moreover, children of those who fled in earlier

years are returning to Kurdistan, with technical skills, democratic ideals and great aspirations. Grumbling about the two parties' rule has become widespread, occasionally leading to violence.

Repression remains a serious problem, as editors of independent newspapers and opposition activists will attest. Late last year, mobs apparently spurred on by the Kurdistan Democratic Party attacked the offices of a competing party, the Kurdistan Islamic Union, killing several of its officials. But the Kurdistan Islamic Union's emergence as an Islamist alternative to the Kurdistan Democratic Party and Patriotic Union of Kurdistan's secular rule — it won five seats in Iraq's national assembly — may be difficult to reverse.

As Iraqis confront the specter of civil war, many look with envy toward the Kurds, whose region has experienced unprecedented growth and prosperity. But the Kurds' deep economic dependence on a disintegrating Iraq could undo

these gains. This would offer an opportunity to the two parties' many critics, who have been mostly silent so far, to challenge their rule.

Unless Masoud Barzani, Kosrat Ali and other Kurdish leaders choose wise, open and pluralistic governance now, they may face not each other's mortar shells but their nation's discontent.

Joost Hiltermann is Middle East project director of the International Crisis Group. This article first appeared in *The Boston Globe*.

Time may be running out for these fighters-turned-politicians.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

May 13-14, 2006

The Economist May 6th 2006

Turkey

Flying in the wrong direction

ANKARA AND DIYARBAKIR

Turkey's government may be turning away from Europe

CONSIDER two examples from the many worrying recent events in a country that aspires to membership of the European Union. In Diyarbakir, some 80 Kurdish children face as many as 24 years in prison for taking part in violent protests after the funeral of four PKK separatist rebels on March 28th. Their lawyers say most were beaten and tortured. The second is the arrest in Fatsa, on the Black Sea coast, of a local leader of the ruling Justice and Development (AK) party on charges of insulting Atatürk, after an officer saw him chew gum as he laid a wreath before a statue of modern Turkey's founding father.

Far from trying to end such incidents, the government wants to limit free speech even further in a new anti-terror bill. This would reintroduce jail sentences for journalists accused of "propagating terrorism", deny suspects access to a lawyer for the first 24 hours of detention, and license security forces to shoot anybody who doesn't surrender on first command. Critics say the bill could spell a return to abuses at the height of the PKK insurgency in the 1990s, when hundreds of writers were imprisoned, thousands of detainees were tortured and many were slain in extra-judicial killings by security forces.

These measures call into question as never before Turkey's commitment to the reforms that helped it to start EU membership talks last October. Some observers wonder if Recep Tayyip Erdoğan, the Turkish prime minister, is so disgusted by the efforts of such EU countries as France and Austria to erect new hurdles to Turkey's membership that he is giving up on Europe. A European Court of Human Rights ruling upholding bans on the Islamic headscarf in Turkish universities may have upset him. Disillusion with Europe may also explain his government's flirtation with Iran, Syria and Hamas.

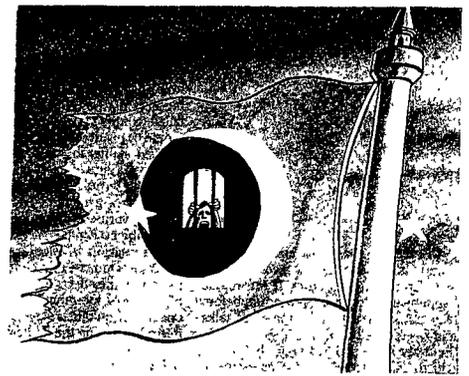
Yet Abdullah Gül, the foreign minister and arch-proponent of EU membership, firmly denies that the government is moving away from the EU. To the contrary, new measures are being introduced to bring greater transparency to defence spending. Mr Gül insists that the anti-terror law is needed to deal with the mounting threat posed by PKK rebels since they ended a unilateral five-year truce in June 2004.

Clashes between security forces and the PKK in the mainly Kurdish south-east have been increasing. Taking aim at Turkey's tourism industry, the rebels have vowed to attack resorts. Nationalist passions spiral with each funeral of a Turkish soldier killed in the fighting. Yet Mr Erdoğan's critics insist that Turkey's laws are harsh enough. They see the anti-terror law as part of a bigger battle between the government and its foes in the security establishment (the "Deep State"), whose power is threatened by EU-inspired reforms.

In this battle, the generals seem to be gaining the upper hand. Take the case of Ferhat Sarıkaya, a prosecutor in the eastern city of Van. The generals called for him to be investigated for abusing his office after he named General Yasar Buyukanit, a leading army commander, in his indictment of three military-intelligence operatives accused of blowing up a Kurdish bookshop in the town of Semdinli last November. Mr Sarıkaya was later fired and the investigation squashed. Yet Mr Erdoğan, who had earlier vowed to get to the bottom of the Semdinli affair "no matter where it leads", has not uttered a word of reproach. The alleged perpetrators, whose trial began this week, may now get off the hook—and the scandal may be buried.

The prime minister's change of heart may merely reflect a desire to win nationalist support ahead of parliamentary elections next year. An even bigger prize would be to secure the generals' blessing for his hopes of becoming president when the determinedly secular incumbent, Ahmet Necdet Sezer, retires in May next year. Mr Erdoğan now commands a big majority in parliament, which elects the president. With the veto-wielding Mr Sezer out of the way and another AK party leader installed as prime minister, a President Erdoğan could at last satisfy his pious constituents' demands for an easing of restrictions on the headscarf and on religious education.

That is why the generals do not want Mr Erdoğan, or anyone from the AK party, to capture the presidency, the last lever of civilian secular power. With help from Mr Sezer and Deniz Baykal, leader of the opposition Republican People's Party, the army is again conjuring up the twin spec-



tres of radical Islam and Kurdish separatism in a bid to force early elections. Their hope is that Mr Erdoğan may lose his majority—and with it the presidency.

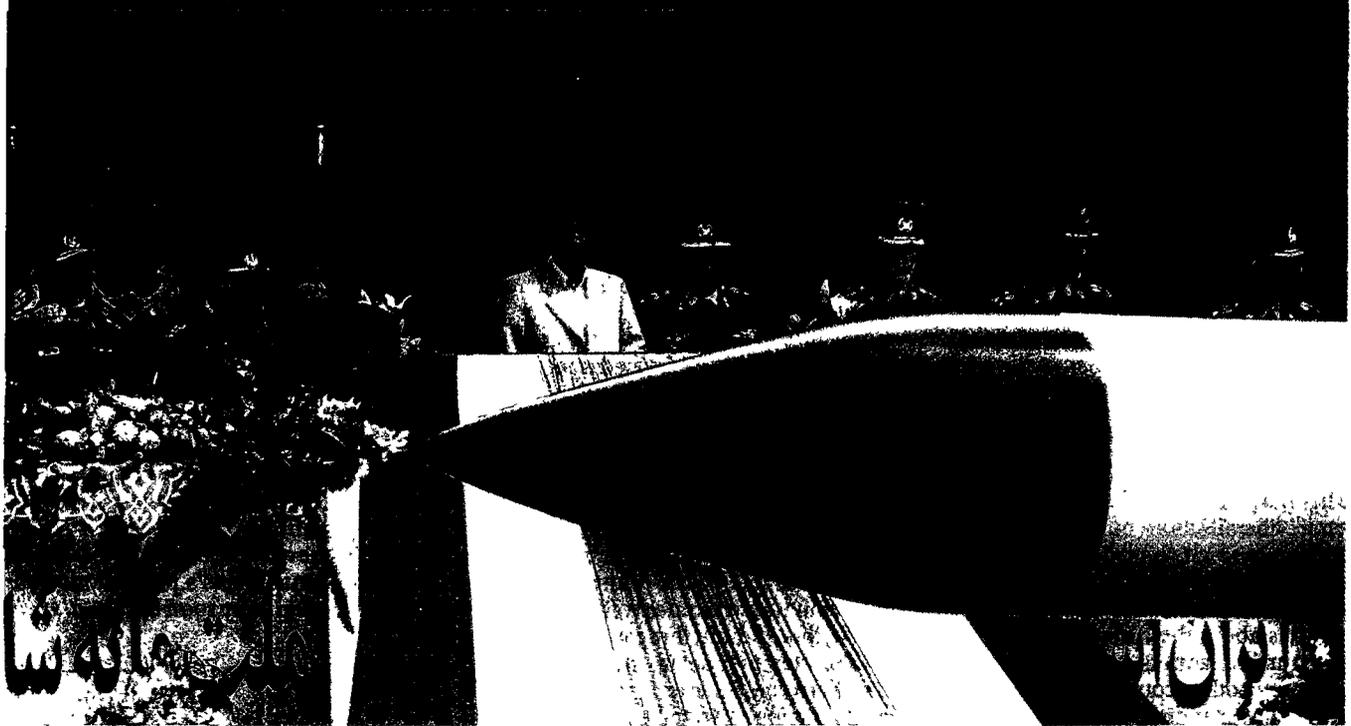
It is a dangerous game. After years of robust growth since the 2001 financial meltdown, the economy is looking vulnerable. A widening current-account gap is less likely to be filled by tourism revenues if PKK terrorism spreads. An early election could increase instability and frighten foreign investors. Would the army, which owes its strength to an enduring popularity among most Turks, be willing to take the blame for a fresh economic crisis?

The biggest threat of fundamentalism may be brewing in the south-east, where many unemployed Kurds, disillusioned by the government, the EU and the PKK alike, are turning to Islam. Turkish Hizbullah, a radical Islamic outfit that was tolerated by the authorities in the 1990s because its main targets were nationalist Kurds, but was later crushed, is re-organising throughout the south-east under new labels. Its influence is palpable in the shanty towns round Diyarbakir, where unemployed youths say that "Islam should rule the world."

Past experience suggests that repressive laws and a military crackdown cannot stamp out terrorism. If anything, they produce a steady stream of recruits. As Mr Erdoğan said in his groundbreaking speech in Diyarbakir last year, "more democracy" is the real answer. If combined with employment-generating investment, EU-inspired reforms could still attract millions of votes for Mr Erdoğan. And they remain the best guarantee against the generals' worst nightmare: the dismemberment of Atatürk's secular republic. ■

Special report Iran and the bomb

The Economist May 6th 2006



A government that thrives on defiance

TEHRAN

And a people who may not be quite so keen

A CONNOISSEUR of the vagaries of history, a benevolent patriot, a “peace-loving schoolteacher who has not, to date, done harm to anyone”. This is how Iran’s president, Mahmoud Ahmadinejad (above, in civvies), whose earlier broadsides against Israel have provoked comparisons to Hitler, cast himself at a recent press conference. From his ruminative performance, you might not have guessed that his country faces sanctions, and perhaps American military attacks, if it carries on with its nuclear programme in defiance of the United Nations Security Council. He declared himself unconcerned.

Mr Ahmadinejad does not decide Iran’s nuclear or foreign policies. These are in the hands of the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and his lieutenant at the top of the National Security Council, Ali Larijani, a political rival of the president’s. But Mr Ahmadinejad has gone out of his way to associate himself with Iran’s ambition to become a producer of nuclear fuel—an ambition that Iran insists it holds only to generate electricity, but which others fear will lead to bomb-making.

The president is a populist in all things and, unlike Mr Khamenei and Mr Larijani, answerable to Iran’s voters. Having struggled to fend off his domestic critics after coming to power last summer, Mr Ahma-

dinejad has learned to silence them by beating a nationalist drum. Hence his decision to talk up the nuclear issue at every turn, and to announce personally, on April 11th, that Iran had successfully enriched small quantities of uranium. Two weeks later, he declared, “Iran is a nuclear country. It has the full gamut of nuclear technology at its disposal.”

Even if Iran’s scientists find it a breeze to perfect and install the batteries of centrifuges they would need in order to enrich uranium industrially, it will be several years before their country has enough of the stuff to power a reactor—and between five and ten, in the opinion of America’s director of national intelligence, before it could make a bomb. Clearly, Iran is some way from being a “nuclear country”, but Mr Ahmadinejad has never been one to let facts get in the way of his mission to make Iranians feel strong and respected.

He has been greatly helped by the rise in oil prices—propelled, in part, by the worries about Iran. The country’s oil revenues for the Iranian year that ended in March were in the region of \$50 billion, nearly twice the figure of two years earlier. As long as world prices stay high, the Iranians know that the chances of their being punished with an oil embargo—which would push prices far higher—are virtually nil. By

playing down the prospect of lesser sanctions, and by emphasising the eagerness of China and some Asian countries to sell Iran machinery and consumer goods if European countries refuse to do so, officials are assiduously generating a sense of immunity from misfortune.

To reinforce it, the president has promised unprecedented spending on housing, public works and government bodies, such as the broadcasting authority, that propagate the official ideology. He has also ordered big public banks whose books are full of non-performing loans to lend generously, especially to ordinary citizens. With subsidies and controls, the president and members of parliament, who compete to be generous, have ensured that the prices of petrol, electricity and basic foods rise more slowly than inflation, if at all.

In general, Iranians approve of the nuclear programme, though not all believe official assertions that it is peaceful. As long as the programme threatens neither their wallets nor their security, their enthusiasm for it as an expression of national self-assertion, and their irritation at what they see as the duplicity of Western nuclear powers, are likely to endure. Indeed, from the huge numbers—almost half the population, according to the tourism ministry—that holidayed away from home over the Persian new year, and the lavish wedding parties held nightly in the capital’s smarter hotels, you might think Iranians are pretty cheerful about the future.

But that picture is incomplete. Look, for a corrective, to the private investors who fled the stockmarket last October, frightened by the furious reaction to the president’s suggestion that Israel should be ►►

► “wiped off the map”, and have yet to return in large numbers. These investors are cool towards the building industry, once-profitable but now in recession. Nor do they want to buy state enterprises: by its own admission, the government stands little chance of hitting its modest privatisation target. Instead, Iranians seem to prefer gold: the price of Iranian gold coins reached its highest level in over a decade last month, before the central bank’s intervention brought it down again. From fancy hillside stud farms to Tehran’s textile bazaar and scores of suburban estate agents, the refrain is identical: “The market is depressed.” The reason? “Politics.”

Split hairs, not atoms

That partly reflects the fact that the economic liberalisation nudged forward by Muhammad Khatami, Mr Ahmadinejad’s timidly liberalising predecessor, has been halted. But it also reflects rather greater worries about the current crisis than the government admits to. Indeed, if European and other countries do join America’s longstanding sanctions regime against Iran, it is far from clear that, in Mr Ahmadinejad’s words, these countries “will be more hurt than us”.

Some of Mr Ahmadinejad’s rivals certainly sound less sanguine. Akbar Hashemi Rafsanjani, a former president who lost to Mr Ahmadinejad in last year’s election, recently predicted that the diversion of the nuclear programme from its “natural course”, by which he meant the reference of Iran to the Security Council, would cause “lots of problems for us”. Mr Rafsanjani also mentioned another embarrassment that Iranian officials rarely bring up these days: Russia’s foot-dragging in completing the nuclear reactor that it has built for Iran at Bushehr, on the Gulf coast; that was due to be finished several years ago.

Mr Rafsanjani has long let it be known that he favours direct—though not necessarily declared—talks with America, aimed at settling all bilateral differences. The supreme leader’s views, however, are less easy to read. Having said that Iran would respond to American aggression by striking at the United States’ interests “anywhere in the world”, Mr Khamenei recently qualified that vow: Iran would not initiate a confrontation. Mr Larijani, for his part, has repeatedly asserted that Iran is open to the idea of talks. On April 30th, he spoke of Iran’s “readiness for agreement and accommodation”.

Over what? A history of Iranian overtures suggests that Iran would dangle concessions on its nuclear programme, its support for Arab groups that reject Israel’s right to exist, and common interests such as Iraq, in return for an end to American efforts to destabilise the Islamic republic and a plan to establish full economic relations. But President George Bush has repeatedly

shied away from talking to an Islamic theocracy that he detests—despite the urging, most recently, of the Republican head of the Senate’s Foreign Relations Committee. Instead, the Bush administration is committing new money and resources to promote opposition to Iran’s theocracy.

Recent contacts, or not-quite-contacts, between the two countries, seem to have gone nowhere. Since mid-April, when it emerged that Muhammad Nahavandian, a member of Iran’s National Security Council, was in America, his itinerary has been the subject of fevered speculation. Did he try to make contact with American officials? Was he rebuffed? The Iranians say he went there as an economist, at the invitation of American scholars, but that he also popped in to see Iran’s ambassador at the UN. The State Department has denied that Mr Nahavandian, who holds a green card, entered the country “for meetings with US government officials”.

Neither did anything come of a very public attempt to set up meetings in Baghdad between American and Iranian officials. Having been talked up last month, the putative negotiations, ostensibly aimed at stabilising Iraq, seem distant now that both sides have sulkily averred that they never really wanted to talk at all. Yet many, in Washington, DC, and Tehran, argue that America and Iran stand a better chance of resolving their differences over a table than through a megaphone.

Through the geopoliticking, some human-rights activists argue, the lot of normal Iranians is being ignored. Certainly, with parliament, the bureaucracy and the judiciary all in conservative hands, it is becoming harder to write critically of the government, let alone question the principles that underpin the Islamic republic. One such questioner, Ramin Jahanglo, an academic, was recently arrested as he tried to leave Iran to attend a seminar in

Brussels. As yet, however, the authorities show no consistent signs of a return to the violent enforcement of the strict public-morality laws that Iranians endured as recently as a decade ago.

The state’s reluctance to alienate the citizenry was recently exemplified by Rahim Safavi, the head of the ultra-ideological Revolutionary Guard. He warned members of the *baseej*, a national militia answerable to the Guard, not to “interfere in people’s lives...and ask for identification cards and rifle through CDs and cassettes”. This, in summary, is what the *baseej* was once known for.

In this time of uncertainty, the authorities see their job as that of managing public opinion. Military attacks might make it easier, since they would surely galvanise Iranians against the foreign aggressor. The impact of new sanctions is harder to assess. Mr Ahmadinejad’s pugnacious optimism, however, may soon be tested. ■



Unlike free speech

Dans le nord de l'Irak, le PKK fourbit ses armes contre l'Iran



MONT KANDIL (Irak), 6 mai 2006 (AFP) - 09h21 - Le chef militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Cemil "Cuma" Bayik, menace l'Iran de mener des opérations de guérilla en représailles d'incursions iraniennes au Kurdistan irakien.

"Nous avons le droit de lancer des attaques contre les forces iraniennes. Nous sommes les agressés. S'ils ne nous avaient pas attaqué, nous ne riposterions pas", assure Cemil Bayik dans un entretien à l'AFP.

Depuis l'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1999, Cemil Bayik, 51 ans, dirige sur le terrain le PKK, un mouvement d'inspiration socialiste engagé depuis plus de 20 ans dans la lutte contre l'Etat turc pour obtenir l'indépendance du sud-est anatolien à majorité kurde.

Mais les récents bombardements des positions du PKK en Irak par l'artillerie iranienne, qui ont tué trois combattants kurdes, pourraient entraîner une violente riposte contre l'Iran.

Dimanche dernier, Bagdad a accusé l'armée iranienne d'avoir pénétré de 5 km en territoire irakien et d'avoir bombardé les positions du PKK dans la région autonome du Kurdistan irakien, mais Téhéran s'est refusé à démentir ou confirmer ces informations.

Pour leur part, les combattants du PKK sont persuadés que l'Iran prépare une nouvelle série de bombardements et ils se préparent en conséquence.

"Nous ne pouvons pas nous permettre d'affronter l'armée iranienne dans une bataille rangée. Mais nous pouvons leur faire mal avec des raids de guérilla, avec nos Kalachnikov, nos lance-roquettes, nos mitrailleuses et nos mortiers", détaille Bayik.

Pour lui, les attaques iraniennes s'inscrivent dans le contexte de la crise nucléaire qui oppose la République islamique aux Etats-Unis.

"Les autorités iraniennes font tout ce qu'elles peuvent pour s'assurer que la Turquie ne sera pas aux côtés des Américains en cas d'attaque contre l'Iran", estime-t-il.

La Turquie, qui s'est félicitée des incursions iraniennes, a massé des troupes le long de sa frontière avec l'Irak dans le but affiché par les autorités de prévenir l'infiltration de rebelles du PKK, qui dispose de plusieurs camps dans le nord de l'Irak.

Ankara a demandé de longue date mais sans succès aux forces américaines de chasser d'Irak les combattants du PKK, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, dont elle estime le nombre à 5.000.

"Nous sommes moins nombreux que cela, mais je ne peux vous en dire plus, cela relève du secret militaire", sourit Bayik.

Pour lui, les attaques iraniennes s'inscrivent aussi dans le cadre de la lutte pour le contrôle de la ville irakienne de Kirkouk et sa région, riche en ressources pétrolières.

Les partis politiques kurdes irakiens réclament l'intégration de Kirkouk dans le Kurdistan et le retour de ses habitants kurdes, expulsés par l'ancien dictateur Saddam Hussein dans le cadre de sa politique d'arabisation de la ville.

"Si les Kurdes en viennent à affronter les Arabes à propos de Kirkouk, nous nous battons à leurs côtés (auprès des Kurdes, ndr)", a déclaré Bayik, jugeant un tel conflit "possible".

Une telle fraternité d'armes ne semble guère émouvoir les autorités du Kurdistan autonome, qui ont demandé vendredi au PKK de ne pas utiliser le territoire irakien pour lancer des attaques contre les pays voisins.

"Nous comprenons qu'ils souhaitent conserver de bonnes relations avec l'Iran et la Turquie, mais cela ne doit pas pour autant se faire au détriment de la nation kurde. Ils doivent penser à l'ensemble du Kurdistan", répond-il, en référence à l'Etat virtuel que souhaitent bâtir les nationalistes kurdes, en rassemblant les populations kurdes d'Iran, d'Irak, de Turquie et de Syrie.

Quinze ans après avoir acquis son autonomie, le Kurdistan irakien est unifié



BAGDAD (Irak), 7 mai 2006 (AFP) - 14h13 - Quinze ans après avoir acquis son autonomie vis à vis de Bagdad, à l'issue de la première guerre du Golfe, le Kurdistan irakien a unifié dimanche son administration, scellant la réconciliation des deux partis kurdes historiques.

Longtemps, ils se sont déchirés avec l'appui complaisant de Saddam Hussein ou de Téhéran: Jalal Talabani et Massoud Barzani ont signé dimanche un accord prévoyant la mise en place d'une seule administration dans les trois provinces du Kurdistan, dans le nord de l'Irak.

Le Parlement kurde élu pour quatre ans le 30 janvier 2005 a voté, à l'unanimité, la formation d'un unique gouvernement pour le Kurdistan. Vingt-sept ministères ont été créés, dont 11 ont été confiés à l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), 11 au PDK (Parti démocratique du Kurdistan), et cinq à différentes forces politiques et groupes confessionnels.

"C'est un jour historique, où le Kurdistan nous donne un exemple de l'unité et de la prospérité", a affirmé le vice-président irakien, le chiite Adel Abdel Mehdi.

"A ceux qui ont peur que le Kurdistan soit fort, je réponds que si le Kurdistan est fort, c'est l'Irak qui est fort, si le Kurdistan est unifié, c'est l'Irak qui est unifié", a-t-il ajouté.

Un telle unification n'allait cependant pas de soi: auparavant, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani régnait sans partage sur les provinces de Dohouk et d'Erbil, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Talabani s'étant adjugé la province de Souleimaniyah, la plus à l'ouest.

Si la région autonome est ainsi divisée dans les faits depuis 1991, la rivalité entre les deux responsables kurdes est bien plus ancienne.

Massoud Barzani est l'héritier du leader historique de la cause kurde en Irak, Moustapha Barzani, mort en 1979. Ancien militant du PDK, Jalal Talabani, 73 ans, l'a quitté en 1975 pour fonder l'UPK, réputée plus à gauche.

Leur combat s'inscrit dans la revendication d'un Etat avec une culture, une histoire et une langue, d'origine indo-européenne, communes, portée dès le milieu des années 1960 par des nationalistes kurdes.

Un désir d'indépendance qui provoque une réaction meurtrière de la part des autorités de Bagdad, qui dès les années 1970 déplacent de force des populations kurdes, menant une politique d'arabisation qui provoque en retour une guérilla kurde dans les montagnes.

En 1988, alors que la guerre contre l'Iran touche à sa fin, Saddam Hussein lance les campagnes de terreur baptisées Anfal ("butin", du nom d'une sourate du Coran) qui font plus de 100.000 morts au Kurdistan et bombarde à l'arme chimique la ville martyre de Halabja (5.000 morts).

Alors qu'une coalition internationale sous commandement américain défait les troupes irakiennes au Koweït en 1991, les peshmerga se soulèvent à nouveau, provoquant une brutale répression qui conduit l'Occident à instaurer une zone de protection de la région, devenue de facto autonome.

"Je rends hommage aux sacrifices consentis par le peuple kurde, le peuple irakien, et les peshmergas, pour créer un état libre en Irak après la chute du régime dictatorial de Saddam Hussein", a déclaré l'ambassadeur américain, Zalmay Khalilzad.

Après l'invasion américaine de l'Irak en mars 2003, les deux frères ennemis kurdes ont réalisé qu'unis, ils représentaient une force considérable, les Kurdes représentant près de 20% de la population irakienne.

Ainsi, en avril 2005, Massoud Barzani, qui revêt toujours l'habit traditionnel kurde, devient président du Kurdistan autonome, tandis que Jalal Talabani, adepte du costume-cravate, est élu président de l'Irak.

Mais l'émergence d'une seule administration dans la région ne va pas sans arrière-pensées. "Nous allons maintenant travailler pour pouvoir intégrer dans le Kurdistan les territoires kurdes qui n'en font pas aujourd'hui parti", a affirmé dimanche le nouveau Premier ministre kurde Nichirvan Barzani, neveu de Massoud Barzani.

Des propos qui font clairement référence à Kirkouk, ville située au sud de la zone autonome, au coeur d'une région riche en pétrole, et disputée entre Kurdes, Arabes et Turcomans.

Premier pas vers un Kurdistan unifié

Les Etats voisins voient d'un mauvais œil ces nouvelles revendications.

LE PREMIER gouvernement unifié du Kurdistan d'Irak a été investi, le 7 mai, par un vote unanime du Parlement de cette région épargnée par les violences irakiennes mais qui souffrait de sa partition administrative. « *Nous allons récupérer pacifiquement, démocratiquement, en vertu de la Constitution de l'Irak, les droits qui nous furent arrachés à Mendali, Khanaqin, Kirkouk, Makhmour, Chekhan et Sindjar* », a déclaré le nouveau premier ministre, Nechirvan Barzani. Ce neveu du président du Kurdistan, Massoud Barzani, a ainsi rappelé que la cité pétrolière de Kirkouk n'était pas la seule revendiquée par les Kurdes au sud de leur région, autonome depuis 1991.

Cette revendication, rejetée par la plupart des sunnites d'Irak et une partie des chiïtes, est l'une des raisons ayant obligé Massoud Barzani et Jalal Talabani, le président de l'Irak, à unifier leurs administrations, surmontant ainsi des décennies de rivalité. L'autre explication tient à l'exaspération de leurs électeurs face à une division perpétuant les traditions de clientélisme. Les postes les plus sensibles restent cependant dédoublés entre membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) des Barzani, qui règne à Arbil et Dohouk, et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Talabani, maître à Souleimaniyé.

« *A ceux qui ont peur que le Kurdistan soit fort ou unifié, je dis que c'est une condition pour que l'Irak soit fort et unifié* », a dit le vice-président (chiïte) irakien, Adel Abdelmahdi, venu à Arbil, de même que l'ambassadeur des Etats-Unis.

Outre une partie des Irakiens, la

Turquie, l'Iran et la Syrie nourrissent une telle crainte à cause de leurs propres minorités kurdes, susceptibles d'être inspirées par la quasi-indépendance des Kurdes d'Irak. Ces dernières semaines, les chiïtes irakiens de Moqtada Al-Sadr ont ainsi envoyé des hommes à Kirkouk. La Turquie et l'Iran ont massé des troupes aux frontières du Kurdistan d'Irak.

Ankara dispose déjà de forces basées quelques kilomètres à l'intérieur de l'Irak, mais assure qu'elles n'ont pas d'activités contre les rebelles kurdes (de Turquie) du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) réfugiés en Irak. L'Iran, en revanche, a mené contre le PKK des incursions et des tirs d'artillerie. Le but, dit-on, est de séduire la Turquie et d'empêcher qu'elle ne s'aligne sur les Etats-Unis au moment où le ton monte entre Washington et Téhéran.

SOPHIE SHIHAB

Le procès tronqué de militaires turcs accusés d'un attentat antikurde

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

La justice turque est-elle capable de juger équitablement des crimes commis par l'armée dans sa lutte contre les séparatistes kurdes ? « *Il ne faut pas rêver* », a déclaré un député turc, vendredi 5 mai, au deuxième jour du procès dit « *de Semdinli* », du nom d'une affaire qui déchaîne les passions depuis six mois en Turquie.

Le gouvernement du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, sur la lancée des réformes engagées pour soutenir la candidature d'Ankara à l'entrée dans l'Union européenne, avait en effet promis de « *faire toute la lumière* » sur un attentat commis le 9 novembre 2005 dans une librairie kurde de Semdinli, petite localité proche de l'Iran.

Les activistes kurdes dénombrent plus d'un millier d'assassinats dans la région, depuis 1991, dont les auteurs restent « *inconnus* ». Mais à Semdinli, les trois responsables présumés de l'attentat ont été rattrapés par la foule alors qu'ils tentaient de fuir dans une voiture officielle contenant des armes, une carte localisant la librairie, une liste d'opposants et... leurs papiers d'identité. Il est apparu qu'ils appartenaient au service « *renseignement et action* » de la « *jandarma* », la police militaire (Jitem).

L'attentat a fait un mort et plusieurs blessés. La répression des émeutes qui ont suivi en a fait d'autres. Une enquête a été ouverte, des commissions parlementaires formées. Pour certains médias, des faucons de l'armée, hostiles à un gouvernement qu'ils qualifient d'« *islamiste* », ont voulu enflammer la région pour amener un durcissement des militaires et stopper ainsi la marche de la Turquie vers l'Europe.

Perçu comme chef de file de ces « *faucons* », le numéro deux de l'armée, le général Yasar Büyükanit, a jeté de l'huile sur le feu en déclarant qu'un des trois accusés, Ali Kaya, était « *un bon garçon* ». Et le nom du général a fini par apparaître dans l'acte d'accusation qui a filtré dans la presse. Il aurait créé dans le sud-est du pays une « *organisation clandestine criminelle* » chargée des « *coups tordus* » du type de celui de Semdinli. Les kémalistes ont accusé le gouvernement d'avoir poussé le procureur chargé du dossier à incriminer le général pour l'empêcher de prendre la tête de l'armée en août, comme prévu. L'armée elle-même a fini par réagir, refusant la comparution du général devant un tribunal civil et accusant le procureur d'avoir outrepassé ses compétences.

Le gouvernement a dû faire marche arrière. La non-confidentialité du dossier

a été mise en avant et le procureur a été radié par le Conseil de la magistrature local, soumis au ministère de la justice. Le tollé dans la presse n'y a rien changé. Le procès des gendarmes s'est ouvert, jeudi, avec un nouveau procureur. Et le juge n'a lu qu'un dixième de l'acte d'accusation, omettant toutes les pages où des noms de militaires étaient cités. C'est ce qu'ont rapporté les journalistes, au nombre de cinq seulement, admis dans une salle trop petite, où Amnesty International n'a pas non plus pu prendre place. Le principal accusé, Ali Kaya, a plaidé l'innocence de son groupe, imputant l'attentat à un « *terroriste kurde* » qui aurait monté une provocation après avoir eu vent de leur « *mission de collecte de renseignements à la librairie* »... « *Ni l'armée, ni la police, ni les forces de sécurité, ni la mafia ne sont impliquées* », a-t-il affirmé. ■

SOPHIE SHIHAB

Le Monde

Dimanche 7 - Lundi 8 mai 2006

LE FIGARO mercredi 10 mai 2006

Les intérêts français menacés en Turquie

BOYCOTT

L'examen prévu le 18 mai à l'Assemblée nationale d'un texte de loi punissant la négation du génocide arménien soulève la colère d'Ankara.

Istanbul

LES INTÉRÊTS économiques français se retrouvent otages d'un bras de fer diplomatique engagé par la Turquie contre Paris. Deux propositions de loi qui visent à pénaliser la négation du génocide arménien, examinées à l'Assemblée nationale le 18 mai, ont en effet déclenché la colère d'Ankara. La Turquie multiplie les pressions pour tenter d'empêcher ce vote et contre-attaque sur tous les fronts : l'ambassadeur turc à Paris a été rappelé en début de semaine pour « consultations » et les menaces de représailles contre les entreprises françaises en cas d'adoption de ce texte sont clairement évoquées par les responsables politiques.

Hier après-midi, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a convoqué les représentants de grandes entreprises françaises installées dans le pays pour évoquer le problème. Le week-end dernier, Mehmet Dulger, le président de la commission des affaires étrangères au Parlement turc, a annoncé qu'un boycott des produits français était envisageable, de même que la mise à l'écart de la France dans les procédures d'appels d'offres.

Un appel au boycott des marchandises françaises circule déjà sur Internet et dans les ministères : Axa, Danone, L'Oréal, Renault, Lafarge et toutes les marques présentes en Turquie apparaissent sur cette liste rouge. Par ailleurs, les médias turcs passent d'ores et déjà en revue les appels d'offres les plus sensibles dont les Français pourraient être évincés. Areva qui convoite la construction de la première centrale nucléaire turque est menacé au premier chef. Un groupe canadien a déjà été exclu de la liste des candidats, Ankara n'ayant pas apprécié les déclarations du premier ministre sur le génocide arménien.

Ankara veut frapper fort

Face à la détermination turque, le président de la chambre de commerce franco-turque ne cache pas son inquiétude pour les 250 entreprises françaises déjà implantées là-bas et pour les exportations vers la Turquie. Elles ont atteint 4,7 milliards d'euros l'an dernier. « Les échanges entre les deux pays subiraient des dommages irréparables », estime Raphaël Eposito. Lundi, la chambre de commerce a même adressé une lettre ouverte à Jacques Chirac pour lui faire part du « préjudice irrémédiable » que provoquerait la loi. Même constat de la part du directeur de Carrefour, Luc de Noirmont : « Les députés français ne soupçonnent pas à quel point le sujet est sensible en Turquie. Ils sous-estiment totale-



Renault fait partie des entreprises françaises concernées par l'appel au boycott qui circule sur Internet et dans les ministères. Meigneux/Sipa

Paris, cinquième fournisseur du pays

■ Avec 4,7 milliards d'euros d'exportations l'an dernier, la France a cédé sa place de 4^e fournisseur de la Turquie à la Chine, qui se classe elle-même derrière l'Allemagne, la Russie et l'Italie. La part de marché française est passée de 6,4 % en 2004 à 5,1 % en 2005. Cette baisse est due

au « tassement des ventes d'automobiles sur le marché intérieur turc, en raison de l'achèvement du renouvellement accéléré du parc automobile de ce pays » depuis deux ans, conjugué à une hausse des taxes sur ce type de biens, selon le ministère français de l'Economie.

ment les répercussions de cette loi, irresponsable sur le plan économique. »

En 2001, la loi votée par la France et qui reconnaissait le génocide arménien avait déjà pénalisé les entreprises nationales : des contrats avec Thomson et Alcatel avaient été annulés ; les PME avaient subi de multiples tracasseries administratives, de même que Peugeot ou Danone. Et des entre-

prises turques avaient stoppé leurs importations de France... Mais la crise économique avait finalement fait passer ces mesures de rétorsion au second plan. Le contexte diffère totalement en 2006. Enhardie par sa forte croissance, la Turquie est bien décidée à frapper fort.

JEANNE LHOSTE

L'Iran bombarde les bases du PKK au Kurdistan

LES FORCES armées iraniennes ont bombardé, lundi 1^{er} mai, des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans le nord de l'Irak, pour la deuxième journée consécutive, contraignant à la fuite des dizaines de familles. Les Iraniens ont concentré leurs tirs sur des positions situées à proximité des villages de Laradou, Roushga et Qalaa Touka, à quelque 190 km au nord de la ville de Souleimaniyé.

Aref Rushdie, un responsable de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), a indiqué que les bombardements iraniens ont continué, lundi, près de Rania et sur les villages alentour au Kurdistan, proche de la frontière iranienne, et a estimé que ces opérations militaires étaient vraisemblablement le résultat d'une coordination entre les forces turques et iraniennes. La Turquie a massé près

de 200 000 hommes à la frontière avec l'Irak pour lutter contre les infiltrations de membres du PKK. Dimanche 30 avril, le ministère irakien de la défense a accusé l'Irak d'avoir pénétré de 5 km à l'intérieur du territoire irakien, près de Haj Omran, dans la province d'Erbil. Le porte-parole du gouvernement iranien, Gholam Hossein Elham, a démenti cette intrusion.

Dimanche, le quotidien iranien *Kayhan* a affirmé que quatre soldats iraniens avaient été tués dans la région de Mahabad, à la frontière avec l'Irak et la Turquie, lors d'affrontements avec des « forces contre-révolutionnaires ». Le groupe kurde iranien Pejak (Parti pour une vie libre), lié au PKK, a reconnu, vendredi, avoir causé la mort de quatre soldats iraniens.

A Bagdad, les représentants

des coalitions chiites et sunnites sont parvenus à un accord sur la répartition des principaux ministères, selon un membre de l'Alliance unifiée irakienne (AUI), la coalition chiite qui a remporté les élections du 15 décembre 2005. Ceux de l'intérieur et de la défense, considérés comme les plus sensibles, auraient été attribués sans que l'on connaisse encore l'identité des titulaires. Le nouveau gouvernement pourrait être présenté au Parlement le 9 ou le 10 mai.

Trois ans après que George Bush a annoncé, le 1^{er} mai 2003, sur le porte-avions *Abraham-Lincoln*, la fin des opérations militaires devant une banderole « *Mission accomplie* », le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan, a déclaré : « *Nous sommes sur le chemin de la mission accomplie et de la victoire.* » ■ (AFP.)

Les Kurdes irakiens jouent la carte de l'unité

MOYEN-ORIENT

Le Kurdistan irakien s'est doté hier de son premier gouvernement unifié depuis l'autonomie accordée à la province en 1992.

De notre envoyé spécial à Erbil (Irak)

LA PROVINCE AUTONOME du Kurdistan irakien a coiffé sur le fil Bagdad dans la course de marathon à la formation des gouvernements en Irak. Elle s'est offert, après quatorze ans de quasi-indépendance, son premier gouvernement kurde unifié, quelques jours avant l'annonce du nouveau cabinet irakien.

Si le gouvernement de Bagdad est attendu depuis les législatives de décembre, celui d'Erbil était en gestation depuis février 2005.

Il a fallu en effet plus d'un an pour sceller la réconciliation entre les frères ennemis du PPK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani, l'actuel président du Kurdistan autonome, et de l'UPK (Union populaire

du Kurdistan) de Jalal Talabani, l'actuel président de la République irakienne. Séparés administrativement et politiquement

de Bagdad depuis 1992, les clans Barjani et Talabani s'étaient disputé le pouvoir par les armes.

En 1998, à la fin des affrontements entre pechmergas, les combattants kurdes, le territoire s'est trouvé coupé en deux : au sud, le PDK et sa capitale Erbil où siège le Parlement unique, au nord, l'UPK et sa capitale Sulamaniya.

Aujourd'hui encore, la séparation a des conséquences absurdes, telle l'impossibilité de téléphoner par portable d'un secteur à l'autre, les deux réseaux n'étant pas compatibles. Le consensus dégagé pour bâtir une équipe autour du premier ministre PDK, Nechirvan Barzani, est le fruit de marchandages laborieux.

Mieux atteindre l'objectif commun

Le PDK obtient les portefeuilles de l'Intérieur et de la Justice, l'UPK dispose de la Défense et des Finances. Les ministres de domaines régaliens sont flan-

qués d'un adjoint de l'autre camp chargé durant un an d'harmoniser le processus d'unification.

Chaque clan a accepté des concessions pour imposer l'image d'un Kurdistan fort, mais les leaders ont suspendu leurs interminables querelles uniquement par pragmatisme.

Le rapprochement est destiné à lever l'obstacle de la division pour mieux atteindre l'objectif commun : le passage sous le giron du Kurdistan de la ville de Kirkouk, considéré par les Kurdes comme leur capitale historique. Un référendum sur le rattachement de la cité pétrolière prévu en 2007 ne devrait être qu'une formalité.

Le retour de réfugiés de Kirkouk sous Saddam, conjugué au départ d'habitants arabes, devrait donner la victoire aux partisans de l'annexion. « *L'unification permettra de remettre plus facilement Kirkouk dans nos bras* », a confirmé hier, Adnan Mufti (UPK) le président du Parlement.

L'accord gouvernemental renforce également le poids des Kurdes face aux pôles chiites et sunnites.

Récemment, les Kurdes ont joué un rôle de médiateurs dans la recherche d'un nouvel équilibre entre les communautés irakiennes alors que les tensions sont à leur comble. Ils se sont faits les champions de l'unité du pays dans l'espoir d'en tirer les dividendes lorsque le pouvoir central devra se prononcer sur la cession de Kirkouk.

THIERRY OBERLÉ

LE FIGARO

8 mai 2006

It took 42 members to finally form a Kurdish cabinet

By Mohammed A. Salih
Globe Correspondent

Irbil- As the new prime minister utters the last words of his oath of office; the crowd burst into a long applaud. This might be an ordinary scene in many countries around the world, but for Kurds it is highly otherwise. Here is Kurdistan Parliament's (KP) building in Irbil, 12 years after the breakout of the first round of civil war between the two rival parties of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). This time, the leaderships of the two parties are gathered not to wrangle but to declare an end to a long chapter of conflict and division in the recent history of Kurds. The prime minister finally announces the formation of Kurdistan Region's unified cabinet.

"This is the beginning of a new stage in our political struggle to form a broad-based and inclusive government," says Fuad Baban, a Kurdish MP.

The merging of the Kurdish government ends years of the separate administration of the region by the KDP and the PUK. The new cabinet includes 40 ministers, nine of whom are without portfolio known as ministers of region. It comprises representatives of all the ethnic and religious

groups of Kurdistan.

The four ministries of interior, justice, finance and peshmarga will be run by two ministers. The first two ministries will be held by the KDP and the latter two by the PUK. These four ministries are also to combine after six months. The current prime minister is from KDP but after two years the post will shift to the PUK.

The creation of the unified Kurdish government comes at a time that public dissatisfaction with the government's functioning is higher than ever. Demonstrations across the region have increased demanding more services and accountability from the government.

"I am not personally optimistic about this government's success. The high number of cabinet posts shows that they only care about more power and more seats," says Mustafa Rauf, a taxi driver in Irbil.

Observers believe the road head of the new government is bumpy and challenges are serious. The government has, on its part, a comprehensive program to address people's needs.

"Caring about our citizens without discrimination, protecting each and everyone, providing equal opportunities to all, ... and commitment to the rule

of law and individual and collective freedom are the main guiding themes of this cabinet," says Nechirvan Barzani, PM of Kurdistan Regional Government (KRG), in his address to the parliamentarians as well as Iraqi and foreign dignitaries.

When the first government of Kurdistan was formed back in 1992, only a few guests attended the ceremony. It was when Kurdistan was an isolated island in Iraq with limited links to the outside world. But, this time, three years after the fall of Saddam's regime, foreign and Iraqi officials swarmed the parliament's meeting hall.

Baban regards this as a "recognition of Kurds' entity, their power and status in the soon-to-be-formed Iraqi government."

On their part, Iraqi politicians did not hesitate to admit this. "When Kurdistan is strong, the whole Iraq is strong, and when Kurdistan is unified, the whole Iraq is unified," says Shiite Arab Vice-President Adel Abdul-Mahdi in his speech to the MPs and politicians.

While the formation of the government is generally welcomed, many critics point fingers at the large number of cabinet members and consider this an "unhealthy thing".

This current structure of

the Kurdish cabinet makes it even bigger than the Canadian one with its only 27 members.

"Iraq and Kurdistan are now passing through a sensitive situation, and the number of ministers has increased in order to satisfy all the sectarian, ethnic and political groups," says Mohammed Haji Mahmoud, a minister of region in the new KRG and head of the Kurdistan Socialist Democratic Party. Like many others he acknowledges that a cabinet of 42 members is too big to run a small region like that of Kurdistan, with an estimated population of four million.

The MPs complain they did not know the names of party candidates for ministerial posts until two days before the unification date. That raised doubts if the MPs had really investigated into the ministers' profiles and assessed their abilities.

"What is important in my opinion is the program of the government rather than the ministers themselves," Nouri Talabani, an independent MP tells the Globe. All the 42 members of the cabinet were approved by the 105 parliamentarians with only a few "nay" votes for some nominees.

The separate governing of the region in the last decade has left a legacy of different and, even in some cases, conflicting laws and instructions. To work together, this challenge must be overcome. "There must be a program to unify the different laws, and a range of other different things, that were implemented by the two separate administrations over the past ten years, in the future," adds Mahmoud.

With the new government in place, expectations regarding the performance of that government also rise. They are calling for reforms in the KRG institutions "in order to bring about efficiency and eliminate corruption".

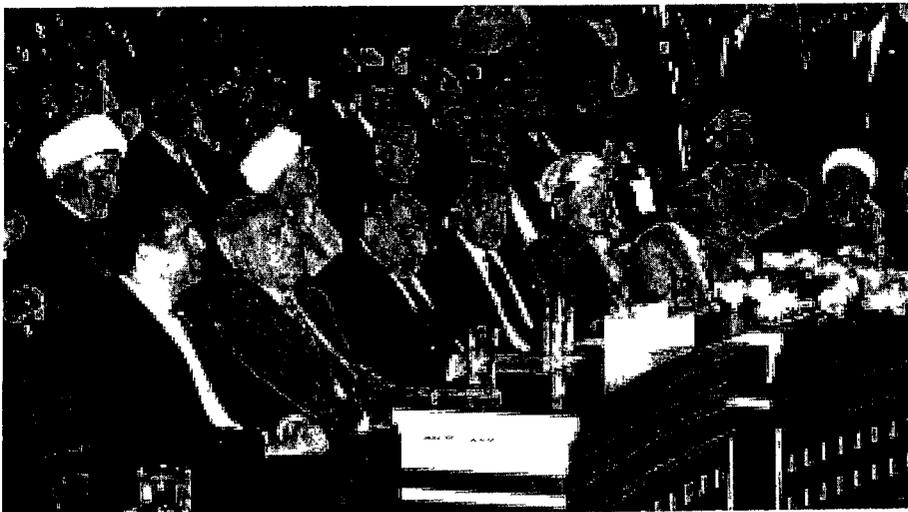
"The new KRG must work to provide services of the basic life, emancipate government from party control and work in the interest of the people," says Amjad Asad Salih, 30, an agricultural engineer from the township of Darbandikhan, south of Suleimaniya. His salary is 204,000 Iraqi Dinars (\$140 US) and believes "current salaries are in the interest of the officials and not ordinary employers' or university graduates".

Nonetheless, Amjad has not lost faith in the new government.

"Despite all this, I am optimistic and have hope that the new government will be more effective since there are calls outside those parties for reform," he concludes.

GLOBE

May9, 2006 - No. 56



Kurdish Prime Minister and his deputy, Omer Fetah listening on as ministers are being sworn in, Irbil Sunday, May 7, 2006. It was clear by the end of yesterday that the cabinet includes several ministers from minor parties. GLOBE PHOTO/Azad Lashkri.

Kurdistan Democratic Party of Iran fights for regime change

By Mina Al-Oraibi
Al Sharqul Awsat

Regime change in Iran is necessary for the Kurds to obtain their rights, according to the Kurdistan Democratic Party of Iran.

The Kurdish opposition group, led by Mustafa Hedjri, has intensified its activities in recent months, as Tehran is increasingly under international pressure because of its nuclear program.

As part of its campaign against the Iranian regime, officials visited European capitals last week, including London, where they sought to publicize their concerns.

Asharq al Awsat met Secretary-General Hedjri who said Europe "Unfortunately, cares more about

its interests in Iran and not the rights of the Kurds." On the use of armed force to oust the current regime in Tehran, Hedjri said, "All means, with the exception of terrorism are permitted to achieve this objective. But, for the time being, we have not engaged in armed confrontation."

With Iraqi officials accusing Iran of bombing Kurdish targets inside their territory, the Kurdish leader said, "According to the information at our disposal, Iran and Turkey have mobilized their troops on the border with Iraqi Kurdistan but we don't have details about the number of troops."

Tehran and Ankara, Hedjri added, both target the Kurdistan Workers' Party (PKK) and its leadership in Turkey. "The two

countries have been coordinating their operations against the PKK for some time and were waiting for the climate to improve in order to carry out this military operation because the mountainous terrain makes it difficult during winter."

On his party's relations with the PKK, banned in Turkey, the Kurdish leader said, "We have no relations with them. They are not close to us. They operate on the other side of the border."

As long as the clerics remained in power in Iran, Hedjri said, minorities will not be granted their full rights. This, he added, is why regime change was a priority for the Kurdish

group. "If the US and Europe ascertain that Iran has nuclear weapons, they will change the regime in Tehran."

"The Islamic Republic approaches the issue of minority from a security angle only. All those who demand their rights are accused of being agents of the US and Israel. Since the Kurds in Iraq obtained some of their rights, the Iranian regime has tightened its control

over us."

Hedjri revealed that his party had forged an alliance with seven other groups who representing minorities in Iran, including the Baluchs and Arabs in Ahvaz, the Trukomen and Azeris.

Outlining his plan to visit the US, where he hoped to meet with administration officials, Hedjri expressed

hope "the US would offer its support in order for us to obtain our rights" but indicated he was not aware of "the details of US plans to finance programs to spread democracy in Iran."

"Our party has worked for 60 years to support our people but it is only natural we ask for assistance from other democratic countries. European countries care more about their national and commercial interests than human rights in Iran".

However, with the election of conservative Mahmoud Ahmadinejad, "it is crucially to discuss human rights violation, especially given the human rights abuses during his reign."

The Globe

PKK warns Iran against bombing its bases in Iraqi Kurdistan

The Kurdistan Workers Party (PKK) has warned Iran of unauthorized bombing of its bases inside Iraq, reiterating that the party is well determined to move its confrontation to Iran if its strongholds in Iraq were to be shelled again.

Two PKK members were killed and ten more wounded on April 20 as a result of Iranian forces raiding their whereabouts inside Iraq, revealed the party whose members are believed to have settled

in the mountainous areas at the Iraqi border since 1999, the year in which Party Leader Abdullah Ocalan was captured. Ocalan is still being held

imprisoned behind Turkish bars on an island south of Istanbul.

Neither the Iraqi nor the Iranian authorities have confirmed or admitted the April 20 attack on PKK bases inside of Iraq. "There seems to be a strategic agreement between Iran and Turkey to shell our positions," said Rostam Judy, an of-

ficial from the PKK at his office in Inzi Area located at the Iran-Iraq borderline, 130km north of the Kurdish Iraq city of Suleimaniya. "It has been a while that Iran has started to coordinate with Turkey, in order to deploy the crowd of its systemized forces along the borderlines," added the official from PKK.

"The crowd of Iranian forces on the border is inexcusable since our armed struggle which is totally in self-defense takes place between the fighters of our party

and Turkish forces inside Turkey and not on the Iran-Turkey borderlines" Further said the official warning Iran of any repeated aggression

on their positions inside Iraq.

"For more than a year, our party suffers arrests and aggressions by Iran" Said Mizgin Jowdet, a female fighter of the party from the Syrian part of Kurdistan who joined PKK beginning nineties and worked as a personal guard to Ocalan.

The Globe

KURDISTAN

Turkey embraces 'hot pursuit' in northern Iraq.

Dangerous Passage

BY OWEN MATTHEWS

Could another front be opening in the Iraq war? Over recent weeks, some 200,000 Turkish troops, backed by tanks and helicopter gunships, have massed along the mountainous border with Iraq. Trucks passing from Turkey, ferrying the imported goods and foodstuffs that are the lifeblood of the Kurdish economy, have slowed from 1,000 a day to just a couple of hundred. The Turkish military says its troops are there only to prevent armed insurgents of the Kurdish PKK rebel group from crossing into Turkey from their bases on Iraq's Kandil Mountain. But last week, according to angry Foreign Ministry officials in Baghdad, Turkish commandos briefly crossed 15 kilometers into Iraqi territory in pursuit of PKK rebels—a move that could signal dangerous new frictions to come.

Compared with the rest of the country, Iraqi Kurdistan has been a haven of stability—still subject to insurgent bombings, but generally free of the kind of sectarian violence that has racked Baghdad and other major cities in recent weeks. But tensions are rising. Shia militiamen from Moqtada al-Sadr's Mahdi Army have begun moving into oil-rich Kirkuk, claimed as part of Kurdistan. In neighboring Iran last month some 10,000 troops attacked PKK-affiliated rebels who defy Tehran's rule in the region. And the Turks have grown increasingly frustrated with the 5,000 guerrillas holed up at Kandil. Over the

last two months, the PKK and its political affiliates have stepped up violence inside Turkey to levels not seen in a decade. At least eight government troops were killed in a series of ambushes in Turkey's south-east; two bombs linked to the PKK were planted in Istanbul and, last month, 14 civilians were killed as Kurdish cities all over the southeast erupted in violence.

Ankara is losing patience with the United States, which has promised to deal with the PKK problem. Last week Gen. Hilmi Ozkok, chief of the politically powerful General Staff, claimed that Turkey had the right to defend itself under the United Nations Charter, hinting strongly that the military was seriously considering hot-pursuit cross-border raids. (Before Saddam was toppled in 2003, Turkish troops used to cross the border regularly chasing the PKK, often with the connivance of local Iraqi Kurdish groups which had their own differences with the PKK.) And Turkish Foreign Minister Abdullah Gul told U.S. Secretary of State Condoleezza Rice, in Ankara last week to try to defuse the crisis, that "we expect the U.S. to do more and to be more active." In reply, Rice warned that any cross-border operations would have "a destabilizing effect" on Iraq's fragile security.

Washington is caught between two allies—NATO member Turkey, its closest friend in the Muslim world, and the Iraqi Kurds, its closest ally within Iraq. By rights, of course, dealing with the PKK "should be the responsibility of the Iraqi government," as a senior Iraqi official puts it, not wishing to speak publicly on security matters. "We will not allow any PKK attacks on [Turkey] from our soil. But the limits on the central

government are obvious. According to one U.S. official, also not wishing to be quoted on such a sensitive topic, Washington has been trying to pressure Iraq's Kurds to crack down on the PKK themselves, before Ankara steps up its campaign. U.S. Ambassador Zalmay Khalilzad has several points of leverage. One is that the Kurds are desperate to have a more or less permanent American military base on their territory as insurance against a future anti-Kurdish regime in Baghdad. Another is that the Kurds will need U.S. help to contain any Shia designs on oil-rich Kirkuk. Also, they need Washington's support in any deal on the parceling out of the country's future oil revenues.

So, the big question is why the Iraqi Kurds aren't cracking down on the PKK insurgents, with whom, after all, they once used to clash. One reason is that, under Saddam, the precarious autonomy of Iraq's Kurds was largely dependent on the good will of Ankara. That was ample incentive to keep the PKK in check. But today, Iraqi Kurds are much more confident. For the first time, they have their own nation in all but name—and are thus more willing to support the nationalistic aspirations of their 14 million countrymen living in Turkey. In words widely interpreted in Ankara as a veiled threat to support a Kurdish insurgency inside Turkey if the cross-border raids continue, Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Regional Government, warned last week that if Turkey tries "to stop our people from profiting or progressing," then Turkey's own "stability and security" would suffer. That kind of talk is likely to reinforce Turkey's determination to stamp out the PKK once and for all—and take their war inside Iraq if necessary.

With SAMI KOHEN in Istanbul, JOHN BARRY in Washington and SCOTT JOHNSON in Baghdad



Newsweek

MAY 8, 2006

POISED FOR A CRACKDOWN: Turkish police put down Kurdish riots in March and are ready to do so again

LE FIGARO

10 mai 2006

La grande ambition des Kurdes d'Irak



De jeunes Kurdes célèbrent le Norouz, Nouvel An perse, en 2004. Si l'Irak éclate, le pétrole assurerait la richesse d'un Kurdistan indépendant. Et pour les Kurdes, la cité de Kirkouk est un rêve dans lequel les Arabes n'ont pas leur place. M. Sezer/AP

Les clivages interethniques s'accroissent à Kirkouk, la cité pétrolière irakienne que les Kurdes ont prévu de rattacher à leur province autonome en 2007.

De notre envoyé spécial à Kirkouk (Irak)

Saman est mort dans sa voiture sur la route de l'aéroport, tué par une bombe dissimulée sur le bas-côté. Un éclat lui a perforé la gorge. Le jeune ingénieur était sous contrat avec les forces américaines. Ses employeurs lui ont décerné, à titre posthume, un certificat de gratitude pour avoir contribué à la reconstruction de Kirkouk. Le document est paraphé par le général Michaël L. Oates, commandant de la 101^e division aéroportée. « Ils ont donné ce bout de papier et l'ont oublié, ils s'en foutent », commente son père, Farhat.

Dans une autre vie, Farhat était directeur général régional de l'irrigation. Il a été renvoyé de son poste en 1977 car il était Kurde. C'est aujourd'hui un garagiste prospère. Le jour des obsèques de Saman, Farhat a découragé un vieil ami arabe de venir assister aux funérailles. « C'était risqué pour lui », se justifie-t-il en bleu de travail, taché de cambouis, dans le jardin de sa villa au gazon anglais entretenu avec soin. Une amie arabe a, elle aussi, cessé de rendre visite à sa femme après des pressions du voisinage. Fataliste, Farhat considère qu'il faut couper les ponts interethniques. « N'allez pas voir ce fils de chien », lance-t-il pour décourager le visiteur de se rendre chez un ex-baasiste des environs.

A Kirkouk, les dernières passerelles entre Kurdes et Arabes sont rompues. Un fossé invisible sépare les communautés. Dans les quartiers kurdes, l'ambiance est détendue comme dans un pays en paix ; dans le quartier mixte du centre ville, au pied de la citadelle, la vie semble suivre son cours normal, mais la nervosité monte à mesure qu'on pénètre dans des secteurs excentrés. La méfiance se lit dans les regards ; les passants s'épient. Quant aux quartiers arabes, ils sont devenus des ghettos. C'est là que vivent les « Arabes d'intérêt », une population venue d'autres régions dans le cadre de campagnes d'arabisation. L'ancien régime les incitait à s'installer, avec à la clef des avantages financiers pour modifier la démographie ethnique de la ville. Les autorités leur cédaient des logements appelés des « Dumez », du nom de leur constructeur français.

Mis au ban de la ville par les Kurdes, ils alimentent aujourd'hui en forces vives le terrorisme sunnite. Kirkouk est gangrenée par des intimidations, des enlèvements, des assassinats. Le dernier kidnapping ? Celui d'un riche homme d'affaires. Sa famille a payé 55 000 dollars pour récupérer, en fin de compte, un cadavre. Les meurtres du jour ? Deux gardes et un coiffeur, abattu dans son échoppe pour avoir coupé les cheveux de « collabos », les Américains.

Même si elles ne font pas toujours des victimes, les attaques à l'explosif sont quotidiennes. A Havadja, une banlieue arabe désertée par les Kurdes, une bombe artisanale explose chaque jour. « Kirkouk est une ville relativement sûre comparée à d'autres villes irakiennes, mais nous devons combattre un mélange de crimes crapuleux et de terrorisme pratiqué par des islamistes et d'ex-baasistes. On ne fait pas de différence entre eux », commente le chef de la police, le général Sherko Shakir. Ex-lieutenant de police, il avait été révoqué en 1988 sous l'ancien régime pour sympathie avec les Kurdes, et s'était reconverti en chauffeur de taxi. A l'arrivée des Américains, il a été propulsé de son siège de conducteur à celui de directeur général des forces de sécurité. Posée sur son bureau, une photographie le montre en compagnie de Donald Rumsfeld. Dans les couloirs du quartier général, un policier glisse : « Il y a parmi nous des policiers terroristes. » Fraîchement engagé dans les rangs des forces de sécurité, il avoue sa peur : « Ma sœur habite non loin d'ici dans un quartier mixte. Je ne vais jamais la voir, c'est trop dangereux. » Les rumeurs sur l'arrivée clandestine à Kirkouk de membres de l'armée du Mahdi, la branche armée du chef radical chiite Moqtada Sadr, alimentent les inquiétudes. Environ 240 combattants chiites se cacheraient dans la ville. Ils auraient offert leur assistance aux habitants chiites, peu nombreux et en majorité turkmènes. Ils chercheraient à s'implanter pour s'opposer par les armes aux Kurdes en cas de rattachement de Kirkouk au Kurdistan irakien. « Nous savons qu'ils sont là, mais nous ignorons où ils se terrent », commente le général Sherko Shakir.

De leur côté, les Kurdes continuent à faire du rattachement de la ville leur cheval de bataille. Ils considèrent la cité pétrolière comme leur capitale historique. « Si le problème n'est pas réglé l'an prochain, le Parlement kurde décidera d'un référendum », précise Adnan Mufti, le président du Parlement. L'issue du scrutin ne fait

aucun doute. Majoritaires depuis le retour d'une grande partie des réfugiés chassés de la ville sous Saddam, les Kurdes sont convaincus de leur victoire. « Nous représentons 65 à 70 % de la population », estime Mollah Shari, le chef local de l'Union populaire du Kurdistan (UPK). Son parti est le véritable maître de Kirkouk. « Cette ville a toujours été notre fief, dit-il. Nous sommes installés sur une mer de pétrole, mais notre cité est en ruine. Les terroristes ne nous permettent pas de reconstruire. Chaque attentat accentue la fracture ethnique. » Si l'Irak éclate, le pétrole assurerait la richesse d'un Kurdistan indépendant. Kirkouk est un rêve à portée de main dans lequel les Arabes n'ont pas leur place. « Nous voulons inciter les colons arabes à partir, mais sans violence et dans la justice. Il faut trouver des mécanismes de compensation financière », assure Mollah Shari. Selon lui, douze mille familles arabes, soit environ soixante mille personnes, ont demandé à déménager. Les dossiers sont bloqués à Bagdad, qui s'efforce de freiner la marche vers une mise sous tutelle kurde de la cité. Certains ont préféré plier bagages sans attendre pour fuir une atmosphère délétère. Il est question de

disparitions inexplicables d'Arabes et de Turkmènes, attribuées aux pechmergas, les miliciens kurdes. « Nous respectons les droits de l'homme et nous n'avons pas l'intention de procéder à un nettoyage ethnique », se défend Mollah Shari.

Les habitants arabes rencontrés ici et là évitent de se plaindre. Prudents, ils assurent que « tout va bien ». « Nous sommes traités comme des citoyens de seconde zone. Nous souffrons en silence, sans accès aux droits élémentaires », dénonce Khaled Rovamri, un technicien turkmène au chômage. Dans les quartiers mixtes, les autorités kurdes ont engagé depuis peu de curieuses campagnes de recensement. Les policiers font remplir des formulaires où il est demandé d'indiquer son origine ethnique. « Ils dressent des listes d'Arabes », dit Younès, un Kurde du quartier mixte de Kadasya II. Le jeune homme ne veut pas croire à une prochaine épuration ethnique à l'envers. « C'est pour les compter avant le référendum », se rassure-t-il. Avant d'ajouter : « De toute façon, ils vont partir. »

THIERRY OBERLÉ

IRAK

Partager le pays ou laisser exploser la guerre civile

Ces deux options sont à présent sérieusement débattues par les experts de l'armée américaine comme "solutions" pour sortir du borbier irakien, révèle le quotidien américain.

THE WASHINGTON POST
Washington

A lors que l'armée américaine déployée en Irak lutte contre d'incessantes violences intercommunautaires, les officiers et experts militaires débattent d'une idée qui, il y a quelques mois encore, était généralement écartée comme marginale : celle que le plus sûr et peut-être le seul moyen désormais de rétablir l'ordre dans ce pays est de le scinder en trois parties. Les tenants d'une partition font valoir que la séparation des chiïtes, des sunnites et des Kurdes est sans doute la seule solution à une violence qui, de l'avis de beaucoup de spécialistes, confine déjà à la guerre civile. Ses opposants affirment que la division du pays ne ferait que placer les Etats-Unis face à de nouvelles et dangereuses menaces, en particulier la possibilité pour le réseau Al-Qaïda d'établir plus facilement une nouvelle base d'opérations dans un pays morcelé. Ahmed S. Hashim, professeur au Naval War College et spécialiste de l'insurrection irakienne, considère que les options du gouvernement américain en Irak se réduisent à deux : laisser le pays sombrer dans la guerre civile ou éviter cette issue violente en le divisant. La partition, conclut-il, « est l'option qui



nous permettrait de quitter l'Irak l'honneur sauf”.

Depuis que la classe politique irakienne a mis fin, en avril, à une impasse de quatre mois en choisissant le chiïte Jawad Al-Maliki comme nouveau Premier ministre, les autorités américaines ont exprimé leur soulagement et leur optimisme. Cette nouvelle étape politique, conjuguée à l'entraînement des forces de sécurité irakiennes, constitue la clé de voûte de la politique américaine et des conditions essentielles pour construire un Irak stable et unifié, a déclaré un haut responsable.

Cependant, face à la violence qui continue de faire rage, certains ana-

lystes pensent que l'éventail des options américaines en Irak est en train de se rétrécir, parallèlement au déclin de l'influence des Etats-Unis au sein du pays et de la patience du peuple américain. Selon Jeffrey White, ancien analyste de la Defense Intelligence Agency (DIA) et spécialiste des questions de sécurité au Moyen-Orient, le problème fondamental de l'Irak est que les attaques des insurgés contre la police et l'armée irakiennes sont toujours aussi intenses. « Il y a des hauts et des bas, mais avec le temps les choses semblent empirer », a-t-il déclaré lors d'un séminaire à l'Institut de Washington pour la politique proche-orientale.

DU 11 AU 17 MAI 2006

Le Courrier International

Pour l'ancien ambassadeur James Dobbin, expert en questions de maintien de la paix à la Rand Corporation, l'objectif immédiat de la politique extérieure des Etats-Unis devrait être d'empêcher l'Irak de sombrer dans une guerre civile conventionnelle à grande échelle.

D'autres spécialistes estiment qu'il est déjà trop tard pour chercher de l'aide dans un Moyen-Orient où les Etats sont généralement hostiles aux visés américaines en Irak. "Je partage l'opinion d'Ahmed Hashim", déclare T.X. Hammes, colonel des marines en retraite. Selon cet expert de la lutte contre l'insurrection en Irak, "les Irakiens sont partis pour une guerre civile" et les Etats-Unis doivent envisager une "partition en douceur", qui serait effectuée de manière réfléchie. Non seulement une guerre civile généralisée représenterait un plus grand danger pour les troupes américaines, mais elle risquerait de s'étendre aux pays voisins et de perturber gravement le marché international du pétrole. Dans l'autre camp, on trouve de nombreux experts militaires persuadés que, malgré toutes les violences et les échecs, la situation est en train de s'améliorer. "Je ne partage pas l'idée qu'il n'y ait que deux options, et en particulier celles [d'une guerre civile ou d'un morcellement du pays]", indique le lieutenant-colonel James A. Gavrilis, qui a participé à l'invasion de l'Irak. "Il y a indéniablement un risque de guerre civile, mais il n'est pas aussi grand que beaucoup le proclament. Nous n'avons perçu aucun signe de mobilisation des

foules ou d'effondrement du système politique", observe-t-il.

Pour prévenir des massacres ethniques et religieux aussi importants que lors de la partition de l'Inde et du Pakistan, en 1947, il faudrait, selon le colonel Hammes, investir énormément de temps et d'argent, ce qui ne serait pas facile après quatre ans de guerre. "Nous devrions créer et financer une sorte d'agence de déplacement pour superviser les mouvements de population, une tâche qui demanderait des effectifs et des compétences civiles considérables", a-t-il expliqué.

Compte tenu de ces obstacles, cet expert de la lutte contre l'insurrection pense que le gouvernement américain ne sera pas en mesure d'opérer une partition de l'Irak. Une division "par la force", à travers une guerre civile, lui semble plus probable. Et il prédit que "les désordres s'étendront à l'Arabie Saoudite et à d'autres pays de la région". D'autres spécialistes considèrent la partition de l'Irak comme un projet chimérique, qui ne résoudrait pas les problèmes fondamentaux du pays. "Il n'y a aucune chance pour qu'une partition puisse réussir", affirme le lieutenant-colonel de réserve Joe Rice, qui vient de rentrer d'une mission en Irak. Bagdad est une agglomération très mélangée, dit-il. "La plus grande ville kurde d'Irak ? Bagdad. La plus grande ville sunnite ? Encore Bagdad. La plus grande ville chiite ? Toujours Bagdad." Et il ajoute qu'il serait difficile de partager la plus grande manne du pays - ses réserves pétrolières - d'une manière qui soit accep-

table pour les trois communautés. Selon Michael Quigley, ancien expert en terrorisme à la DIA, qui a exercé ses fonctions en Irak, si la partition avait lieu, elle aurait de surcroît des conséquences indésirables, comme la création d'un mini-Etat sunnite extrémiste et antiaméricain qui constituerait un nouveau refuge pour Al-Qaïda.

La position la plus radicale, qui, aujourd'hui, a encore peu de partisans au sein de l'armée américaine, voudrait que les Etats-Unis se mettent en retrait et laissent la guerre civile éclater. Pour ses tenants, le gouvernement américain a engendré une situation révolutionnaire lorsqu'il a envahi l'Irak et favorisé le passage du pouvoir des mains des sunnites à celles des chiïtes. Selon cette logique, la guerre civile n'est pas quelque chose à éviter, mais plutôt une étape nécessaire de la transition de l'Irak.

L'un des rares officiers à avoir exprimé cette opinion en public est le commandant Isaiah Wilson III, qui a brillamment dirigé la planification des opérations de la 101^e division aéroportée en Irak. "Devrions-nous donner une chance à la guerre civile ?" s'interroge-t-il dans un essai publié sur Internet. Sa réponse : sans doute. En d'autres termes, un tel conflit est peut-être nécessaire pour sauver le pays. "Aussi paradoxal que cela puisse paraître, écrit-il, l'Irak pourrait trouver un avenir viable dans les suites de la guerre civile confessionnelle que nous nous efforçons d'éviter." **Thomas E. Ricks**

Génocide arménien

La colère de la Turquie contre la France

A PRÈS le couac de la loi sur le « rôle positif » de la colonisation, les députés s'attaquent une nouvelle fois à un dossier explosif. L'Assemblée doit examiner aujourd'hui une proposition de loi socialiste rendant passible d'un an de prison (et 45 000 € d'amende) la négation du génocide arménien. Un projet qui soulève la colère de la Turquie et, du coup, embarrasse l'Elysée. De quoi s'agit-il ? Il y a cinq ans, la France devenait l'un des rares pays à reconnaître, par la loi du 29 janvier 2001, ce génocide : le massacre de 1,5 million d'Arméniens perpétré par l'Empire ottoman entre 1915 et 1917. Le PS et certains élus UMP, encouragés par une communauté arménienne forte de 500 000 personnes, souhaitent aujourd'hui compléter cette loi en l'assortissant de sanctions, comme c'est déjà le cas pour la Shoah.

Mais, voilà, la Turquie, échaudée par le précédent de 2001 et refusant d'entendre parler de « génocide », tempête et menace. Alors qu'Ankara multiplie les efforts pour remplir les conditions de son entrée dans l'Union européenne, le pouvoir « islamiste modéré » voit dans cet épisode un nouveau « coup bas » de la

France pour lui barrer la route. L'ambassadeur de Turquie a été rappelé « en consultation » à Ankara. Surtout, la semaine dernière, en marge du sommet Europe-Amérique du Sud à Vienne, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a eu un aparté « musclé » avec Jacques Chirac. « Attention, aurait-il averti en substance, ce projet est très mal perçu dans mon pays. Cela pourrait avoir des répercussions, notamment sur le plan économique. »

Des pressions en sous-main

Le message est clair. Il porte d'autant plus que Paris a de gros intérêts en Turquie, où ses exportations atteignent près de 5 milliards de dollars par an. Déjà, des consignes de boycott des produits français circulent sur Internet. « Faut-il vraiment se brouiller avec un pays au taux de croissance annuel de 7,5 % ? » demande le directeur de la chambre de commerce française à Istanbul. Le groupe Areva, notamment, lorgne sur un méga-contrat de trois centrales nucléaires civiles. Or ses concurrents canadiens ont été dernièrement écartés de l'appel d'offres après la reconnaissance par Ottawa du

génocide arménien. Areva, qui avait déjà subi des déboires en Turquie en 2001, craint une nouvelle déconvenue. Du coup, sa présidente, Anne Lauvergeon (ex-conseillère diplomatique de Mitterrand), multiplie en coulisse les démarches auprès des dirigeants français, à Maignon comme à l'Elysée.

Le chef de l'Etat, qui s'est toujours fait l'avocat de la Turquie malgré une opinion plutôt hostile, serait sensible à ces arguments. L'Elysée aurait discrètement fait passer des messages pour dissuader les députés UMP tentés de voter la proposition de loi socialiste. Dans l'entourage du chef de l'Etat, on souligne en outre que, depuis un an, un débat public s'est amorcé en Turquie sur cette question du génocide, chose inimaginable il y a encore peu de temps.

**HENRI VERNET AVEC
DELPHINE NERBOLIER À ISTANBUL**



18 MAI 2006

Les Kurdes de Turquie et d'Irak tissent des liens

MOYEN-ORIENT

En dépit des tensions liées à la présence des rebelles du PKK dans les montagnes irakiennes, la Turquie et le Kurdistan irakien opèrent un rapprochement avant tout économique.

De notre envoyé spécial à Erbil (Irak)

LA TURQUIE a abandonné sa logique de cordon sanitaire autour du Kurdistan irakien. A la porte d'Harbour, l'unique route qui conduit de la Turquie en Irak, des dizaines de semi-remorques patientent devant le goulot d'étranglement du poste frontière. Confrontées à l'explosion du trafic, les autorités turques vont ouvrir dans un mois une nouvelle plateforme de passage ultramoderne. « Nous avons exporté l'an dernier 2,7 milliards de marchandises en Irak contre 300 millions de dollars par an avant la guerre », se réjouit Kutbettin Arzu, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Diyarbakir. « Dommage que l'insécurité empêche nos camions d'aller jusqu'à Bagdad. »

Langue commune

L'ouverture du marché du Kurdistan irakien est une bouffée d'oxygène pour le sud-est turc, une région longtemps en proie à la guerre civile où le chômage atteint des niveaux records. Les Turcs vendent à

leur voisin des produits alimentaires, des meubles et du textile. Les grandes firmes d'Ankara construisent des routes et raflent des contrats dans le bâtiment, le secteur en développement, à Erbil et Souleimaniya, les métropoles de l'Irak du Nord. Elles construisent un aéroport, des hôtels, une centrale électrique. « Nous travaillons pour installer la confiance », commente en se frottant les mains Kutbettin Arzu. Par un paradoxe, les Turcs si hostiles à l'autonomie des Kurdes sont, au nom d'intérêts partagés, devenus les principaux partenaires et fournisseurs d'une région affranchie de la tutelle d'un pouvoir central.

« Les entreprises turques sont très impliquées à nos côtés pour construire le Kurdistan », confirme Barzan Dizayee, le ministre des Municipalités du gouvernement kurde. Ce technocrate rêve de transformer Erbil en nouveau Beyrouth. Les hommes d'affaires turcs d'origine kurde usent d'une langue commune pour favoriser les échanges. « En arrivant pour la première fois, en juillet 2003, après la chute de Saddam, je ne connaissais personne. J'ai maintenant des amis jusqu'au gouvernement », constate Cahit Pekkolay, grossiste à Diyarbakir en Turquie. « Le Kurdistan irakien est un grand bazar sans impôts, avec peu de taxes et pas de véritable Etat. C'est une région très proche, qui ne nous fait pas peur, car nous vivons nous aussi depuis des années dans la violence. »

Sur les chantiers, les entrepreneurs d'Ankara, soucieux d'employer une main-d'œuvre très bon marché, ont trouvé un filon : ils utilisent des Kurdes turcs issus des camps irakiens du PKK. A Makhmour près de Mossoul, la plupart des hommes du camp de réfugiés du PKK où s'entassent 12 000 personnes, travaillent comme ouvriers du bâtiment, souvent pour des patrons turcs. « Mes compatriotes ont été chassés de leurs villages brûlés par l'armée turque en 1993. Ils ont été depuis ballottés d'un lieu à l'autre, de plus en plus loin de la frontière, au hasard des combats opposant le PKK à l'armée turque et aux peshmergas », raconte Husseyin Chero, un cadre du PKK. « Avant, sous Saddam, la vie n'était pas chère, mais nous n'avions rien ; maintenant il est possible pour une famille de subvenir à ses besoins, même si les prix ont monté », poursuit-il.

Installé non loin de puits de pétrole, dans une zone mixte kurdo-arabe, le camp de civils est ouvert. Les occupants circulent librement, à condition d'aviser de leurs déplacements un bureau spécial. Ils sont tous des partisans d'Apo Abdullah Öcalan, leur leader arrêté en 1999 et détenu en Turquie.

Gesticulations d'Ankara

Au milieu du camp, les murs de la « maison des martyrs » sont recouverts de centaines de portraits de militants morts pour la cause.

Les photos sont exposées dans la pénombre d'une pièce transformée en sorte de chapelle ardente ; non loin d'un autel recouvert de fleurs en plastique trône un portrait géant d'Apo. Les bruits de bottes à la frontière turque n'inquiètent pas les partisans d'Öcalan. « Les bombardements et les tanks ne sont jamais venus à bout de nous. Nous

n'avons pas peur et nous continuons le combat politique. »

La perspective d'une opération d'envergure de l'armée ne semble pas imminente malgré les gesticulations d'Ankara. D'autant plus que les Turcs, habitués à souffler le chaud et le froid, ont les moyens de surveiller le PKK. Ils ont déployé depuis neuf ans déjà quelque 1 500 soldats à l'intérieur du territoire irakien pour contrer les infiltrations à la frontière. Tolérés par les Kurdes irakiens, les 5 000 combattants du PKK sont retranchés dans les montagnes de Qandil, près de la frontière iranienne. Au grand dam d'Ankara, ils n'ont jamais été, contrairement aux Moudjahidins du peuple (opposition islamo-marxiste) iraniens, désarmés par les forces américaines. La neutralisation du PKK n'est pas pour eux une priorité.

Sa présence peut même présenter des avantages dans un jeu d'alliances régionales complexes. Voilà dix jours, le Pejak, la branche iranienne du PKK, a lancé une attaque sur le territoire iranien suivie d'une réplique de Téhéran sous forme de bombardement de camps de PKK. Les autorités kurdes irakiennes viennent de rappeler le PKK à l'ordre. « S'ils veulent rester, ils doivent utiliser la voie politique et non les armes », a lancé Imad Ahmed, un proche du président irakien Jalal Talabani. Un conseil d'« ami » qui n'a pas totalement rassuré Ankara, mais aide à poursuivre les affaires.

THIERRY OBERLÉ

Un millier d'Irakiens assassinés en avril à Bagdad

Plus d'un millier de personnes ont été victimes de meurtres confessionnels en avril dans la seule ville de Bagdad, a annoncé hier le président irakien, Jalal Talabani. « Nous sommes choqués, attristés et en colère en apprenant l'étendue de ces meurtres, parfois accompagnés de cruelles tortures, qui frappent quotidiennement les Irakiens sur leur seule

identité », a-t-il dit. Citant un rapport de l'institut médico-légal de la capitale, il a indiqué qu'au total 1 091 personnes y avaient été assassinées le mois dernier. « De tels crimes vont à l'encontre de la religion, de la morale et de l'humanité », a-t-il déploré. Hier, les corps de 13 personnes tuées par balle, dont certains présentaient des traces de torture, ont encore

été découverts à Bagdad. Sur le plan politique, le gouvernement d'union nationale que l'Irak attend depuis les législatives du 15 décembre 2005 n'avait toujours pas été annoncé hier. Le premier ministre désigné, Nouri al-Maliki, avait pourtant fait preuve d'optimisme la veille, en annonçant la formation de son cabinet dans les vingt-quatre heures. (AFP)

Sous la pression des patrons, de Bercy, des Russes...

NUCLÉAIRE IRANIEN Chirac balance



24 avril : au cours d'une conférence de presse le président Ahmadinejad émet des doutes sur d'éventuelles sanctions de l'ONU

Après avoir proposé au Conseil de Sécurité des Nations unies une résolution franco-britannique très dure qui ouvrait la voie à des sanctions contre Téhéran, Paris s'est rapproché des positions de Pékin et de Moscou, en faveur d'un texte moins contraignant. Pourquoi ?

C'est foutu : Chirac flanche ! Il est prêt à rompre le front occidental contre Téhéran pour se ranger du côté de Poutine. Aux yeux des Américains, ce revirement est si grave qu'ils n'ont même pas voulu faire fuiter la nouvelle. » C'est ce que confiait au « Nouvel Observateur », le jour où commençaient à New York les négociations des grandes puissances sur l'Iran, un responsable européen. Quel est donc le jeu de Jacques Chirac dans l'affaire iranienne ? Le 3 mai, son représentant à l'ONU dépose au Conseil de Sécurité un projet de résolution très dur contre Téhéran. Le texte proposé, franco-britannique, ouvre la voie à des sanctions voire à une intervention militaire si l'Iran ne suspend pas ses activités d'enrichissement de l'uranium. Mais au moment même où les discussions s'engagent à New York, Jacques Chirac tient en privé un tout autre discours. Devant

plusieurs interlocuteurs étrangers, il se dit prêt à accepter une résolution beaucoup plus souple à l'égard de Téhéran. Selon des diplomates occidentaux, ce double langage aurait donné des armes aux Russes et aux Chinois dans la négociation et cela expliquerait en partie pourquoi les discussions sont dans l'impasse. D'où vient cette valse-hésitation élyséenne ?

Jacques Chirac aurait-il désormais un penchant coupable pour la République islamique ? Pas le moins du monde. Sa détestation des mollahs est légendaire – et persistante. Elle remonte aux attentats de 1986 à Paris, perpétrés selon toute vraisemblance par des agents iraniens. Jacques Chirac était alors en première ligne à Matignon, Premier ministre de François Mitterrand. « Depuis, il ne cesse de débâter sur les responsables iraniens, dit un officiel français. A leur sujet, il est beaucoup plus dur que George Bush. Après le 11-Septembre, le président améri-

cain lui a demandé ce qu'il penserait d'un rapprochement avec l'Iran. Chirac a explosé : « Mais vous n'y pensez pas, ce sont des fous ! Ne croyez pas qu'il y ait des modérés avec lesquels on pourrait négocier. Ils sont tous pareils. »

Ce n'est pas tout. Aujourd'hui, Jacques Chirac se dit terrifié par l'émergence d'un « arc chiite » contrôlé par Téhéran, qui irait du Liban à l'Iran en passant par les Etats du Golfe. « Il parle de ce danger à tous ses interlocuteurs étrangers, explique un autre officiel français. Il a un topo tout prêt, qu'il ressort dès qu'une occasion se présente. Il l'a même fait devant Aliiev, le président de l'Azerbaïdjan, qui est pourtant... chiite. »

Alors pourquoi ce flottement ? Il y a les bonnes raisons – et les autres. Il semble que le déclic ait été provoqué par les rumeurs d'une possible intervention militaire américaine contre l'Iran et les déclarations répétées de la

Les postures guerrières de la Maison-Blanche agacent Chirac au plus haut point.

Maison-Blanche selon lesquelles « toutes les options sont sur la table ». Ces postures guerrières agacent Jacques Chirac au plus haut point. Il veut faire comprendre par tous les moyens qu'il désapprouve ces bruits de bottes ; qu'une fois encore, il ne se laissera pas entraîner dans une aventure militaire. Et ce n'est pas un ha-

sard si, la semaine dernière, Dominique de Villepin a dit publiquement – et pour la première fois – que la France était hostile à des frappes militaires contre l'Iran. « Là-dessus, Chirac veut absolument se démarquer des Américains, dit un responsable. Parce qu'il sent qu'un Irak bis est peut-être en préparation. Et parce que c'est bon pour les sondages. »

Et puis il y a les traités secrets qui lient la France à deux Etats voisins de l'Iran. A la fin des années 1990, Paris a signé avec les Emirats arabes unis et le Qatar des accords de défense très contraignants. « Très peu de gens le savent : nos engagements envers ces deux pays sont plus forts que ceux envers l'Alliance atlantique, explique un responsable français. Si l'un d'eux est attaqué, nous devons automatiquement intervenir militairement. Nous n'avons pas le choix. »

Les monarchies du Golfe sont très inquiètes de la montée en puissance de l'Iran, leur

Iran : le grand jeu

Grande-Bretagne

■ Principal allié de Washington et membre permanent du Conseil de Sécurité, la Grande-Bretagne joue, de fait, le rôle d'intermédiaire entre l'Iran et les Etats-Unis. Tony Blair fait donc très attention aux signaux que son gouvernement envoie à Téhéran. Il a démis de ses fonctions son ministre des Affaires étrangères, Jack Straw, qui s'est dit opposé à des frappes militaires.

Allemagne

■ Premier fournisseur et premier créancier de l'Iran, l'Allemagne est partie prenante aux négociations avec Téhéran depuis le début, en 2003. Chirac, Blair et Prodi étant en situation politique très difficile, la nouvelle chancelière Angela Merkel semble prendre le leadership européen dans ce dossier. C'est pourquoi le président iranien a lancé une opération de charme envers l'Allemagne.

Israël

■ Menacé à de multiples reprises d'anéantissement par le président iranien, Israël – qui disposerait de 250 ogives nucléaires – tient la possession de la « bombe A » par l'Iran pour un « risque stratégique majeur », car l'Etat juif est à portée des missiles iraniens mais aussi parce que Téhéran est l'allié des groupes islamistes ennemis d'Israël. Ainsi s'explique l'avertissement lancé mardi à l'Iran par Shimon Peres, père de la bombe israélienne.

Chine

■ Pékin est un allié de l'Iran auquel il vend des armes, notamment des missiles. La Chine a également participé en secret à la construction de l'usine de conversion d'uranium d'Ispahan. Enfin, elle a signé un accord de 100 milliards de dollars pour l'achat de gaz et de pétrole. Pékin s'oppose aussi à des sanctions contre l'Iran pour ne pas créer de précédent dans le dossier nord-coréen.

Russie

■ La Russie est le premier fournisseur d'armes de l'Iran, auquel elle vient de vendre des systèmes sophistiqués de défense anti-aérienne. En outre, 1 500 Russes travaillent à la construction de la centrale atomique de Bushehr. Inquiète de son influence sur son flanc sud, la Russie considère l'Iran comme un contrepoids à la présence américaine croissante dans le Moyen-Orient.

Etats-Unis

■ Washington a rompu ses relations diplomatiques avec Téhéran en 1980, après la prise d'otages dans l'ambassade américaine. Malgré plusieurs contacts secrets, de l'affaire Iran-Contra aux discussions récentes sur l'Irak, les Etats-Unis ont toujours refusé de renouer ces relations. Aujourd'hui, de plus en plus de voix s'élèvent, à Washington même, pour que Bush engage le dialogue avec l'Iran.

France

■ Très engagée dans l'exploitation du pétrole et du gaz iranien, la France a pris l'initiative des négociations européennes avec Téhéran en octobre 2003. Paris redoute qu'un retrait de l'Iran du traité de non-prolifération ne déclenche une course à l'armement nucléaire dans le Moyen-Orient. La France veut aussi sauvegarder ses intérêts commerciaux sur place.

Etats du Golfe

■ Discrets, les Etats du Golfe ont une position clé dans la crise. On y redoute que, si l'Iran se dote de l'arme nucléaire, l'Arabie Saoudite ne cherche à faire de même. De plus, en cas de sanctions internationales, les Emirats devraient geler les très importants avoirs iraniens qu'ils détiennent. Enfin, certains sont liés par des accords de défense avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

Inde

■ Pour satisfaire ses besoins croissants d'énergie, New Delhi compte beaucoup sur l'Iran avec lequel il a signé, en janvier 2005, un accord pour la construction d'un gazoduc entre le champ de Pars et l'Inde, qui passerait par le Pakistan. Mais, fin 2005, New Delhi a voté contre l'Iran à l'AIEA, en échange de quoi les Etats-Unis et la France ont accepté de lui vendre des centrales nucléaires.

Japon

■ Premier client de la République islamique, le Japon achète près de 20% du pétrole iranien. En février 2004, il a signé un important contrat pour l'exploitation du champ d'Azadegan. Les Américains ont obtenu qu'il y ait dans l'accord une clause de sortie en cas de non-respect par l'Iran du traité de non-prolifération. Tokyo pourrait la déclencher si l'ONU adopte des sanctions.

ennemi héréditaire. La perspective d'une « bombe atomique chiite » les effraie. Mais elles redoutent aussi que des frappes de l'US Air Force contre les sites nucléaires iraniens, ou même des sanctions musclées, ne provoquent des contre-attaques militaires de la part de Téhéran, qui pourraient viser les bases américaines sur leur sol, à Al-Udeid, au Qatar, par exemple. C'est pourquoi, depuis quelque temps, les officiels émiriens et qatariens ne manquent pas une occasion de rappeler à l'Elysée qu'en cas d'attaque iranienne l'armée française devra être dépêchée sur place. Fâcheuse perspective qui incite Jacques Chirac à la plus grande prudence vis-à-vis de l'Iran.

Deuxième raison des hésitations élyséennes : Vladimir Poutine. Gerhard Schröder et Silvio Berlusconi ayant perdu le pouvoir,

Jacques Chirac est le dernier ami occidental du maître du Kremlin. Et il ne veut pas le lâcher. Il fait même tout pour le ménager. Tandis que l'administration Bush critique ouvertement le président russe, qu'elle juge de plus en plus autocrate et impérialiste, Jacques Chirac est convaincu qu'il faut – à tout prix ? – éviter de l'isoler. Quitte à être moins ferme sur l'Iran.

Au début de l'année, l'Elysée a cru que le Kremlin accepterait de suivre Américains et Européens contre Téhéran. A l'époque, les diplomates russes étaient furieux contre les Iraniens, qui venaient de refuser platement leur offre de compromis sur le dossier nucléaire. Jacques Chirac avait également d'autres raisons de penser que Moscou ne quitterait pas le navire américain : Français et Russes s'étaient secrètement mis d'accord sur le par-

tage d'un gros gâteau, la construction en Iran de vingt centrales atomiques civiles – gigantesque marché que Téhéran fait miroiter depuis plusieurs mois. Paris, Londres et Moscou avaient en outre réussi à régler un problème épineux, celui de la construction par la Russie de la centrale de Bushehr : même en cas de sanctions internationales contre l'Iran, les Russes seraient autorisés à terminer Bushehr, et donc être payés.

Mais tout cela n'a pas suffi. Aujourd'hui, Moscou durcit le ton. Sergei Lavrov, imposant ministre russe des Affaires étrangères, martèle qu'il n'est pas question de sanctions fortes contre la République islamique. En particulier, pas question d'embargo sur les armes : le clan Poutine a trop d'intérêts dans le secteur. « Sans les commandes de Téhéran, le complexe militaro-

industriel russe souffrirait énormément, explique un diplomate français. Et beaucoup, à Moscou, perdraient de confortables commissions. »

Il y a d'autres causes au raidissement du Kremlin. « Les gouverneurs du sud de la Russie auraient reçu des menaces très claires de la part de l'Iran, explique un responsable français. Des émissaires iraniens leur auraient dit : "Soit vous nous soutenez au Conseil de Sécurité et nous continuons à ne pas vous poser de problème dans les régions russes à forte présence musulmane, soit vous nous lâchez et nous changeons de politique..." » Le chantage a-t-il marché ? Quoi qu'il en soit, Poutine ne veut pas que l'on utilise la manière forte contre l'Iran. Et son ami Jacques n'entend pas le chagriner.

Le même Chirac ne veut pas non plus perdre le soutien de l'Allemagne, allié incontournable et partenaire de la France depuis le début des négociations avec Téhéran. Or, ces temps-ci, la détermination de Berlin fléchit. En mars, le ministre allemand de la Défense déclare tout de go qu'il ne verrait pas d'inconvénient à ce que l'Iran dispose de quelques centrifugeuses pour mener des activités de recherche. Branle-bas de combat dans les chancelleries occidentales. In extremis, Washington parvient à faire changer d'avis l'imprudent ministre. Mais depuis, le président Ahmadinejad cherche à enfoncer le clou et courtise l'Allemagne de manière éhontée. Il déclare que les Allemands ne doivent pas se sentir coupables « parce qu'un certain nombre de juifs sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale ». Il dit aussi regretter que l'Allemagne, premier fournisseur et premier créancier de l'Iran, « n'ait toujours pas le droit d'avoir une politique indépendante ».

Cette offensive de charme porte, semble-t-il, ses fruits. Berlin se dit ravi d'accueillir le président iranien lors de la prochaine Coupe du Monde de Football, et cela malgré ses propos négationnistes. Et la semaine dernière, à Washington, Angela Merkel a affirmé qu'en dépit des demandes répétées de la Maison-Blanche l'Allemagne ne participerait à aucune « coalition », même diplomatique, contre l'Iran en dehors de l'ONU. Elle l'a redit au téléphone ce dimanche à Jacques Chirac, qui n'a pas bronché. Pourtant, quelques jours auparavant, il n'excluait pas que l'Union européenne prenne seule des sanctions au cas où les cinq grandes puissances ne parviendraient pas à se mettre d'accord au Conseil de Sécurité.

Il y a d'autres explications aux tergiversations chiraquiennes, plus personnelles. Le Liban, d'abord, ce Liban qui obsède à ce point le président français qu'il est prêt, dit-on, à bien des arrangements pour préserver l'influence de ses amis, la famille Hariri. Selon plusieurs sources, des émissaires iraniens lui auraient récemment fait comprendre que Téhéran action-

nerait le Hezbollah à Beyrouth si la France maintenait une position radicale à l'ONU. Cet autre chantage aurait-il agi ? Certains officiels américains le redoutent.

Et puis, il y a les histoires franco-françaises de gros sous. Le lobby pro-iranien au sein du patronat fait antichambre à l'Élysée. « Les hommes d'affaires piaffent. Ils ont découvert que le Quai-d'Orsay et le Foreign Office britannique travaillaient discrètement depuis des mois à une liste de sanctions possibles contre Téhéran, dit un responsable à Paris. Ils n'en veulent pas et ils le font savoir à Jacques Chirac par tous les canaux possibles. »

Car, depuis deux ans, leur commerce avec l'Iran se porte à merveille – et les perspectives sont affriolantes. La ruée vers le bazar a com-

meuré. Aujourd'hui, les patrons s'affolent et font le siège de Jacques Chirac. Les responsables de Total, d'abord. Un officiel français raconte : « Ils disent à l'Élysée : à cause de la crise nucléaire, nos négociations sur South Pars sont bloquées. Si elles ne reprennent pas vite, les Chinois, les Allemands ou d'autres rassembleront ce marché gigantesque, crucial pour notre approvisionnement futur. »

Les banquiers français – la Société générale, en particulier, qui est très active en Iran – sont eux aussi paniqués par la perspective de sanctions. « Dès qu'on leur parle de geler les avoirs de certains responsables iraniens ou de rendre plus difficile à l'Iran l'accès au crédit international, les banquiers hurlent à la mort, poursuit ce même responsable. Alors vous imaginez leur réaction quand il est question de geler les 30 à 40 milliards de dollars que la République islamique a placés dans des institutions financières en Europe... »

Les craintes des hommes d'affaires sont relayées par le ministère de l'Économie. « Bercy le répète à qui veut l'entendre, et à l'Élysée surtout : avec leurs sanctions, les diplomates vont pénaliser l'économie française, tuer beaucoup de PME, donc détruire des emplois », explique un autre officiel français. Une histoire résume bien ces batailles de coulisses. Les spécialistes en non-prolifération au Quai-d'Orsay et à la DGSE ont découvert que les valves utilisées dans l'industrie pétrolière pouvaient servir, légèrement modifiées, à l'enrichissement de l'uranium. Les diplomates voudraient donc inscrire ces pièces dans la liste, en cours d'élaboration, des produits à interdire en cas de sanctions. Seulement voilà : des entreprises françaises vendent de telles valves à Téhéran, donc, Bercy renâcle.

Sous la pression des patrons, des Finances, des Russes et de quelques autres, Jacques Chirac aurait-il donc capitulé ? Certains le disent, y compris parmi les hauts fonctionnaires. Selon eux, Jacques Chirac n'aurait plus de vision diplomatique cohérente. Mal conseillé par son cabinet, mal épaulé par un ministre des Affaires étrangères trop dilettante, secoué par l'affaire Clearstream, il naviguerait à vue dans le dossier iranien. D'autres, au contraire, considèrent que Jacques Chirac agit sagement ; ils disent que, dans l'affaire iranienne, il faut éviter à tout prix l'affrontement direct, et que tous les accommodements – ou presque – seraient justifiés. Et puis il y a ceux, chaque jour plus nombreux, qui estiment que la position de Jacques Chirac n'a plus guère d'importance, que tout, désormais, va se jouer entre l'Iran et les États-Unis – et eux seuls.

VINCENT JAUVERT



Jacques Chirac et Vladimir Poutine

Vermeil/IBV News/IFX

mencé fin 2003. A l'époque, l'Iran venait tout juste d'accepter de suspendre ses activités nucléaires suspectes, découvertes par l'AIEA. Profitant de l'ouverture, des dizaines de chefs d'entreprise français ont débarqué à Téhéran, carnet de commandes sous le bras.

Les choses n'ont pas traîné. Dès février 2004, Total signe un pacte d'actionnaires avec l'Iran. Objet : l'exploitation de la quatrième tranche du colossal gisement gazier de South Pars. Un mois plus tard, c'est Renault qui décroche un contrat mirifique : la construction d'une usine de Logan qui devrait fabriquer 500 000 voitures par an (et serait ainsi la deuxième unité de production de Renault dans le monde). En juillet de la même année, voilà Air France qui ouvre une ligne directe Paris-Téhéran, après sept ans d'interruption. Et malgré la crise diplomatique actuelle, les affaires marchent si bien que la compagnie aérienne vient, le mois dernier, de passer à un vol par

MAY 14, 2006

The New York Times



Karim Kadim/Associated Press

Men mourned yesterday in Sadr City for relatives whose bodies were among four found near Baquba.

Kurdish and Shiite Units of Iraqi Army Clash

By DEXTER FILKINS

BAGHDAD, Iraq, May 13 — Kurdish and Shiite units of the Iraqi Army faced off in an armed confrontation this week, resulting in the death of at least one Shiite soldier, Iraqi officials said Saturday.

The clash seemed to raise questions about the discipline of the Iraqi Army units that the American military is training here, and about the degree to which the Sunni, Shiite and Kurdish soldiers who make up the army have been able to shed their sectarian and ethnic loyalties.

The clash took place on Friday in Balad, a largely Shiite city about 40 miles north of Baghdad. The area around the city is surrounded by Sunni Arab villages that are some of the most active supporters of the guerrilla insurgency.

Details were sketchy, but according to three Iraqi officials, the incident occurred around noon Friday, when a roadside bomb struck a mostly Kurdish army unit that was patrolling near Duluwiya, a Sunni Arab town near Balad. The bomb killed four of the soldiers and wounded two of them.

According to the Iraqi officials, the

Mona Mahmood and Khalid al-Ansary contributed reporting for this article.

Kurdish soldiers, who carried their wounded comrades into Balad for medical treatment, were confronted by an army unit that was made up of mostly Shiite soldiers. A confrontation ensued, and the Kurds killed one of the Shiites.

None of the three Iraqi officials who spoke about the incident were willing to have their names published, out of fear for their safety.

According to an Iraqi brigadier reached by telephone in Duluwiya, the Kurdish soldiers, carrying their wounded and unable to speak Arabic, ran into a checkpoint run by the Shiites, who were unable to speak Kurdish. The Kurds then opened fire, the brigadier said.

"They were shooting at random," he said. "There was no way to communicate. They don't understand each other."

The other two officials said the Kurds shot the Shiite soldier when he tried to rush the hospital in Balad where the wounded Kurdish soldiers were being treated. The Shiite soldier thought his own comrades were inside, one of the officials said.

The Iraqi officials' accounts agreed on one point: the Shiite soldiers did not return fire, and the confrontation waned.

The Iraqi brigadier said that tension between Kurds and Arabs, who predominate in the area, helped spur

the incident. "There is a big sensitivity to Kurds in this place," the brigadier said. "The people in Balad are very Shia. They don't like to have Kurds in this place."

"People are saying: what are the Kurds doing here?" he said.

While the overwhelmingly majority of Iraq's Kurds live in the north-eastern corner of the country, they are represented in the new Iraqi Army in numbers far exceeding their proportion in the population.

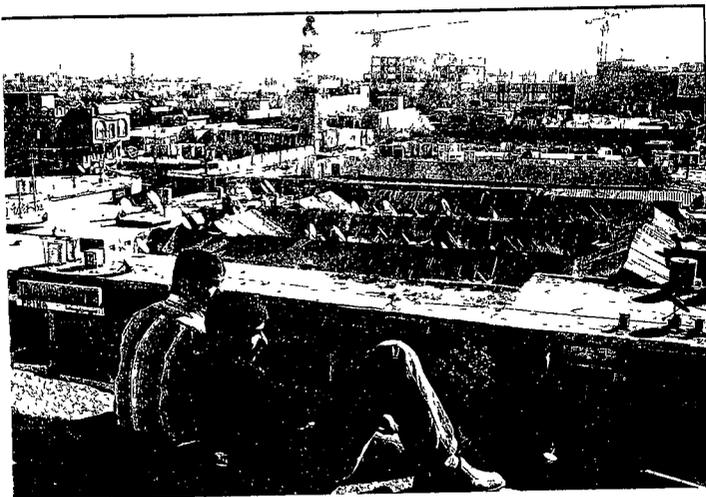
The Kurdish militia, known as the pesh merga, is a battle-tested and pro-American force whose units are deployed with great frequency in the Sunni areas of Iraq to help fight the insurgency there.

Tensions between Kurds and Shiites are generally rare; both are largely allied with the Americans in Iraq against the Sunnis, a minority that ruled Iraq for hundreds of years before the American invasion in 2003.

The incident in Balad raises questions about the American military's efforts to train tens of thousands of Iraqi soldiers and police. The heart of that effort involves bringing together the soldiers from the country's main ethnic and sectarian groups — Sunnis, Shiites and Kurds — into a single fighting force. An integrated Iraqi army is also seen as a vehicle to unite the country.

LE FIGARO 15 mai 2006

Le Kurdistan, îlot de paix dans l'enfer irakien



Trois ans après l'entrée des Américains en Irak, la province autonome du Kurdistan coule des jours paisibles. Semi-dépendante depuis le soulèvement contre Saddam en 1991, elle possède ses propres administrations et institutions. Proaméricains, les Kurdes se tiennent à l'écart de la violence qui secoue l'Etat confédéral. Si l'Irak sombre dans une guerre civile, ils seront tentés de jouer la carte de la partition. Mais le parrain américain et surtout les voisins d'Ankara, Téhéran et Damas qui doivent gérer sur leur territoire des minorités kurdes turbulentes ne sont pas disposés à accepter l'émergence d'un Kurdistan indépendant.

De notre envoyé spécial à Erbil (Irak)

C'EST un havre de paix dans un océan de violence. Seuls les innombrables points de contrôle dressés sur les routes par les Pechmergas, les miliciens kurdes, signalent la hantise des attentats suicides et des infiltrations de la guérilla islamiste. Ils se multiplient à l'approche de Kirkouk, la cité pétrolière revendiquée par les Kurdes, et de Mossoul, où la guerre civile larvée fait rage. Mais dans les campagnes, rien ne trouble la douceur printanière.



C'est un monde à part, habité par des espoirs contradictoires. Les 3,5 millions de Kurdes sont autonomes depuis le soulèvement de 1991 contre l'ancien régime irakien. Ils ont approuvé massivement la nouvelle Constitution irakienne et jouent les médiateurs pour rapprocher les Arabes sunnites et chiïtes. Leur leader, le président irakien, Jalal Talabani, défend un Irak confédéral, mais ils ont tous en tête un rêve d'indépendance.

« Bienvenue au Kurdistan irakien ». Au poste frontière turco-irakien de Zakhko, les voyageurs pénètrent en Irak sans visa. Un fonctionnaire du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), la faction kurde qui contrôle la zone, se charge de tamponner les passeports sous un drapeau aux couleurs de son mouvement. Des douaniers représentants le gouvernement local prélèvent des taxes sur les marchandises pour alimenter les caisses de la région et, suivant l'exemple de leurs homologues turcs, se livrent à la course au bakchich. Sur la route, au pied des massifs verdoyants qui séparent le Sud-Est anatolien du Kurdistan irakien, la ville de Dahouk accueille des touristes en goguette : des soldats américains en permission croisent des délégations de Bagdad venues se mettre au vert le temps d'un colloque.

Plus à l'Est, Erbil offre l'aspect d'une capitale régionale en pleine mutation. La cité est un vaste chantier livré aux bulldozers et aux grues. Les nouveaux immeubles et centres commerciaux prolifèrent. Dans le quartier chic d'Enkawa, des armées de manœuvres achèvent la construction de Dream City, une gigantesque cité futuriste imaginée par des architectes de Beyrouth. Vendues clés en main, les villas les plus sophistiquées partent à 900 000 dollars. Magic City, sa sœur jumelle, devrait sortir de terre à partir du mois prochain, à proximité du second aéroport en cours de construction et d'un palais des congrès flambant neuf. Un peu partout, s'érigent des tours.

Touristes en goguette
« Un nouveau quartier apparaît tous les deux mois. Nous avons cédé 60 000 terrains constructibles qui pourraient permettre à 300 000 personnes d'avoir accès à des logements neufs financés par des prêts », précise Barzan Dizayee, le ministre des Municipalités. Le pari est de reloger les réfugiés qui s'entassent dans des bidonvilles. La plupart d'entre eux sont arrivés dans les années 80 en tracteur lorsque Saddam a donné l'ordre de raser leurs villages. Issu d'une grande famille, le ministre est rentré au pays en 2004 après une carrière dans le privé à l'étranger pour participer à la construction du Kurdistan. Les investissements sont le plus souvent réalisés par des hommes d'affaires kurdes issus de la diaspora qui débarquent d'avions avec des mallettes remplies de liasse de dollars. Préoccupées par un environnement pour le moins instable, les grandes sociétés étrangères, essentiellement turques, se contentent, de leur côté, d'opérations à rentabilité immédiate. Plongé dans

Quatre millions de Kurdes irakiens

15 % de la population irakienne
Les Kurdes d'Irak forment une population estimée entre 3,5 et 4 millions de personnes. Ils vivent dans la région du Kurdistan autonome mais aussi à Kirkouk, Mossoul et Bagdad.

Plus de 500 000 Kurdes auraient été tués sous le règne de Saddam. La coalition américano-britannique a découvert 259 charniers contenant 350 000 cadavres.

Le Grand Kurdistan qui couvre le nord l'Irak, le sud-est de la Turquie (12 millions d'habitants), une partie de la Syrie (1 million d'habitants) et les montagnes de l'ouest de l'Iran (5,5 millions) compterait environ 22 millions de Kurdes.

une période de transition, le Kurdistan ne dispose pas de système bancaire aux normes internationales. Mais à défaut d'être un phare de la modernité, il est devenu un abri pour des milliers d'Irakiens.

Le dimanche soir, à la fin de l'office chaldéen, les fidèles devisent dans la rue devant la cathédrale d'Erbil. Ils flânent, avant de regagner leur domicile à pieds. Ils sont 20 000 à vivre ainsi sans raser les murs. « Ici nous n'avons pas à nous préoccuper de notre sécurité. La situation est sûre et nous sommes traités comme des gens normaux. C'est le paradis », s'enthousiasme Imama, la femme d'un calligraphe de Mossoul. Elle s'est installée avec ses enfants à Erbil pour fuir les combats entre la guérilla et la police irakienne, les assassinats ciblés et les persécutions religieuses. « Nous sommes partis car nous ne supportons plus la violence. Voici dix jours les terroristes ont tué un assistant de mon mari. Ils sont entrés chez lui et l'ont abattu. Nous avons abandonné nos biens. Je ne sais pas si nous pourrions un jour retourner là-bas », confie Imama. (Lire ci-contre). Des milliers de chrétiens de Mossoul et de Bagdad ont, comme elle, trouvé refuge dans le nord de l'Irak.

Abandon de la langue arabe

« Si le calme règne nous le devons à un gouvernement qui défend l'ordre tout en respectant les autres malgré nos différences. Les Kurdes musulmans, les chrétiens et les yazédis (les zoroastriens, NDLR) cohabitent en parfaite harmonie. Nous sommes une exception, mais aussi un exemple pour l'Irak », déclare, dans les jardins de l'évêché, Mg' Rabban al-Quas, le vibrant évêque d'Erbil et d'Amadiya. « Nous sommes tous des Kurdistanais »,

lâche-t-il en français tandis que des gamines l'entourent pour embrasser sa croix. « *L'Irak doit impérativement parvenir à une réconciliation* », ajoute-t-il.

Des vœux pieux ? Beaucoup le pensent. Creusé par des décennies

d'oppression, le fossé entre le Kurdistan et l'Irak est désormais un gouffre. Depuis la mise en place de l'autonomie, la langue arabe a été abandonnée. Mal enseignée, elle n'est ni comprise ni parlée par les moins de 30 ans. L'extrémisme religieux qui ravage l'intérieur du pays accentue encore les clivages. « *Le fanatisme musulman est perçu par les Kurdes comme un nouveau moyen de domination des Arabes sur notre peuple. Il renforce la fracture interne. Pour la plupart d'entre nous, notre religion musulmane n'est pas quelque chose de grave* », explique l'écrivain Fehrad Pirbal.

Iconoclaste, ce professeur de l'université Salahaddin d'Arbil a créé un scandale au Festival international de la poésie de Sulamaniya en disant un texte jugé provocateur par un parterre d'écrivains arabes. Il évoquait l'histoire d'un soldat kurde envoyé sur le front durant la guerre contre l'Iran. Ecœuré, l'homme finit par se suicider dans un bordel de Bagdad. Trente et un de ses trente-trois confrères ont dénoncé l'outrage. Ils ont considéré l'expression « *borderel de Bagdad* » insultante pour les Arabes et ont exigé des sanctions auprès du ministre de la Culture. Il a fallu l'intervention en sa faveur du président Talabani pour rétablir un peu de sérénité.

Fehrad Pirbal est l'une des figures de proue d'un mouvement de remise en cause de dogmes ances-

traux. Dans *Un voyage vers les femmes*, Zahmna Rhalil, un romancier qui a vécu en Allemagne, commence ainsi un des chapitres : « *Grâce à Dieu miséricordieux, mon mari est sorti, tu peux venir mon amant...* » Une charge osée dans une province où les crimes d'honneur sont monnaie courante et viennent à peine d'être interdits, sur le papier au moins. Il y a un mois, la sortie du livre *La Femme, le sexe et la charia* signé de Merinew Halabji a ouvert un débat enflammé sur le rôle de la religion dans la société. Partisans et adversaires du polémiste ont défilé tour à tour dans la rue. Menacé de mort par les islamistes kurdes, Merinew Halabji se cache aujourd'hui quelque part en Europe.

« *La culture dominante est chahutée car il existe un climat qui favorise la liberté d'expression. La production romanesque n'a jamais été aussi importante et de nouvelles revues culturelles apparaissent* », précise Fehrad Pirbal. La brise contestataire se propage au monde étudiant. « *Mes élèves sont différents de leurs parents. Ils contestent l'absence de démocratie dans le fonctionnement des partis dominants* », constate le professeur.

L'accalmie pousse les Kurdes à une relecture de leur passé et à un désir de changement. Les frondeurs reprochent aux caciques des partis de chercher uniquement à défendre leurs intérêts de clans, de bloquer les réformes et de s'enrichir sur leur dos. Durant près de quinze ans, le PDK de Massoud Barzani, le président de la région autonome et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, le président de la République irakienne, ont été incapables de s'entendre. En dépit de la formation voici quelques jours

du premier gouvernement unifié, le pays devrait continuer à être séparé en deux parties avec à l'ouest le PDK

et à l'est l'UPK. L'unanimité de façade de la classe politique masque mal, les rivalités. « *Dans les deux zones, les enseignants qui sont membres du parti dominant bénéficient des meilleurs postes. La société fonctionne sur le piston lié aux allégeances et il n'est pas possible de sortir du système en créant de nouveaux partis* », accuse Karwan Madi, le jeune rédacteur en chef de *Libéral*, un magazine en vogue dans les milieux estudiantins qui se réclame de Voltaire et du siècle des Lumières. « *La vraie démocratie manque encore. Nous ne sommes pas prêts à accepter des alternances politiques, mais nous avançons dans la bonne voie avec une presse libre et des citoyens qui s'expriment* », rétorque Adnan Mufti, le président UPK du Parlement. Il reconnaît cependant l'emprise croissante de la corruption. « *Le phénomène a explosé avec l'arrivée des investisseurs* », note-t-il.

Esprit critique aiguisé

Les trois d'années de stabilité au Kurdistan ont fait voler en éclats les certitudes et aiguisé l'esprit critique. Elles ont levé une chape de plomb entretenue par d'interminables conflits et traumatismes. « *Aussi loin que je remonte dans mes souvenirs, j'ai toujours connu la guerre. Tout petit, je regardais les images du front irako-iranien. A 7 ans j'ai été grièvement blessé dans le bombardement à l'arme chimique d'Halabja. Puis il y a eu le soulèvement contre Saddam en 1991 et ensuite la guerre entre factions kurdes qui nous a dégoûtés. Je me souviens des cadavres à la mosquée. Je n'ai jamais pu être un*

enfant », raconte Osman, un survivant du massacre d'Halabja. Metteur en scène de théâtre, il a monté en guise de thérapie un one-man-show intitulé *Une ville dans le sang*.

Osman, comme Karwan Madi, rêve d'un Kurdistan démocratique et indépendant fort de 25 millions d'habitants qui s'étendrait des rivages de la Méditerranée au golfe Persique en passant par la Syrie, la Turquie et l'Iran. Selon un scrutin non officiel organisé en marge des élections irakiennes de janvier 2005, 98,7 % des Kurdes sont favorables à l'indépendance pure et simple. Moins nuancé que Jalal Talabani, le président du Kurdistan autonome Massoud Barzani ne cache pas qu'un décrochage de l'Irak est à terme souhaitable. Son conseiller spécial, l'ancien ambassadeur américain en Croatie Peter Galbraith paraît hostile au projet. Mais il n'exclut pas, en cas d'éclatement de l'Irak, de faire du Kurdistan une base de repli pour les forces américaines.

En attendant, les vrais choix, le Kurdistan est, selon les points de vue, une vitrine du nouvel Irak, un mirage ou une exception, celle d'un peuple engagé dans une marche à pas comptés vers l'Indépendance. Un processus qui, s'il se poursuit, n'aura rien d'une promenade de santé.

THIERRY OBERLÉ

Déferlement de haine et de violence à Mossoul

■ Polarisés sur la situation à Kirkouk, la cité pétrolière qu'ils considèrent comme leur capitale, les Kurdes suivent avec une attention moindre, le déferlement de la violence à Mossoul. Hier, des affrontements ont fait un mort parmi les forces de l'ordre. Le sujet est rarement abordé par les responsables

politiques locaux malgré le nombre important de victimes kurdes et chrétiennes. Le fief des ex-partisans de Saddam a vu sa mosaïque exploser sous les coups de butoir de la guérilla salafiste. Les groupes armés islamistes emploient les grands moyens pour semer l'effroi. « *Cela commence par des lettres d'intimi-*

dation. Ils exigent de ne pas coopérer, sous peine de mort, avec les Américains. Puis ils te kidnappent », explique Youssef, un chrétien réfugié à Arbil. « *Rimon, un de mes voisins chrétiens qui tenait un magasin de disques a été enlevé et exécuté. Les terroristes ont envoyé à ses proches le film de son supplice. Ils*

lui ont coupé la tête en prenant leur temps puis l'ont plongé dans l'eau bouillante en la tenant par les cheveux », précise-t-il. Les chrétiens sont persécutés pour leurs croyances, les Kurdes en raison de leur soutien aux Américains, les coiffeurs parce qu'ils sont barbiers et rasent le système pileux. T. O.

Oil in Kurdistan

No longer a threat to Kurds



Two oil workers leave the newly established Taqtaq oil drill station in Koye, May 14, 2006. The field was second of its kind. GLOBE PHOTO/Azad Lashkiri

Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani in a joint press conference with his deputy Omer Fetah in Koye, May 14, 2006. Barzani said that the Kurdistan Region has constitutional rights to dig its own oil fields in the area. GLOBE PHOTO/Azad Lashkiri

Mohammed A. Salih,
mohammad@hewlerglobe.net

Globe Correspondent

The oil beneath their soil, Kurds say, victimized them during the previous century. Now, the old curse has turned into a blessing, the Kurds today want "to use it to reconstruct" their region. In this rapidly-changing region of Iraq, unexpected things often have a chance to come true.

Last December, when the Kurds struck a deal with a small Norwegian firm to dig up oil in Zakho, near the Turkish border, it was just the first circle of a chain of shocks to come out from Kurdistan. Last Sunday, however, far from this Turkish border this time and closer to Iran, another oil-drilling project was commenced.

In Taqtaq district, 75 km southeast of the Kurdish capital Erbil, was the gathering place

for Kurdish officials and the heads of the foreign oil companies to get involved in the project. In a joint venture by the Turkish Genel Energy and Swiss Addax Petroleum companies, three wells, as deep as 2,250 meters, will be dug to reach oil by the end of this year.

Once completed, the wells will be able to produce up to 20,000 barrels of oil per day, experts say. The Taqtaq oil reserves are estimated at 1.2 billion barrels, making up about 2.5% of Kurdistan Region's 45 billion reserved barrels, some unconfirmed figures suggest.

Kurdish officials say there are more oil projects to follow, but "those projects haven't reached a stage to be disclosed yet." The decision to launch more projects depends upon "the quality and amount of the oil found in the other wells to be drilled," Khalid Sa-

lih, one of the Ministers of State in the new Kurdish government told The Globe.

Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani, who also attended the ceremony in Taqtaq, stressed his government's right to prospect for more oil. However, he cautiously sought to ease the tensions between Kurdistan and Baghdad on oil issues.

"The Kurdistan Regional Government (KRG) and the central government of Iraq will jointly run the oilfields that will have production for commercial purposes and their revenues will be distributed evenly to the regions of Iraq," Barzani said, in a bid to alleviate concerns by Iraq's Arab majority and the neighboring countries that suspiciously look at oil explorations in Kurdistan. These countries consider such moves as the Kurds' preparations for

their eventual breakaway from the Iraq.

Last month, a senior Iraqi oil official warned the Kurds not to search for oil without consulting the central government. "There is still a central government... Yes, there is no political stability in Iraq, [but] that doesn't mean we leave all laws and regulations behind for every region to do whatever it wants," Mohammed Aboudi, the General Director of Iraq's Oil Ministry, told Los Angeles Times.

Kurdish officials, however, reject such allegations and claim that their attempts are constitutionally authorized. "The KRG is just practicing its right to drill for oil, based on the Iraqi constitution that was approved by 75% of the Iraqi people," said Salih.

Describing the statements by the Iraqi officials with regard to Kurdistan's oil as

May 16, 2006 - No. 57



"strange," Salih quoted, "The Iraqi Arab politicians still think in centralist and unitary terms," adding, "if they don't regard it legitimate for the KRG to drill for oil, that is their own problem; not the KRG's," he added.

Following the approval of the Iraqi constitution last October, regions and provinces are allowed to

control the oil resources found in their areas.

While Iraq's Oil Ministry had vowed not to give any contracts to the companies that sign oil deals with the KRG, nonetheless, they are still coming in.

Despite the increasing interest shown by certain companies from abroad to undertake oil

projects in Kurdistan, bigger companies are still holding back. There are currently as many as eight foreign oil companies from Norway, Turkey, Canada, Australia and the UK working in Kurdistan region.

"It doesn't necessarily mean that smaller companies have less successful technological capa-

bilities," Salih explained, who believes that smaller companies are just simply more willing to take risks to work under difficult circumstances.

"After all, it doesn't matter if it's a big or small company doing the project, as long as it can search for oil, find it and quickly produce it, it's ok."



May 16, 2006 - No. 57

Cross border tensions mark new confidence of Eastern Kurds

Bashdar Pusho Ismaeel
Globe Staff writer

Ever-present on the infamous axis of evil, Iran has been under intense international spotlight in recent months. With the election of Mahmoud Ahmadinejad and the recommencement of Iran's nuclear aspirations, tensions have increased further with the US clearly uneasy by new developments coupled with ubiquitous accusations of Tehran meddling in Iraqi affairs.

With the prominence of the Southern (Iraqi) Kurds across the border, Eastern (Iranian) Kurds who make up around 12% of the Iranian population, have tried to use the recent Kurdish momentum and the current isolation of the Iranian regime, to stake their long forgotten claim. Eastern Kurdish nationalist aspirations have been met with severe reprimand and with the armed struggle of the Iranian Kurds affectively coming to a halt, the plight of the Iranian Kurds was put on the backburner.

However, involvement of the Southern Kurdish force in the overthrow of Saddam and the post-war status of the Southern Kurds as partners in the new federal Iraq has recently ignited aspirations for Western (Syrian) Kurds

and more recently Eastern Kurds who hope that in the same way they can be used as a catalyst for regime change.

With large Kurdish minorities presiding within their borders, the new found prominence of the Southern Kurds has not gone unnoticed in Iran and particularly Turkey. Long battling Kurdish resistance, they face the prospect of a nightmare scenario if Southern Kurds achieve a full federal status or even worse, independence. This common fear has recently brought Turkey and Iran closer together, combining to attack rebel positions in the mountainous plains of Southern Kurdistan. Whilst the US find themselves in a difficult position with their hands full in the insurgency and instability in Iraq, and have voiced strong discontent for any additional fuel to the current turmoil.

Just recently, hundreds of Kurds fled from their homes in Razqa, Iraq when this small village was shelled from Iranian positions, widely perceived as warning shots and possibly as a demand for a crackdown on Guerrillas, in turn for a sway on nuclear negotiations. The notable build up of Turkish and Iranian forces along the Iraqi border, serves a dual message to both rebels and a

reminder to Southern Kurds that they are there.

However, Southern Kurds working hard to build strong economic and political foundations found themselves in a precarious position, where diplomacy aside they are largely unable to respond to provocations or intimidations. Furthermore, Southern Kurds rely heavily on invaluable trade between Iran and most notably Turkey, serving as the foundations for their fledgling region. However, inaction will also at the same time, give out the wrong message to their own population and the Southern Kurdish leadership should maintain a consistent and strong stance, that the infiltrations within their borders is non-negotiable.

The situation in Western Iran is also gaining momentum, with the hope of taking their plight to the international arena. Dozens of rebels and soldiers have been killed in recent battles, with guerrillas of Party of Free Life of Kurdistan (PEJAK), recently attempting to promote social disobedience. The cross border influence can be seen with a recent bombing in the Western Iranian city of Kermanshah, seen as a reaction to recent Iranian incursions into Southern Kurdish region.

Aiming to maximise the current limelight, Kurdistan Democratic Party of Iran, led by Mustafa Hedjri, has also intensified its effort in recent months with visits across European capitals to highlight the current situation. Crucially, Hedjri has attempted to forge a larger alliance amongst other minorities, so as to serve as more national opposition as opposed to a separatist movement.

Clearly, without regime change in Iran, Kurdish rights would be difficult to administer. However, for the time been they can not count on proactive support from the Southern Kurds, mindful of harming relationships with Tehran, aside from diplomatic support and by the same token under the current circumstances a US led effort to attack Iran is very unlikely.

The appointment of outspoken Iranian leader has at least awaken Europe and the US, that the threat of Iran may be more imminent than first feared if unchecked. The Eastern Kurds must work in a coordinative and constructive way, shying away from terrorism, to placate international support and ensure that should regime change happen, they will be ever-ready to capitalise using the Southern Kurdish model.

Le Monde
Mardi 16 mai 2006

IRAN Douze personnes tuées par des rebelles sunnites

TÉHÉRAN. Des rebelles armés appartenant à un groupe sunnite iranien ont tué douze personnes, samedi 13 mai, dans la province de Kerman (Sud-Est). « *Le groupe terroriste Joundallah (Soldats d'Allah), dirigé par Abdolmalek Righi, a revendiqué dans un appel téléphonique cette attaque* », a déclaré le général Eskandar Momeni, adjoint du chef de la police iranienne. Douze passagers de quatre voitures ont été découverts tués dans un fossé, les mains attachées. Un petit gar-

çon de 10 ans a été épargné. « *Depuis mars 2005, ces actions terroristes ont commencé au Khouzistan [Ouest] et se sont développées dans le Nord-Ouest [Kurdistan iranien] avant de s'étendre au Sud-Est* », a déclaré le ministre iranien de l'intérieur, Mostapha Pour-Mohammadi. L'attaque s'est produite à un poste de contrôle sur la route de Bam à Kerman, à environ 35 km de Bam. Les rebelles portaient des uniformes des forces de l'ordre. - (AFP.)

IRAK 1 091 personnes ont été assassinées à Bagdad au mois d'avril

BAGDAD. « *J'ai reçu un rapport de l'institut médico-légal selon lequel 1 091 personnes ont été assassinées en avril dans la seule ville de Bagdad* », a déclaré, mercredi 10 mai, Jalal Talabani, le président de l'Irak. Mercredi, les corps de 13 personnes tuées par balles, dont certains présentaient des traces de torture, ont encore été découverts à Bagdad. Douze ouvriers travaillant pour la compagnie d'électricité ont été tués au cours d'une embuscade contre

Irak: M. Barzani attaqué par le Comité des oulémas à propos d'Israël



BAGDAD, 16 mai 2006 (AFP) - 06h56 - Le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a fait l'objet de vives critiques du Comité des oulémas musulmans après des déclarations sur les relations avec Israël, dans un communiqué.

En visite à Koweït, Massoud Barzani avait été interrogé vendredi sur les relations que les autorités du Kurdistan entretenaient avec Israël.

"Ce n'est pas un crime d'entretenir des relations avec Israël. Si Bagdad devait établir des relations diplomatiques avec Israël, nous pourrions ouvrir un consulat à Erbil (capitale du Kurdistan, ndr)", a répondu M. Barzani.

Le Comité des oulémas musulmans, une organisation irakienne sunnite très influente et opposée à la présence américaine en Irak, a émis lundi de vives critiques contre cette prise de position.

"Ces déclarations sont très dangereuses et elles portent atteinte aux sentiments de 1,5 milliard de musulmans dans le monde, qui ont souffert de manière directe ou indirecte de l'Etat hébreu", a estimé le Comité dans un communiqué.

"Elles ne représentent pas le peuple irakien et elles ne servent pas l'intérêt national de l'Irak, ni aujourd'hui, ni dans l'avenir. Si Barzani est en relation avec les Israéliens, qu'il leur demande de cesser de porter atteinte à nos frères en Palestine", a ajouté le Comité.

Le bureau de Massoud Barzani a répondu mardi à ces attaques, à travers un communiqué.

"Le Comité n'a visiblement pas lu la déclaration de M. Barzani. La position kurde en ce qui concerne Israël est liée à la position de Bagdad, c'est Bagdad qui décide et cette décision sera appliquée au Kurdistan", selon le communiqué.

"De quel droit le Comité prétend-il parler au nom de tous les musulmans ? Pourquoi n'a-t-il jamais réagi pour dénoncer le crime d'Halabja et les souffrances du peuple kurde", s'est interrogé M. Barzani, qui a invité le Comité à cesser de publier des "communiqués takfiri (extrémistes sunnites, ndr)".

Une attaque aux armes chimiques le 17 mars 1988 contre les Kurdes à Halabja, à 300 km au nord-est de Bagdad, avait fait près de 5.000 morts en une journée.

La course contre la montre de l'Iran

En 2002, deux sites nucléaires, Natanz et Arak, jusque-là dissimulés par l'Iran à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), étaient mis au jour par des images satellites. L'ampleur des activités scientifiques clandestines de la République islamique commençait à être dévoilée. Près de quatre ans plus tard, la crise diplomatique qui se noue autour du programme nucléaire iranien, soupçonné d'avoir pour but de fabriquer une bombe atomique, est sur le point d'entrer dans la phase des textes contraignants au Conseil de sécurité de l'ONU, l'instance chargée, comme son nom l'indique, de la paix et de la sécurité internationales.

Au cours de ces quatre années, marquées par le déclenchement de la guerre en Irak et les difficultés rencontrées par les troupes américaines d'occupation, deux tentatives diplomatiques se sont succédé pour tenter d'empêcher, ou du moins de repousser, l'entrée en jeu dans le dossier iranien du Conseil de sécurité. Celle, d'abord, des Européens - France, Royaume-Uni, Allemagne -, lancée en octobre 2003, lorsque les ministres des affaires étrangères firent ensemble une visite historique à Téhéran ; et celle, ensuite, de la Russie, qui prit le relais, à l'automne 2005, pour tenter de dénouer la crise. Ces deux démarches ont échoué.

Reste-t-il encore une marge pour un nouvel effort diplomatique ? Tout se déroule aujourd'hui comme si chacun cherchait à gagner du temps. Non pas parce que le temps apportera naturellement une solution de compromis, mais

précisément parce qu'aucune solution n'est en vue, et que nul ne semble capable d'en formuler une. C'est ce désarroi, le fait même que « *personne ne sache quoi faire, qui rend la situation dangereuse* », s'inquiète Tim Guldemann, ancien ambassadeur suisse à Téhéran (jusqu'en 2004), où il représentait les intérêts américains.

Les États-Unis ont fait savoir que leurs stratégies militaires préparaient, en cas de besoin, des plans d'attaque contre les sites iraniens, mais ils répètent aussi que la diplomatie doit encore jouer. Ils sont soucieux de ne pas faire dérailler leurs plans de désengagement progressif en Irak et savent qu'il serait périlleux, surtout à court terme, d'ouvrir un nouveau front militaire dans la région.

Les Européens, tout en tenant un discours ferme face à l'Iran, sont inquiets d'un engrenage que personne ne maîtriserait plus et se prennent à espérer que George Bush prendra la décision historique de franchir un pas auquel les États-Unis se sont refusés depuis 1980 : entrer en

ANALYSE
NATALIE NOUGAYRÈDE

pour parler directement avec l'Iran des mollahs, accepter de s'associer à une éventuelle nouvelle offre diplomatique envers l'Iran.

La Russie de Vladimir Poutine, qui a pris goût à apparaître comme médiateur potentiel avec lequel il faudrait désormais compter au Proche-Orient, veut ménager sa relation bilatérale avec l'Iran et éviter que les choses s'enveniment. Moscou déteste tout autant que les Occidentaux l'idée d'un Iran doté de la bombe atomique, sur les flancs sud de sa zone traditionnelle d'influence. Mais le Kremlin a aussi en horreur la perspective d'une nouvelle aventure militaire américaine, que la mise en œuvre du chapitre VII de la Charte des Nations unies serait susceptible de justifier, craint-on à Moscou.

La Chine, de l'avis des diplomates occidentaux, joue dans cette crise un rôle d'appui à la position russe. Elle n'aime pas l'idée de mesures coercitives contre l'Iran, avec lequel elle a conclu des accords pétroliers. Mais elle ne prendra pas de front les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité si d'aventure ceux-ci s'accordent sur une stratégie.

Chacun donc veut donner du temps au temps. Ce qui présente pour Téhéran un avantage évident : dans l'intervalle, l'Iran poursuit ses travaux nucléaires, faisant d'ailleurs « *exactement ce qu'il avait annoncé* », commente un diplomate français. Si les Iraniens arrivent à mettre en route, « *d'ici à la fin de l'année* », ainsi qu'ils le disent, 3 000 centrifugeuses à Natanz, ils auront de quoi fabriquer une bombe atomique par an, préviennent des experts.

C'est l'une des différences avec la crise diplomatique autour de l'Irak, en 2002-2003 : l'Iran de 2006, lui, est unanimement perçu comme un pays sur le point d'être capable de se doter d'armes de destruction massive. Les rapports de l'AIEA ont une autorité que personne ne conteste. Autre différence : les États-Unis semblent vouloir réellement accorder une chance à la diplomatie, alors que, dans le cas irakien, ils avaient passé la diplomatie par pertes et profits.

Inverser le glissement

Pour autant, dans cette partie serrée, aucune issue claire n'apparaît. Les positions semblent inconciliables. Les Occidentaux et les Russes disent qu'il est inacceptable que l'Iran conserve sur son territoire ne serait-ce qu'une petite installation d'enrichissement d'uranium. L'Iran martèle qu'il est hors de question de renoncer à un cycle autonome de fabrication de matière fissile et argue de son droit à s'en doter, en tant que signataire du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Téhéran en fait une question de fierté et de souveraineté nationale.

C'est au nom de cette obsession iranienne à être reconnu comme interlocuteur légitime que certains, dans les chancelleries européennes et à Moscou, plaident pour un virage à 180 degrés de la politique américaine à l'égard de l'Iran. Seul

un coup de théâtre de la part de M. Bush pourrait inverser le glissement vers la confrontation totale, arguent-ils. Mais pareille idée est loin d'avoir mûri à Washington.

Au-delà des pourparlers délicats qui s'annoncent à l'ONU, la véritable échéance, disent des diplomates, est celle du sommet du G8, à la mi-juillet à Saint-Petersbourg. D'ici là, il s'agira de gagner du temps, à la condition toutefois que les Iraniens s'abstiennent d'un geste drastique, tel un retrait subit du TNP, comme l'avait fait la Corée du Nord en 2003.

« Seuls les Etats-Unis peuvent peser maintenant sur la tournure des événements », dit David

Albright, de l'Institute for Science and International Security, à Washington. Il préconise de tenir aux Iraniens le discours suivant : « Si vous suspendez vos activités, on facilitera votre développement économique, et nous ne viserons pas le changement de régime. » Pour Gary Samore, ancien conseiller de Bill Clinton, aujourd'hui vice-président de la Fondation MacArthur à Chicago, « les Etats-Unis n'auront pas d'autre choix que d'accepter de parler avec l'Iran. C'est d'ailleurs ce qu'ils ont fini par faire avec la Corée du Nord ». Qui, elle aussi, a su mettre le temps à profit pour s'équiper de la bombe. ■

LE FIGARO samedi 20 - dimanche 21 mai 2006

La Syrie retourne aux années de plomb

PROCHE-ORIENT

Damas fait taire les opposants et ignore la résolution de l'ONU l'appelant à reconnaître le Liban.

EN QUELQUES jours, le régime de Damas a arrêté une douzaine d'opposants dont des personnalités en vue comme Michel Kilo, journaliste de renom, et l'avocat Anouar el-Bounni. On n'avait pas assisté à une telle vague d'arrestations depuis 2001, quand le président Bachar el-Assad avait brusquement mis fin au « printemps de Damas », les quelques mois d'ouverture qui avaient suivi son avènement à la mort de son père, Hafez. Les prisonniers d'alors avaient été libérés. Cette fois-ci, la porte paraît s'être refermée pour longtemps. Michel Kilo, 57 ans, accusé entre

autres de « diffamation à l'encontre du chef de l'Etat » risque la prison à vie. Les autres personnes incarcérées devraient elles aussi comparaître devant la justice.

Le régime syrien estime avoir désormais les mains libres pour accentuer la répression. « Il profite du moment où les Etats-Unis sont occupés par l'Irak et par la crise irakienne pour lancer une campagne contre les opposants jusqu'alors tolérés », dit Ayman Abd el-Nour, franc-tireur du parti Baas au pouvoir, opposé à la ligne dure. Le message est destiné autant à l'intérieur qu'à l'extérieur : les critiques mis au cachot venaient de signer une pétition syro-libanaise, demandant au pouvoir de respecter l'indépendance du Liban et d'ouvrir une ambassade à Beyrouth, ce que Damas a toujours refusé de faire au nom de sa « relation spéciale » avec le Liban.

C'est aussi un pied de nez à la résolution 1680 du Conseil de sécurité, votée le 17 mai sur proposition franco-anglo-américaine, et qui exige exactement la même chose.

Enquête onusienne

Un grand nombre de diplomates tant occidentaux qu'arabes partagent la vision du baasiste disident. « Bachar a tiré la leçon de ces derniers mois, analyse l'un d'eux. Il est soutenu par l'Iran, il voit que les Russes s'abstiennent à l'ONU et il pense que les Américains ont renoncé à le renverser, par peur d'aggraver le chaos irakien et parce qu'ils n'ont pas de solution de remplacement. Il estime donc qu'il n'a plus à faire le gentil. » En réalité, le président syrien, contraint par l'ONU d'évacuer le Liban l'an dernier, n'a pas renoncé à sa tutelle sur Beyrouth. Sans surprise, la « révolu-

tion du cèdre » a fait long feu au Liban, un pays aujourd'hui comme hier divisé entre pro et anti-syriens. Dans ce cadre, la démilitarisation du Hezbollah, autre exigence de l'ONU, ne semble pas pour demain. « La Syrie a décidé de refaire du Liban un théâtre de confrontation avec les Occidentaux », explique le diplomate.

Après la série d'assassinats de personnalités anti-syriennes, Damas a réactivé ces derniers jours ses affidés palestiniens au Liban, qui font le coup de feu contre l'armée nationale. La Syrie reste cependant sous la pression de l'enquête onusienne sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri, qui risque de désigner la tête de l'Etat. Mais en attendant, la Syrie gagne du temps et revient à ses vieilles méthodes.

PIERRE PRIER

Le Parisien

19 MAI 2006

Génocide arménien : la loi enterrée

DE MÉMOIRE D'HUISSIER, on n'a jamais vu cela... Hier, en début d'après-midi, une vingtaine de gendarmes ont été contraints de faire évacuer les tribunes de l'Assemblée nationale devant des députés sidérés. Une soixantaine de parlementaires examinaient la proposition de loi très sensible du groupe socialiste condamnant la négation du génocide arménien. Au moment de passer au vote, le président Jean-Louis Debré a subitement levé la séance. « Démocratie, démocratie », ont alors hurlé des dizaines de membres de la communauté arménienne. Plusieurs « Marseillaise » ont retenti. Le premier secrétaire du PS François Hollande, arrivé quelques minutes avant les incidents, est monté dans les tribunes pour tenter de ramener le calme.

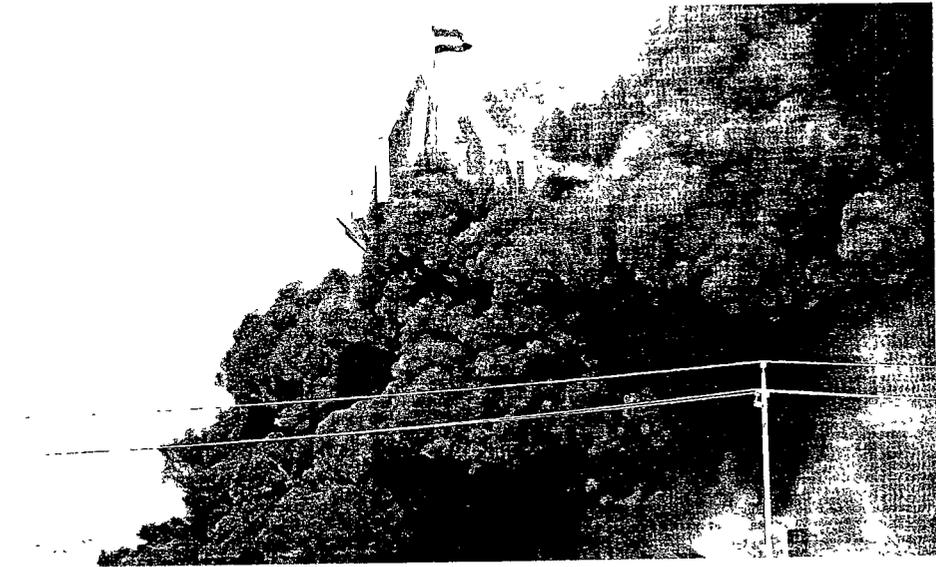
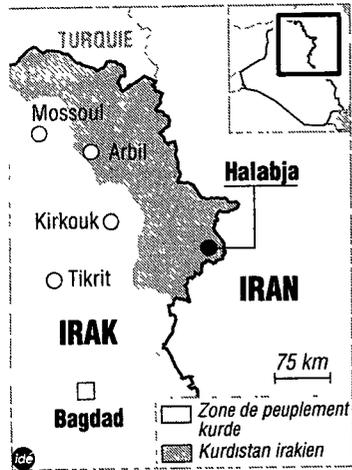
Depuis plusieurs jours, l'incertitude planait sur l'issue de ce vote, chaque famille politique étant profondément divisée. Craignant une crise avec la Turquie, l'Elysée s'est activé, auprès des députés de la majorité, pour éviter un vote favorable. Sous les invectives, Philippe Douste-Blazy, le ministre des Affaires étrangères, a affirmé hier que « ce texte serait considéré comme un geste inamical aux conséquences politiques et économiques sérieuses ». Plusieurs députés UMP, comme Eric Raoult ou Patrick Devedjian, voulaient passer outre ces mises en garde. Une majorité hétéroclite semblait ainsi se dégager en faveur de la proposition de loi. Mais, devant le risque encouru, le vote a été reporté sine die.

ERIC HACQUEMAND

Les survivants d'Halabja se révoltent contre l'inaction de Bagdad

LE FIGARO
samedi 20 - dimanche 21 mai 2006

Les habitants se sont révoltés en mars contre leurs conditions de vie en brûlant le mausolée rendant hommage aux victimes du « Guernica des Kurdes ».



Le monument dédié aux victimes du bombardement d'Halabja a été saccagé le 16 mars dernier par les habitants de la ville, qui s'estiment « ostracisés » par le régime. AFP

De notre envoyé spécial à Halabja

IL NE RESTE que des ruines du monument dédié aux victimes du bombardement à l'arme chimique d'Halabja. L'imposant dôme en forme de globe terrestre tenu par deux mains est calciné. L'intérieur du mausolée a été totalement saccagé : les statues des géants morts brûlés par le napalm ou terrassés par les gaz chimiques dans des positions fœtales sont en miettes ; les plaques nominatives des quelque 5 000 victimes du Guernica des Kurdes sont arrachées, la « galerie du désastre » où étaient exposés des portraits des martyrs et des photos prises le 16 mars 1988, le jour du raid de l'aviation irakienne, ont disparu.

Dix-huit ans, jour pour jour, après la tragédie, les habitants d'Halabja ont réduit en cendres l'édifice. Leur colère a explosé à l'issue d'une manifestation qui a mal tourné. Le 16 mars, les étudiants de la localité s'étaient rassemblés en marge des cérémonies commémoratives officielles à proximité du mausolée pour protester contre l'ostracisme dont ils estiment être l'objet. « Nous en avons assez des promesses et des mensonges », hurlaient les protestataires. Des miliciens de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti du président irakien, Jalal Talabani, ont ouvert le feu sur la fou-

le, tuant un lycéen et blessant cinq autres manifestants. Les habitants ont alors déferlé sur le monument inauguré en grande pompe deux années plus tôt. Il a fallu plusieurs jours pour rétablir le calme. Pourchassés par des commandos encagoulés des forces spéciales de l'UPK, les émeutiers qui n'ont pas été capturés se cachent depuis en Iran et à Arbil.

Le coup de sang de la population résulte d'une accumulation de frustrations et de rancœurs. « Chaque année le gouvernement assure qu'il va faire quelque chose pour nous, mais il oublie dès le lendemain des commémorations ses promesses. Il utilise nos souffrances pour bénéficier de la compassion du monde », affirme Majid, un étudiant. Construit à l'écart d'Halabja avant l'entrée de la ville, le mausolée était une étape obligée des délégations étrangères en visite au Kurdistan. « Ils ont bâti le monument à l'extérieur de la cité pour que les pèlerins ne voient pas notre misère. Halabja est comme un cimetière. C'est une ville morte faute de développement économique », explique Osman Ahmed Abdullah, 25 ans.

En 1988, la photo d'Osman a fait le tour du monde. Agé de 7 ans, il reposait, aveugle et gravement brûlé, sur un lit d'hôpital en Suisse. Il se souvient comme si c'était hier des gaz à l'odeur d'ail et de persil, d'un brouillard chimique, des spasmes des victimes, des gaz in-

nervants, de sa mère évanouie qu'il ne veut pas abandonner. Rescapé avec ses trois sœurs et ses parents, il est sauvé par des militaires iraniens. « J'ai été évacué avec une de mes sœurs en Suisse. Mes deux autres sœurs ont été transférées aux Etats-Unis », raconte-t-il. Le blessé retrouve finalement la vue. Il est renvoyé dans un orphelinat à Téhéran. « Mon père m'a récupéré de justesse avant une probable adoption d'office par une famille iranienne », précise-t-il. « Ces événements sont comme une ombre qui me suit », confie Osman.

5000 victimes

Revenu en Irak avec les siens en 1989, il échappe au sort réservé à une centaine de familles d'Halabja enterrées vivantes par les forces armées irakiennes à leur retour au Kurdistan. « On s'est réinstallé parmi les premiers dans la ville détruite et privée d'électricité après le soulèvement kurde de 1991. J'avais l'impression de vivre parmi les morts. J'avais peur », dit Osman. Si 5 000 personnes périrent sous les bombes chimiques, pas moins de 20 000 furent contaminées. L'opération avait été ordonnée par Saddam Hussein dans le cadre d'Anfal, un vaste plan destiné à punir les Kurdes pour leurs liens avec l'ennemi iranien. Le massacre d'Halabja sera au cœur du second procès de Saddam devant le Haut Tribunal pénal irakien. L'ancien

dictateur irakien devrait répondre de crime de génocide, la qualification la plus grave du droit international.

Mal vus en raison notamment de leur proximité culturelle avec leurs voisins iraniens, les habitants d'Halabja affirment être traités comme des « pestiférés » par les autorités kurdes. Dépités, ils sont tombés dans les bras d'Ansar al-Islam, les islamistes kurdes liés à Zarqoui, le chef en Irak d'al-Qaïda. Cette alliance n'a guère amélioré leur crédit auprès des miliciens. Chassés en 2003, les djihadistes combattent aujourd'hui les forces américaines et leurs alliés dans le triangle sunnite et à Mossoul. Depuis leur départ, les femmes d'Halabja ont tombé le voile et des commerçants vendent de l'alcool. Mais la cité est toujours à l'abandon. Sans le sou, les survivants du Guernica kurde vivent dans des mesures. « Nous demandons au gouvernement de nous rendre notre réputation », dit Osman. « C'est la condition pour qu'Halabja reste un symbole. »

THIERRY OBERLÉ

Combats dans le sud-est turc: 4 soldats et un rebelle kurde tués



DIYARBAKIR (Turquie), 13 mai 2006 (AFP) - 09h03 - Quatre soldats turcs et un rebelle kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués dans des accrochages survenus tard vendredi dans une zone montagneuse proche de la frontière irakienne, a-t-on indiqué samedi de sources de sécurité locales.

Les affrontements se sont produits dans la localité de Küpelidag, située dans la province de Sirnak (sud-est de la Turquie peuplée majoritairement de kurdes), a-t-on précisé de mêmes sources.

Les rebelles armés du PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, ont multiplié leurs opérations contre les forces de sécurité dans la région.

Le conflit kurde a fait plus de 37.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK en 1984.

La Turquie a massé ces dernières semaines des troupes le long de sa frontière avec l'Irak dans le but affiché par les autorités de prévenir l'infiltration de rebelles du PKK, qui dispose de plusieurs camps dans le nord de l'Irak.

IRAK RÉVÉLATIONS DU « TIMES »

45 millions de dollars versés pour libérer les otages européens

LA FRANCE, l'Italie et l'Allemagne auraient accepté de payer 45 millions de dollars (35,3 millions d'euros) pour obtenir la libération de neuf de leurs ressortissants pris en otage en Irak, affirme le *Times* dans son édition du lundi 22 mai. Le journal londonien déclare s'appuyer sur des documents détenus par des « responsables de la sécurité à Bagdad » qui ont « joué un rôle crucial dans les négociations » pour la libération des

otages occidentaux. Paris, Rome et Berlin ont toujours fermement démenti avoir payé des rançons. Selon le quotidien, la France a payé 25 millions de dollars au total. Dix millions pour la libération, en juin 2005, de Florence Aubenas, journaliste à *Libération*, et 15 millions pour celle de Christian Chesnot et Georges Malbrunot, de RFI et du *Figaro*, en décembre 2004. De son côté, l'Italie a payé 5 mil-

lions de dollars pour celles d'une autre journaliste, Giuliana Sgrena, en mars 2005, et 6 millions pour Simona Pari et Simona Torretta, membres d'une ONG, en septembre 2004.

Quant à l'Allemagne, elle aurait payé 8 millions de dollars au total, dont 5 pour la libération de deux ingénieurs, René Braunlich et Thomas Nitzschke, au début du mois de mai, et 3 millions pour Susanne Osthoff, en novembre 2005. La chaîne de télévision allemande ARD avait affirmé que 10 millions de dollars avaient été versés pour les deux ingénieurs. Selon le journal, la Grande-Bretagne n'a jamais payé de rançon aux ravisseurs de Kenneth Bigley et

Margaret Hassan, deux Britanniques assassinés après leur enlèvement à l'automne 2004, mais aurait rémunéré des intermédiaires pour établir des contacts avec les ravisseurs.

Le *Times* indique que la liste des paiements des rançons est connue des diplomates occidentaux. Les Etats-Unis se sont toujours opposés à de tels versements, estimant qu'ils encourageaient les enlèvements et permettraient de financer l'insurrection.

439 étrangers ont été enlevés depuis mars 2003 ; 44 ont été assassinés et une trentaine sont portés disparus. ■

IRAK NOMINATION DU GOUVERNEMENT

Le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, prône la fermeté

COMME l'a titré, dimanche 21 mai, le journal indépendant *Irak*, « C'est un gouvernement amputé de ses deux pieds » qui a été investi, samedi, par l'Assemblée élue le 15 décembre 2005. Mais le nouveau premier ministre, Nouri Al-Maliki, l'a promis, les trois titulaires manquants de ce cabinet de 37 ministres et secrétaires d'Etat seront désignés dans « deux ou trois jours ».

Il s'agit de postes stratégiques - la défense, l'intérieur et la sécurité nationale -, c'est-à-dire ceux liés à l'instabilité du pays, premier défi du nouveau pouvoir.

Malgré ce vide, M. Al-Maliki a d'emblée prôné la fermeté face à l'insurrection. « Nous utiliserons la force maximale contre le terrorisme mais nous aurons également besoin d'une initiative nationale »,

a-t-il déclaré dimanche, faisant allusion à la réconciliation nationale. Une conférence sur ce thème doit être organisée à la fin du mois de juin à Bagdad, à l'initiative de la Ligue arabe.

« Supprimer les milices »

Et il s'est déclaré résolu à mettre un terme à l'escalade de la violence en affirmant : « Seul le gouvernement doit être autorisé à posséder des armes. Les milices, les escadrons de la mort, le terrorisme, les meurtres et les assassinats ne sont pas normaux et nous devons supprimer les milices. »

Ce gouvernement d'union nationale représente toutes les composantes du pays, même si l'Alliance unifiée irakienne (AUI), le bloc chiite conservateur qui a remporté les élections du 15 décembre

(128 sièges sur 275), se taille la part du lion avec 19 ministères, dont ceux du pétrole, des finances, de l'électricité et du commerce. La coalition kurde obtient 7 ministères, dont les affaires étrangères, le Front de la concorde (sunnite) 6, dont la planification, et la liste laïque de l'ancien premier ministre Iyad Allaoui 5, dont la justice.

Il aura fallu cinq mois pour parvenir à ce résultat et trois ans pour qu'aboutisse le processus de dévolution du pouvoir mis en place par les Américains après l'invasion de mars-avril 2003. Au terme de deux élections législatives et d'un référendum qui a permis de doter l'Irak d'une Constitution, le gouvernement, issu d'un scrutin auquel a participé une large majorité d'Irakiens, va pouvoir se mettre au travail.

Le président américain, George Bush, a salué l'événement. « Un Irak libre sera un allié important dans la guerre contre le terrorisme et infligera une défaite dévastatrice aux terroristes et à Al-Qaïda. Il servira d'exemple à d'autres dans la région qui veulent la liberté », a-t-il estimé. « Il faut que nous lui donnions un peu d'air, une petite chance, et je crois que vous verrez de très bonnes choses de la part de ce gouvernement », a indiqué la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice.

Vingt Irakiens ont été tués dimanche, et un double attentat s'est produit sur un marché de Bagdad lundi matin, alors que Tony Blair y effectuait une visite surprise. ■

MICHEL BÔLE-RICHARD

TURQUIE DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Ankara peine à enrayer la chute de la livre

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

« Parler d'une éventuelle dévaluation dans un régime de changes flottants, c'est de l'ignorance », a martelé, mercredi 17 mai, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Il n'y a aucune raison de s'inquiéter. » La valeur de la monnaie turque a pourtant brutalement chuté en début de semaine, atteignant son plus bas niveau depuis novembre 2004 : 1,54 livre turque (YTL) pour 1 dollar.

La Bourse d'Istanbul, dont la part de capitaux étrangers est de 65 %, a réagi à la baisse. Et pour tenter de stopper l'hémorragie, la banque centrale turque a décidé, dès lundi, de bloquer ses achats de devises étrangères. Jeudi, la chute était enrayerée mais une deuxième onde de choc pourrait survenir dans les prochains jours, et faire perdre à la livre turque 10 % supplémentaires.

« L'économie turque repose encore beaucoup sur la spéculation. Ces investisseurs-là se retirent à la première alerte », note un analyste. Près de 5 milliards de dollars (3,9 milliards d'euros) auraient

quitté le pays en une semaine.

Comme les autres économies émergentes, la Turquie fait les frais de l'augmentation des prix de l'énergie et de l'or, et aussi de la hausse des taux d'intérêt dans les pays développés.

Perte de crédibilité

Mais ce réajustement survient aussi au moment où l'économie turque, vantée pour son attractivité, traverse une zone de turbulences. « Les problèmes se sont accumulés ces derniers mois », constate Ahmet Cimenoglu, analyste de la banque turque Yapi Kredi. Cela a commencé avec la polémique sur la nomination du gouverneur de la banque centrale qui a créé une incertitude et une perte de crédibilité. »

Depuis, les contretemps et les mauvais résultats se sont enchaînés : un veto présidentiel a mis un coup d'arrêt à la réforme de la Sécurité sociale, exigée par le Fonds monétaire international (FMI). Et la forte hausse des dépenses de santé sur les quatre premiers mois de 2006 menace l'équilibre budgétaire. Des décisions administratives ont égale-

ment freiné le programme de privatisations.

Les derniers chiffres de l'inflation - 8,8 % sur les douze derniers mois et 1,34 % en avril (loin des 0,43 % prévus) - ne remplissent pas non plus les objectifs

fixés par le gouvernement : 5 % pour 2006. Le déficit de la balance commerciale s'est considérablement creusé, sous l'effet de la hausse des prix du pétrole, dont la Turquie est fortement importatrice.

Autre déception, le tourisme, frappé par la grippe aviaire et les menaces d'attentats, est en net repli par rapport à 2005.

« Fragilité énorme »

« Et puis la Turquie veut introduire une nouvelle taxe sur les investissements financiers », détaille M. Cimenoglu. « Les investisseurs ne comprennent pas cette réforme et on note de nombreux départs de capitaux depuis dix jours », note l'analyste, pour qui le gouvernement doit maintenant montrer sa détermination, relancer les réformes et rassurer les marchés : « Les investisseurs reviendront et la valeur devrait rapidement se stabiliser à 1,40 YTL pour 1 dollar. »

Certains observateurs jugent même ce rééquilibrage plutôt bénéfique à la Turquie. Une correction d'environ 20 % était attendue depuis plusieurs mois et les exportateurs vont voir l'étau se

desserrer. Les exportations, notamment dans le secteur textile, étaient fortement pénalisées par une monnaie surévaluée.

Mehmet Altan, professeur d'économie à l'université d'Istanbul, se montre moins optimiste. « L'économie turque marche bien en apparence, mais, dans le fond, révèle une fragilité énorme. Et le gouvernement a commis une erreur fatale en déclarant que la Turquie allait pouvoir rembourser toutes ses dettes au FMI, estime-t-il. Le FMI est le cadre de l'économie turque, il ne faut pas s'en détacher. »

Une délégation du FMI se trouve justement à Ankara ces jours-ci, mais elle n'a fait aucun commentaire sur la situation monétaire de la Turquie. Le gouvernement, lui, s'est montré rassurant. « Nous maintiendrons une discipline financière avec la même détermination. Nous remplirons les objectifs en ce qui concerne l'inflation », a assuré Kemal Unakitan, le ministre des finances, en dépit des prévisions, toutes plus pessimistes.

« Nous n'accepterons pas de voir ruinés les succès économiques de ces dernières années », a ajouté Ali Babacan, le ministre de l'économie et négociateur en chef auprès de l'Union européenne, qui a longuement rencontré les représentants des banques turques. ■

GUILLAUME PERRIER

20 mai 2006
Le Monde

22 MAI 2006



Hier à Bagdad, après un attentat sur un marché qui a coûté la vie à trois personnes.

UN GOUVERNEMENT CERNÉ PAR LA VIOLENCE

Formé après cinq mois de tractations, le cabinet d'union nationale de Nouri Al-Maliki doit éviter à l'Irak une guerre civile déjà amorcée.

Le gouvernement de la dernière chance ou le dernier épisode de la descente aux enfers de l'Irak? Après plus de cinq mois de négociations acharnées, le nouveau gouvernement irakien dirigé par Nouri al-Maliki a prêté serment samedi devant le Parlement au milieu des interruptions de séance, des vociférations et du départ de 17 députés sunnites mécontents. Lorsqu'un député a de-

struction du sanctuaire chiite de Samarra le 22 février, compte 36 hommes et femmes... mais pas de ministre de l'Intérieur ni de la Défense. Chiïtes, sunnites et Kurdes, tous représentés au gouvernement, ne sont pas parvenus à s'entendre sur le choix des titulaires de ces postes clés. L'absence de contrôle sur les organes de sécurité, infiltrés, de l'aveu même du ministre de l'Intérieur sortant, par des milices chiïtes,

L'ambassadeur américain Zalmay Khalidzad a pesé sur les nominations afin d'intégrer la communauté sunnite au processus politique.

mandé le comptage des votes, qui s'effectuaient à main levée, le président de l'Assemblée est passé outre en qualifiant cette requête de « peu pratique à mettre en œuvre ». La nouvelle équipe censée éviter au pays une guerre civile, plus que larvée depuis la des-

est l'une des causes de la non-reconduction à son poste du chef de gouvernement précédent, Ibrahim al-Jaafari. Lors de la première réunion de son gouvernement, hier, Nourial-Maliki a indiqué qu'il pensait pourvoir

ces deux ministères laissés vacants, ainsi que le secrétariat d'Etat à la sécurité nationale, «dans les deux ou trois jours».

Comme si cette avancée politique n'avait aucun effet sur la situation sécuritaire, les actes de violence n'ont pas faibli: 26 morts samedi, dont 19 ouvriers dans un attentat dans un quartier chiite de Bagdad, 20 dimanche, dont 13 dans un restaurant fréquenté par des policiers à Kerrada, un quartier de Bagdad; pendant le week-end, 29 cadavres mutilés ont aussi été découverts dans le pays.

Malgré ce climat et les difficultés à mettre en place une équipe largement renouvelée, les Etats-Unis, l'Union européenne, la Ligue arabe et une bonne partie de la presse irakienne veulent y voir l'espoir d'un sursaut et d'une «union nationale» plus que chancelante. Pour la première fois en effet, toutes les composantes de la population irakienne sont représentées dans un gouvernement démocratiquement élu. Largement dominé par les chiïtes conservateurs de l'Alliance unifiée irakienne (19 ministères, dont le Pétrole, les Finances, l'Electricité et le Commerce), il compte aussi des représentants de la coalition kurde (7 portefeuilles, dont les Affaires étrangères), des sunnites (6 postes dont la Planification). Cinq ministères sont dévolus à la liste laïque de l'ancien Premier ministre de transition Iyad Allaoui. Pas moins de 80% des députés siégeant au gouvernement sont représentés, fait-on remarquer à Washington, dont l'ambassadeur Zalmay Khalidzad s'est impliqué comme jamais dans les nominations afin d'intégrer la communauté sunnite au processus politique.

Avant son serment, Nouri al-Maliki a exposé les 34 points de son programme. Le défi est incommensurable, surtout au vu des difficultés à constituer une équipe cohérente. L'Irak est en effet en proie, non seulement à une rébellion, dont l'aire la plus dure est incarnée par le chef d'Al-Qaeda en Irak, Abou Moussab al-Zarqoui, mais aussi à des violences intercommunautaires de grande ampleur qui ont entraîné des déplacements de population sans précédent. La pro-

duction pétrolière et celle d'électricité ne sont pas revenues à leur niveau d'avant-guerre, alors que le pays était sous embargo international. La corruption, endémique sous les gouvernements Al-laoui et Jaafari, n'a fait qu'atti-

ser le ras-le-bol de la population. Maliki, dont le supérieur direct au sein du parti islamiste chiite Al-Dawa n'est autre que Jaafari, va devoir aussi gérer les travaux du comité de suivi constitutionnel censé trancher deux points laissés

en suspens, aussi sensibles qu'essentiels: la place de l'islam dans la Constitution et le degré de fédéralisme qui doit régir l'Irak. Enfin, le procès de Saddam Hussein doit reprendre aujourd'hui. On avait failli l'oublier. ◀

CHRISTOPHE AYAD

La mixité vole en éclats

Vieille valeur irakienne, le mélange entre ethnies et confessions disparaît.

Des dirigeants politiques assyriens ont réclamé récemment une région, un lieu à eux, un sanctuaire pour leur communauté menacée de toutes parts. Ils proposent de rassembler les chrétiens d'Irak dans l'un de leurs berceaux historiques, la plaine de Ninive, entre Mossoul et Erbil. Ils suivent l'exemple des Kurdes, qui jouissent d'une très large autonomie au nord, et des chiïtes, qui revendiquent le même privilège au sud. Leur projet n'a guère de chance d'aboutir. Les Eglises sont elles-mêmes opposées à la création d'un «ghetto chrétien» (lire, page 8). Mais cette volonté de séparation témoigne des terribles forces centrifuges à l'œuvre en Irak. «C'est une solution provisoire pour arrêter l'hémorragie», souligne Adnan Paulus, qui représente en France le Mouvement démocratique assyrien. *A cause des persécutions, les Assyro-Chaldéens fuient à l'étranger. Au lieu d'émigrer aux Etats-Unis, ils pourraient trouver refuge pendant un temps dans leur propre pays.* Dans la plaine de Ninive, prise en sandwich entre les zones kurde et arabe, les villages chrétiens comme Al-Koch, Karemlesse et Bartaleh connaissent un boom immobilier en raison de l'afflux de réfugiés.

Claquemurés. Partout en Irak, les communautés se regroupent entre elles et se claquent dans leurs villages, leurs faubourgs ou leurs régions. Partout, la mixité ethnique et confessionnelle qui existait depuis des siècles vole

en éclats. Fin avril, la ministre des Emigrés et des Déplacés, Souhaila Abed Jaafar, a évalué à 14000 les familles poussées à quitter leur foyer en raison des tensions interconfessionnelles au cours des derniers mois. Soit quelque 70000 personnes. «Le chiffre réel est sans doute supérieur», estime un diplomate occidental à Bagdad. Un leader chiite, Adel Abdoul Mahdi, l'un des trois vice-présidents sortants, a avancé le nombre de «100000 familles réfugiées», dont ses coreligionnaires représenteraient, selon lui, 90% du total.

L'attentat à la bombe du 22 février à Samarra contre l'un des principaux lieux saints chiïtes, et la vague de violences qui a suivi, ont déclenché de vastes mouvements de populations. Les sunnites refluent vers l'ouest et le centre, les chiïtes vers le sud, les chrétiens et les Kurdes partent au nord. Parfois, ces déplacements s'effectuent dans une même ville. A Bagdad, les quartiers se recom-

posent selon les lignes confessionnelles ou ethniques. «Je connais beaucoup de chiïtes qui ont dû quitter Adhamiya [un bastion sunnite, ndlr], affirme Adnan Paulus. Cela touche tous les endroits où les deux communautés coexistaient.» En sens inverse, les sunnites fuient Dora, Sadr City, contrôlés par les milices de l'imam radical Moqtada al-Sadr.

Rations alimentaires. Le ministre des Déplacés a déjà mis en place huit camps d'accueil,

dont trois à Bagdad, et cherche les moyens de continuer à faire bénéficier ces populations du système de rations alimentaires subventionnées hérité

du programme «Pétrole contre nourriture» de l'ONU. Mais ceux qui en ont les moyens prennent de plus en plus le chemin de l'exil. Fuyant tout autant une guerre civile qui ne dit pas son nom que le simple banditisme, nombre d'Irakiens gagnent les Etats voisins, Syrie, Jordanie, ●●●

●●● monarchies du Golfe, voire l'Egypte. Cet exode touche en premier lieu les professions libérales exposées au racket et aux kidnappings. «Le pays est en train de se vider de ses classes moyennes», déplore un diplomate. Le royaume hachémite abriterait entre 600000 et 800000 Irakiens, contre 250000 avant guerre, estime Bill Frelick, qui suit la question des réfugiés pour l'ONG Human Rights Watch. «Certains s'installent de façon permanente, d'autres continuent d'aller et venir» ajoute-t-il.

Chasse aux clandestins. Mais depuis les attentats à la bombe contre trois hôtels d'Amman, au mois de novembre, les autorités jordaniennes ont considérablement durci leur politique d'accueil. «Les gens sont maintenant refoulés à la frontière, et il y a une chasse aux clandestins, notamment les travailleurs illégaux», poursuit Bill Frelick. Les Jordaniens font comme si c'était un problème d'immigration et non un problème de réfugiés. De ce fait, ils ne demandent pas l'aide de la communauté internationale, et préfèrent minimiser la gravité de la situation. ▶

CHRISTOPHE BOLTANSKI

Libération
22 MAI 2006

Iraq swears in Cabinet after 5 months

After five months of often bitter wrangling over Cabinet posts, Iraq's unity government took office Saturday and vowed to fight the insurgency, restore stability and set the stage for the eventual withdrawal of U.S. and other foreign troops.

The new permanent government resulting from December's elections in which 12 million Iraqis partici-

pated has been portrayed by Western officials as the best hope for changing the dynamics of violence in Iraq. But it must expand control and persuade insurgents, assassins and militias to stand down, with no guarantee of success.

President Bush, who is facing rising criticism at home over Iraq, welcomed the new Cabinet and promised continued U.S. help.

"The United States and freedom-loving nations around the world will stand with Iraq as it takes its place among the world's democracies and as an ally in the war on terror," Bush said in a statement.

U.S. Ambassador Zalmay Khalilzad repeated U.S. cautions against expectations of a quick pullout of the 132,000-strong American military contingent. But, he added, "Strategically, we're going to be moving in the direction of downsizing our forces."

As the Cabinet was sworn in, at least 33 people were killed in a series of attacks across Iraq, and police found the bodies of 22 Iraqis who apparently had been kidnapped and tortured by death squads that plague the capital and other areas.

Prime Minister Nouri al-Maliki and the others on the 40-member Cabinet took the oath of office inside the heavily fortified Green Zone in central

Baghdad, where American and Iraqi troops provide security from the turmoil sweeping the country.

The vote of approval went quickly, with parliament members elected in Dec. 15 elections waving raised hands to ratify al-Maliki's nominees one by one.

"Despite all the attempts to disrupt the political process they have a government, a government ... of national unity for the first time," British Prime Minister Tony Blair said.

Al-Maliki, a Shiite Muslim who spent years in exile in Syria during Saddam Hussein's regime, promised that restoring security would be his top priority.

He outlined a 34-point plan to bring security, implement the rule of law and restore basic services like electricity — now available for only four hours a day in the capital.

In a sign of the divisions that held up forming

the government, al-Maliki could not work out an agreement on the Cabinet's three posts responsible for security and had to appoint himself and two deputy prime ministers to temporarily hold those positions.

Al-Maliki, who has a reputation as a hard-liner, was chosen by the dominant Shiite bloc after Sunni and Kurdish parties refused to accept Prime Minister Ibrahim al-Jaafari for a second term as head of government. U.S. officials also opposed al-Jaafari, viewing him as ineffectual. Nevertheless, Al-Maliki, 55, is politically close to al-Jaafari and largely untested as an administrator.

Hussain al-Shahristani, the Shiite Muslim chosen as oil minister, promised to increase oil production and give all Iraqis a share.

"For every Iraqi, a share in the oil wealth," al-Shahristani said.

As for the three unfilled posts, al-Maliki said he would be acting interior minister for now, and he tapped his Sunni Arab deputy prime minister, Salam Zikam al-Zubaie, as temporary defense minister.

Deputy Prime Minister Barham Saleh, a Kurd, will be acting minister of



Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki speaks to parliament he announces his new cabinet in Baghdad 20 May 2006. AFP PHOTO/POOL/CEERWAN AZIZ

state for national security.

The new prime minister hopes to fill the jobs with politicians who are independent and have no affiliation with any of Iraq's sectarian militias, which are blamed for the sharp rise in Shiite-Sunni bloodshed that has raised fears of civil war.

Sunni Arab lawmaker Saleh al-Mutlaq demanded the government's swearing-in be postponed until the security ministries were allotted, delivering

an angry speech that lasted nearly 10 minutes before the microphone was taken away. Then he and about 10 other Sunni deputies from his Arab nationalist faction stalked out in protest.

Much more than restoring security is at stake for the government and the United

States, which designed and engineered much of the transition to democracy in the three years since it invaded Iraq and set the stage for al-Maliki's coalition of Shiites, Sunni Arabs and Kurds.

AP



2nd Deputy Prime Minister also Acting Minister of State Security Barham Saleh. Foreign Minister Hoshiyar Zebari listens to the speech of new Prime Minister Nuri al-Maliki. AFP

May 23, 2006 - No. 58



Kurdistani or Iraqi Identity?

By Mahir Aziz
The Globe

Questions of national identity became highly salient in the last decade of twentieth century in both Eastern Europe and the Middle East.

Recent years have seen increasing attention to struggles over national and ethnic identities, mirroring the real world identity-based ethnic conflict, that have had resurgence in the 1990s.

The events of 1990s would seem to have the potential for radically reshaping people's identities. Regarding the Kurds generally, for at least a century and a half, nationalism has been the most effective answers to question of identity and connectedness in a fluid world: who (identity) we (connectedness) are.

The Kurds are the largest stateless nation in the Middle East, having suffered of discrimination, marginalisation and assimilation in each of countries they have reside; Iraq, Turkey, Iran, and Syria. In each of these states, the nationalism of sovereign ethnicities has become the official ideology, and each national ideology endeavours to establish a homogeneous nation-state.

The Kurds have the right to be considered as a nation because they have all the attributes of nationhood, i.e., territory, language, culture, history, myth and economic resources. Iraqi Kurds comprise approximately 23 percentage of Iraq's population.

They have been estimated to 6 million; 4 million live in the Kurdish cities of Arbil, Sulaimania, Duhok and Kirkuk, while the other 2 million live in other Iraqi cities and in exile.

Historically speaking, the perceptions of Kurdistan and Kurdish national identity has existed long before the other neighbouring nations and remains especially for the Kurds as a central issue to their sense of 'imagined' national identity. The distinct character of Kurdish identity appears to owe much to Kurdistan's geography. What is important to understand is the reality that Kurds have a strong attachment to both their real place of origin and also often to their concept of all of Kurdistan

Since the 1990's Iraqi Kurdistan has often been considered as, the sole defacto state in the Middle East, and accordingly with the toppling of the dictator Saddam Hussein and his authoritative regime in 2003, a new his-

torical era began. Notion of 'us' and 'them' become stronger. In the context of national identity, this new era was characterised by political transformations that lead to changes in identification with socio-political formations such as, the 1992 elections and the establishment of the Kurdistan national Assembly, the demands for federation and the solidarity of the Kurdish national movement. The 1990s perhaps was characterised by high degree of reconstruction and consolidation of Kurdish national and political identity.

Kurdish national identity is a particular form of collective identity in which, despite their routine lack of physical contact, Kurdish people consider themselves bound together because they speak a language or a dialect of a common language: inhabit or are closely familiar with a defined territory, and because they share a variety of customs, including a measure of memories of the historical past, which is consequently experienced in the present tense as pride in the nation's achievements and, where necessary, an obligation to feel ashamed of the nation's failings. Kurdish national identity is not regarded as something that is, but something that is

constructed.

Kurdish nationalism after 1990s is a phenomenon of political culture and a result of conscious choice made by Kurdish political elites and educated masses. The unification of the two administrations in Kurdistan, which been announced on seventh of May 2006, will definitely consolidate Kurdish politics and identity nationally and internationally.

Kurdish nationalism before 1990s in Iraq can be seen as a response to the denial of Kurdish national identity and to the systematic processes of de-Kurdification, assimilation, Arabisation, Discrimination, terror and ethnic cleansing.

Modern Kurdish national identity is a twentieth century phenomenon. The real history of the consolidation of Kurdish national identity and nation building in Iraqi Kurdistan, started after the Rapereen of March 1990, and the election of 1992, which effectively put an end to the tyranny of the Baathist regime in Kurdistan. Most Western scholars, trapped by a model requiring nationalism to be the product of a fully independent nation, e.g., Martin van Bruinessen, David McDowall, Robert Olson and Michael Gunter. On other hand, the Kurdish Diaspora academic (Abbas Vali, Hamit Bozarsalan and Amir Hassanpour and others) concentrated their efforts mostly on history, Literature, Language, and paid scant attention to the question of modern Kurdish national identity. However, these studies lacked historical depth.

Regarding Iraq, it seems that Iraq has never experienced anything close to the nationalist upheavals that shook nineteenth-century

Europe. Ba' thist nationalism in Iraq remained an elite phenomenon and did not start a mass movement of national consolidation. There was no Iraqi counterpart to the Fichtean "Addresses to the German Nation". For all practical purposes, Iraq has been state-nation rather than nation-state. Identity has been centred on the state, before the population consolidated as a nation. Language is by itself a convenient mark of ethnic identity. Nevertheless, language is always felt by any nation to be a sufficient explanation of its special identity. This is particularly the case in Kurdistan. A clear sense of Iraqi national identity, of "who is an Iraqi" and "who is not" shapes more complex forms of national consciousness. Iraq lacks a modern national consciousness and cannot simply rely on the traditional patriotism espoused by the Ba' thist ideology. The chaos of present-day Iraq approved that the Bathist regime for the last thirty years never developed an Iraqi national or political identity. Iraqi identity it seems artificial and fragile. The conflict of religious and communal identities in today's Iraq is the best example of this fragility, which reflects the lack of national cohesion...

In recent years, people in Kurdistan, think of themselves as Kurdistani's because they have been educated, governed and embedded in a Kurdistani way of life rather than Iraqi.

m.a.aziz@exeter.ac.uk



A clear sense of Iraqi national identity, of "who is an Iraqi" and "who is not" shapes more complex forms of national consciousness. Iraq lacks a modern national consciousness and cannot simply rely on the traditional patriotism espoused by the Ba' thist ideology.

Irak : plus de 100 morts en une semaine

BAGDAD (IRAK), HIER. Trente-neuf Irakiens ont été tués hier, à travers le pays, dont vingt et un lors de trois attentats perpétrés à Bagdad. Les deux premiers, dûs à des voitures piégées, ont fait chacun cinq morts. Lors du troisième, onze personnes ont péri dans une explosion à l'intérieur d'une mosquée. Ces morts viennent s'ajouter à 98 civils tués en une semaine. En outre, en mars et avril, plus de 85 000 personnes ont été contraintes de quitter leurs foyers en Irak en raison des violences et des menaces, selon un rapport de l'ONU.



(AP/KHALID MOHAMMED)

24 MAI 2006

16 PAGES

Une collision aérienne réveille la rivalité gréco-turque

MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Un accident entre deux avions de combat au-dessus de la mer Egée provoque une polémique entre Ankara et Athènes.

LE CHOC entre deux chasseurs, un grec et un turc, hier en plein ciel a ranimé les vieilles rivalités entre Athènes et Ankara. Les faits sont, en apparence, relativement simples. Les appareils, des F-16 des armées de l'air, se sont heurtés en fin de matinée en « jouant au chat et à la souris » au-dessus de la mer Egée dans une zone au cœur d'un contentieux entre les deux pays.

Les explications données à l'accident par les deux gouvernements divergent en revanche beaucoup. L'état-major turc affirme que le crash a été provoqué par l'avion grec qui s'est immiscé dans des manœuvres dans l'espace aérien international. Côté grec, on assure que la collision s'est produite lors de « manœuvres d'interception » d'un chasseur turc dans l'espace aérien de l'île grecque de Karpa-

thos, proche de Rhodes mais aussi de la côte turque.

Sur ce fond d'accusations mutuelles, la tension est rapidement montée alors que des recherches étaient entreprises par les marines pour retrouver le pilote grec. Son alter ego turc, qui a pu s'éjecter, a été récupéré pour sa part par un navire marchand turc à une centaine de milles au large de ses côtes. Le sauvetage aurait pu être plus rapide selon les autorités d'Athènes, mais l'homme aurait auparavant refusé d'être recueilli par un hélicoptère militaire grec arrivé rapidement sur zone.

Accusations mutuelles

Conscients des risques à poursuivre cette escalade verbale, les deux gouvernements se sont cependant attachés à limiter la portée de cet accident dès hier après-midi. Dans un communiqué, le gouvernement grec a affirmé que le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gül, avait joint son homologue et que les deux responsables étaient « tombés d'accord pour que cet événement n'influe pas sur l'ambition des deux pays

d'améliorer leurs relations ». Le ministre turc de la Défense, Vecdi Gönül, voyait même dans la gestion de cet incident des raisons de se réjouir. D'après lui, les deux états-majors se sont immédiatement contactés, signe du bon fonctionnement du système mis en place l'an dernier par les deux pays pour éviter que dégénèrent les rivalités de ce type.

Le jeu de cache-cache entre les deux chasseurs n'est en effet pas rare. La Grèce envoie quotidiennement ses appareils intercepter des avions turcs qui violeraient son espace aérien. La Turquie dément que son aviation viole l'espace grec et affirme son droit à évoluer dans le ciel international. Ces manœuvres d'interception ou d'intimidation impliquent souvent que les appareils se frôlent. Les incidents sont réguliers, débouchant invariablement sur des protestations et des accusations.

En janvier 1996, les deux pays ont même été au bord de la guerre à propos de ces mêmes flots de la mer Egée. Une médiation de Washington, qui craignait l'effet désastreux d'un conflit entre deux

pays de l'Otan, avait finalement permis d'éloigner le danger. Depuis cinq ans, les relations gréco-turques se sont réchauffées, au point de voir la Grèce appuyer la candidature de la Turquie à l'Union européenne. Mais le litige territorial qui reste entier entre les deux pays est une source de tension récurrente.

TANGUY BERTHEMET
(AVEC AFP, REUTERS)

LE FIGARO

24 mai 2006

TURQUIE

Un groupe kurde revendique un « sabotage » à l'aéroport d'Istanbul

ISTANBUL. Un groupe armé kurde a revendiqué, auprès de l'agence de presse pro-kurde Firat, un « sabotage » à l'aéroport international d'Istanbul où un vaste incendie a provoqué, mercredi 24 mai, d'importants dégâts matériels et fait trois blessés légers. « *Le sabotage est une réponse aux politiques de massacre pour-*

suivis par l'Etat turc contre les kurdes », ont affirmé les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), déjà responsables d'attentats en 2005. Selon Ankara, les TAK sont une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation séparatiste considérée comme terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne. Le PKK dément tout lien avec les TAK. - (AFP.)

Le Monde
Vendredi 26 mai 2006

Un gazoduc turc endommagé par les rebelles kurdes



ANKARA, 23 mai 2006 (AFP) - 18h53 - Des rebelles kurdes ont perpétré mardi un attentat à la bombe contre un gazoduc dans l'est de la Turquie, interrompant son débit, a annoncé l'agence Anatolie citant les autorités locales.

L'explosion s'est produite aux environs de 3 heures locales (00h00 GMT) dans une zone rurale à proximité de la ville de Dogubayazit, dans la province d'Agri près de la frontière avec l'Iran, a précisé le maire de Dogubayazit Rauf Ulusoy.

L'explosion a endommagé partiellement le gazoduc et une équipe de la compagnie d'Etat BOTAS qui l'exploite s'est rendue sur les lieux pour le réparer et éviter les fuites.

Les rebelles kurdes du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan - interdit) se livrent souvent à des actes de sabotage contre les oléoducs et gazoducs qui traversent la Turquie dans le cadre de leur lutte contre l'Etat turc.

Depuis que le PKK a rompu, en juin 2004, le cessez-le-feu qu'il s'était imposé pendant cinq ans, les violences dans l'est et le sud est de la Turquie ont connu une recrudescence notable, faisant plus de 37.000 morts.

IRAK

George Bush et Tony Blair se posent la question du retrait

À PEINE le nouveau gouvernement irakien était-il investi que le premier ministre britannique Tony Blair s'est rendu à Bagdad, lundi 22 mai, pour saluer ce « *nouveau départ* » reconnaissant au passage que les trois années passées avaient été « *plus longues et plus dures* » que prévu. La question du retrait des forces britanniques a été évoquée avec le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki. « *C'est la violence qui nous fait rester ici. C'est la paix qui nous fera partir. Nous voulons partir aussi vite que nous le pouvons, mais cela doit se faire d'une manière qui préservera la sécurité du peuple irakien* », a fait remarquer M. Blair. Il est question que la responsabilité sécuri-

taire de deux provinces du sud, celles d'Amara et de Samaoua, soit remise aux autorités irakiennes en juin ou en juillet.

Tony Blair doit se rendre cette semaine à Washington, à une date non encore précisée, pour évoquer, entre autres, avec le président Bush la question du retrait des troupes étrangères d'Irak. Dans un discours, lundi à Chicago, George Bush a parlé de « *tournant* » en Irak, mais s'est bien gardé d'évoquer un quelconque retrait des troupes en dépit de la pression grandissante de son opinion publique. La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a d'ailleurs pu s'en rendre compte à Boston, lors d'une remise de diplômes, lorsque plusieurs dizaines d'étudiants et de professeurs lui ont tourné le dos.

M. Bush a admis que la violence allait se poursuivre mais, a-t-il dit, « *à mesure que le nouveau gouvernement irakien gagnera en confiance et en compétence, l'Amérique jouera un rôle qui sera de plus en plus un rôle de soutien* ». Selon la presse britannique, MM. Bush et Blair pourraient annoncer une diminution significative des effec-

tifs cette année. Le contingent britannique pourrait être ramené de 720 hommes actuellement à 500 à la fin de 2006, alors que pour les Américains le chiffre pourrait passer de 13 000 à 10 000. Mais ce ne sont pour le moment que des spéculations. Vingt-deux morts ont été dénombrés lundi. - (AFP, Reuters.) ■

Le Monde

Mercredi 24 mai 2006

Iran rules out talks with U.S. over Iraq

Minister cites 'negative atmosphere'

From news reports

BAGHDAD: The Iranian foreign minister rejected a U.S. offer of direct talks on Iraq during the first visit here from a top Iranian official since the new Iraqi government was formed last week.

Foreign Minister Manouchehr Mottaki accused the Bush administration of raising "other issues." He did not elaborate, but Washington and Tehran have been sparring over Iran's nuclear program and Tehran reportedly wants talks with Washington on that issue as well.

At a news conference in Baghdad on Friday with his Iraqi counterpart, Hoshiyar Zebari, Mottaki said: "We had decided to have direct talks on the issue of Iraq with the Americans."

He added: "Unfortunately, the American side tried to use this decision as propaganda and they raised some other issues. They tried to create a negative atmosphere and that's why the decision which was taken for the time being is suspended."

After meeting Prime Minister Nuri

al-Maliki, Mottaki also warned the United States it would face retaliation if it mounted any attack on Iran.

At another news conference with the speaker of the Iraqi Parliament, Mahmoud al-Mashhadani, Mottaki said: "In the event that Americans attack Iran anywhere, Iran will respond with an attack in that place."

Mottaki, whose visit has spotlighted Shiite Iran's role in its U.S.-occupied neighbor, added that Tehran would act as the host of a regional meeting on Iraq but did not specify when.

He met Maliki less than a week after the Shiite leader formed a national unity government pledging to curb the violence that has shown no sign of abating. A bomb killed nine people in a Baghdad market on Friday.

The United States has no diplomatic relations with Iran. President George W. Bush has authorized his ambassador to Iraq, Zalmay Khalilzad, to hold talks with Iran on what Washington says is meddling there by Tehran, but none have so far taken place, amid reports of

divisions in the U.S. administration.

In April, Washington said talks with Iran were on hold as Iraq's government was being formed. President Mahmoud Ahmadinejad of Iran also said last month that there was no need for such talks for the time being.

Mottaki's trip was the second such visit from Iran since U.S.-led forces overthrew Saddam Hussein in 2003 and oversaw the election of an Iraqi Shiite leadership close to the Islamic Republic.

Saddam's once-dominant Sunni Arab minority is suspicious of non-Arab Iran. Its leaders accuse Tehran of fomenting unrest to shackle U.S. military power in the region and of coveting the oil reserves in the Shiite south.

In addition, American and British officials have accused Iranian forces of providing bomb-making expertise and equipment to insurgents.

Mottaki also said Tehran would invite Iraq's neighbors and Egypt to a meeting at "the first opportunity."

In a sign of how relations between Iraq and Iran have improved since Saddam's downfall, Zebari said Tehran had the right to develop a peaceful nuclear program. "We believe in the wisdom of the Islamic Republic leadership in handling this subject and we are against any tension in the situation with the Islamic Republic," said Zebari, who is a Kurd. (AP, Reuters)

May 27-28, 2006
INTERNATIONAL
Herald Tribune

2 Syrian exiles join to oppose Damascus

They aim to unite political opposition

By Hassan M. Fattah

DUBAI, United Arab Emirates

One was the right-hand man to Syria's dictators, the other counted himself among the country's most-wanted fugitives. The elder successfully maneuvered within the secular Syrian Baath Party; the younger worked with the Muslim Brotherhood for decades to change the regime and its party.

They were about as far apart as possible on Syria's political spectrum.

But now, as exiles, Abdel Halim Khaddam, Syria's former vice president, and Ali Sadreddin al-Bayanouni, leader of the Muslim Brotherhood in Syria, are partners in a long-term plan to bring change to Syria.

"Oppression has united us," said Bayanouni, a lanky, charismatic man. "We are all sons of the same land, and it turns out we have all been suffering from the same condition."

After a slow, careful exchange of contacts, the men tied their fates in

March, forming the National Salvation Front, an unlikely political alliance with the dual goals of unifying Syria's fractious opposition and reassuring insiders fearful of change.

That each claims a following and influence in different parts of Syrian society gives the alliance a unique potential that Syria's opposition has never had, many experts agree.

Khaddam, 74, and Bayanouni, 67, both say they hesitated before making such a leap, meeting in Belgium for two days to discuss their regrets and hopes, until they were certain they saw eye to eye on Syria's future and had a basis of mutual trust.

"At the end, I felt like I knew him for many years," Khaddam said of Bayanouni, who concurred.

For years the Syrian opposition was made up of a ragtag band of leftists, Arab nationalists and Islamists with competing interests and divergent strategies. With the assassination of the former Lebanese prime minister, Rafik Hariri, in February

2005, opposition figures came into the spotlight as fingers pointed at the Syrian government and international pressure grew. (A preliminary report by United Nations investigators found a state role in the killing, but President Bashar al-Assad has strongly denied the allegations.)

Bayanouni and Khaddam are cagey about exactly what their alliance is

The two are partners in a long-term plan to bring change to Syria.

doing other than lobbying, largely because they are concerned over security. They have planned a general meeting in early June to gather opposition figures and outline their charter.

They spend much of their time on the telephone, seeking to lure others, even as Syria has begun a crackdown on opposition figures, especially those who have met with either of the two men. Some critics say Khaddam allied with Bayanouni more for his own future than for Syria's.

"It is a marriage of convenience," said Ammar Qurabi, spokesman for the Arab Organization for Human Rights-Syria. "Khaddam needs a

party to have credit inside Syria and get himself back into political life. The Muslim brothers are also in need of a strong person with important files inside the regime."

But in any case, Khaddam promises to bring the opposition a new degree of clout. With Iraq a quagmire, and fear of Islamists growing throughout the region, Syria's neighbors and the international community were loath to support the Muslim Brotherhood. By joining the Brotherhood, Khad-

dam ostensibly sends a reassuring message that other members of the government would not face retribution if it fell, and that a stable government would be erected soon after.

"What happened in Iraq will never happen in Syria," Khaddam insisted. "We will protect the army and maintain the institutions of government."

Bayanouni has watched the shifting fortunes of the opposition ebb and flow from his modest home beside subway tracks in suburban Lon-

don, from which he has struggled to turn the Muslim Brotherhood from a pariah into a viable opposition force and trying to convince Syrians that the group has changed.

The entry of Khaddam added a missing link: an insider who could convince others that men like him are not out for blood.

Such comments are a measure of how far each man has come.

The New York Times

Bush and Blair admit mistakes, but defend war in Iraq

By David E. Sanger and Jim Rutenberg

WASHINGTON: President George W. Bush and Prime Minister Tony Blair of Britain, two leaders badly weakened by the continuing violence in Iraq, have acknowledged major misjudgments in the execution of the war even while insisting that the election of a constitutional government in Baghdad justified their decision to invade three years ago.

Speaking in subdued, almost chastened, tones at a joint news conference at the White House late Thursday, the two leaders steadfastly refused to talk about a schedule for pulling troops out of Iraq — a pressure both men are feeling intently. They stuck to a common formulation that they would withdraw troops only as properly trained Iraqi soldiers took control over more and more territory.

[Blair continued the theme in a speech Friday at Georgetown University here. "We can argue forever about the merits of removing Saddam," but that is not the point, The Associated Press quoted him as saying. "You may not agree with the original decision. You may believe mistakes have been made. You may even think, 'How can it be worth the sacrifice?' But surely we must all accept this is a genuine attempt to run the race of liberty."]

In an unusual admission of personal mistakes, Bush said Thursday that he regretted challenging insurgents in Iraq to "bring it on" in 2003 and his statement that he wanted Osama bin Laden "dead or alive." Those two statements quickly came to reinforce his image around the world as a cowboy commander-in-chief. "Kind of tough talk, you know, that sent the wrong signal to people," Bush said. "I learned some lessons about expressing myself maybe in a little more sophisticated manner."

He went on to say that the U.S. military's biggest mistake was the treatment of Iraqis at Abu Ghraib prison, where photographs showed them being degraded and abused. "We've been paying for that for a long period of time," Bush said.

Blair, whose approval ratings have sunk even lower than Bush's, said he particularly regretted the decision in 2003 to strip most members of Saddam Hussein's Baath Party of their positions in government and civic life, leaving most institutions shorn of expertise and leadership.

The news conference was notable for the contrite tone of both leaders. Bush acknowledged "a sense of consternation" among the American people, driven by the steady drumbeat of U.S. casualties.

Their meeting came at low moments for both men: The decisions they made to invade Iraq, which they have defended ever since, have proved a political albatross for both. Just as they joined in the drive to war in 2003, the two leaders Thursday seemed joined by a common interest in contending that things had finally turned around in Iraq.

Blair, who went to Iraq this week, ventured closest to a prediction about a timetable for disengagement, and said he thought it was possible that the new prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, was accurate in his prediction that his forces could secure the country within 18 months.

But Bush quickly fell back to his familiar insistence that he would not begin to reduce troop levels until field commanders said it was possible, and he noted that troops were recently deployed from Kuwait to help stabilize Baghdad.

He added that in the end he would in-

sist on victory over both insurgents and terrorists linked to Al Qaeda, and he dismissed as "press speculation" reports of tentative Pentagon plans to reduce troop levels to about 100,000 by the end of this year. "A loss in Iraq would make this world an incredibly dangerous place," he said.

Bush said he and Blair had spent "a great deal of time" discussing their next challenge: how to formulate the right mix of penalties and incentives to force Iran to suspend the production of uranium and give up a program that both men have said clearly points to a desire to build a nuclear bomb.

The overwhelming sense from the news conference was of two battered leaders who, once confident in their judgments on Iraq, now understand that misjudgments had affected not only their approval ratings, but also perhaps their legacies. On a recent cover, The Economist pictured the two under the headline "Axis of Feeble."

Bush acknowledged that the war in Iraq had taken a significant toll in public opinion. "I mean, when you turn on your TV screen and see innocent people die day in and day out, it affects the mentality of our country," he said.

Blair tried to focus on the moment, saying that he had heard the complaint that "you went in with this Western

concept of democracy, and you didn't understand that their whole culture was different." With a weak smile, he suggested to Bush that those who voted in Iraq had amounted to "a higher turnout, I have to say — I'm afraid to say, I think — than either your election or mine."

For those who trace Bush's own reluctance to acknowledge errors in Iraq, his statements seemed to mark a crossing of a major threshold. In an interview with The New York Times in August 2004, Bush said that his biggest mistake in Iraq had been underestimating the speed of initial victory over Saddam's forces, which allowed Iraqi troops to melt back into the cities and towns.

But last winter, as public support for the war eroded, Bush acknowledged other mistakes, including failing to plan sufficiently for the occupation and rebuilding of the country or to execute the plans that had been made. But he described those as tactical mistakes that had been corrected.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune

May 27-28, 2006

Ethnic uprising in Iran and the risk of national disintegration

Even by the standards of the volatile period Iran has been residing in since the 1980s, the current tension is now considered as severe for the Islamic Republic.

By Khalid Khayati
Globe Political Desk

The uprising of Azeri people

There have been vast demonstrations in several cities of the country's north-western part with thousands of ethno-national Azeris who are protesting against a cartoon which was published earlier this month in a state-owned newspaper called Iran.

The cartoon which portrayed a cockroach speaking Azeri language, as it was outlined in a humiliating way, provoked sharp reactions among the country's largest ethno-national minority. Even if, the Iranian government has suspended the paper but it did not help in any rate to hold back the demonstrations that have started in Tabriz, the principal Azeri city for reaching successively other localities such Ardabil, Urmiya, Naqadeh, Meshkin Shar, etc. Reports from these cities indicated that Iranian security forces fired on protesters, killing

at least seven, injuring dozens of others and arresting hundreds.

Ethno-national Azeris who constitute 25% of the Iranian population are regularly and systematically mocked by the Persian majority, most often through associating this people with pejorative and humiliating adjectives and vocabularies. It is essential to stress the fact that the mockery cartoon was only a catalyser that sparked the tension among the Azeri nation-

alists. The dissatisfaction among non-Persian ethno-national subjects in Iran should be thus referred to much deeper historical, political, economic, cultural and social realities of the Iranian nation; a nation which is mono-ethnic and mono-confessional and as a consequence highly discriminatory and exclusionary. An Iranian non-democratic nation with such distorted identity is not only constituted upon a set of dictatorial political institutions that violate individual freedom but also upon a state-ideology that deny systemati-

cally the political recognition of those nations that do not belong to the Persian-Shiite groups. Therefore, the resistance and protest of the Iranian ethno-national subjects should be seen as a reaction to the denial policy of the Iranian regime and as a miscontentment against the fact how the power-relation is shaped in this country. The dialectical relation between the resistance and denial has been previously studied by the Kurdish scholar Abbas Vali intending to explain the systematic repression of the Kurdish political movement by the Iranian central government.

The fate of ethnic Baluchi and Arabs

Today, the ongoing ethno-national protests are not forcibly limited to the Azeri population. At present, a couple of thousand kilometres away from Azerbaijan, namely in south-eastern Iranian province Baluchistan the national army has newly deployed a huge military force in order to hold back a Baluchi rebellion that becomes bigger and bigger with each passing day. It is important to call into mind Baluchistan is the most stripped region of

Iran. The destiny of the Iranian ethnic Arabs is not so promising either. The Arab population resided on a very oil-rich and agriculturally fertile soil of Khuzestan province, has been subjected to the policy of improv-

erishment and ethnic cleansing since the establishment of the modern Iranian nation. The last mass protest among the Arab population has brought about a fierce repression that in some cases ended up with the public execution of the local activists.

Kurds and the daily violence

In such a context, the historical aspiration of Kurds for obtaining their political and cultural right in Iran is likewise violently suppressed. It is however perceived as a threat to the national unity and

territorial integrity of the country. The huge military presence on the Kurdish soil and their daily use of violence and the control of all local authorities by non-Kurdish functionaries can be apprehended as a sign of such a national phobia that targets the Kurdish people. Thus, in such a vicious circle, the Kurdish reality, likewise other ethno-national aspirations in Iran can not be treated as profound and dynamic political, historical and social claims, accumulated throughout years of deprivation and repression. Instead, it is regarded in a permanent way as a matter of security implying however a very violent treatment of the issue. And this is against the background of such a context that the violence which appears in its physical, structural

and symbolic way is so tangible and omnipresent in the everyday life of Kurdish people in Iran. The violence and the politics of denial are used effectively in order to confine the Kurds within the limited real or imaginary spaces that are designated and dictated but non-Kurd subjects.

The risk of national disintegration in Iran

As a consequence of the mono-ethnic and mono-confessional character of the Iranian nation and of course its non-democratic nature the access to the public spaces has been firmly denied to the other religious, cultural and ethnic groups in the country. Instead, they have been confined to remain within the folkloric and private sphere of the

society which is designated and determined by the dominant ethnic group i.e. the Persians. The sparked riots by the Azeri population in Iran are a noticeable indication to the fact that the prevailing national identity is highly inadequate for reaching cohesion and the feeling of togetherness among the larger Iranian population. It is time to reverse the costly and old-fashioned order of things in Iran. In the era of nuclear crisis and global aspiration for democracy and respect for human rights there is only two options that the Iranian people has at its disposal: whether opting for a federative administrative organisation based on the "language-state" principle or facing a gradual and painful disintegration of the nation.



A man holds a placard which reads in Persian "Long Live Azerbaijan" as Iranian-Azeris attend a demonstration controlled by police officers in front of Iran's Parliament Sunday, May 28, 2006. (AP) The sparked riots by the Azeri population in Iran are a noticeable indication to the fact that the prevailing national identity is highly inadequate for reaching cohesion and the feeling of togetherness among the larger Iranian population, writes Khalid Khayati.

The Persian Complex

By Abbas Amanat

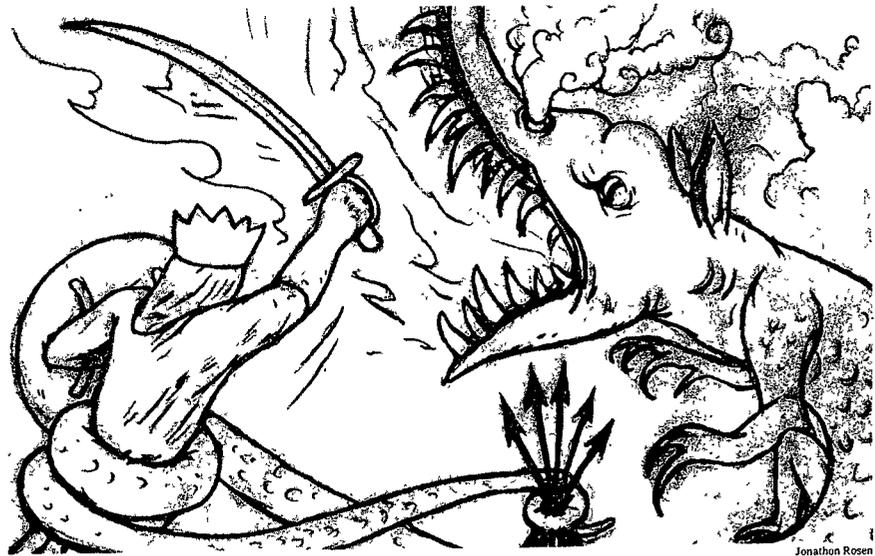
NEW HAVEN

IT is easy to label Iran's quest for nuclear energy a dangerous adventure with grave regional and international repercussions. It is also comforting to heap scorn on President Mahmoud Ahmadinejad for his earlier denial of the Holocaust and his odious call for the obliteration of the state of Israel. The rambling intransigence expressed in his recent letter to President Bush offers ample insight into this twisted mindset. Yet there is something deeper in Iran's story than the extremist utterances of a messianic president and the calculated maneuvering of the hard-line clerical leadership that stands behind him.

We tend to forget that Iran's insistence on its sovereign right to develop nuclear power is in effect a national pursuit for empowerment, a pursuit informed by at least two centuries of military aggression, domestic meddling, skullduggery and, not least, technological denial by the West. Every schoolchild in Iran knows about the C.I.A.-sponsored 1953 coup that toppled Prime Minister Mohammed Mossadegh. Even an Iranian with little interest in his or her past is conscious of how Iran throughout the 19th and 20th centuries served as a playground for the Great Game.

Iranians also know that, hard as it may be for latter-day Americans and Europeans to believe, from the 1870's to the 1920's Russia and Britain deprived Iran of even basic technology like the railroad, which was then a key to economic development. At various times, both powers jealously opposed a trans-Iranian railroad because they thought it would threaten their ever-expanding imperial frontiers. When it was finally built, the British, Russian (and American) occupying forces during the Second World War made full use of it (free of charge), calling Iran a "bridge of victory" over Nazi Germany. They did so, of course, after Winston Churchill forced the man who built the railroad, Reza Shah Pahlavi, to abdicate and unceremoniously kicked him out of the country.

Not long after, a similar Western denial of Iran's economic sovereignty resulted in a dramatic showdown that had fatal consequences for the country's fragile democracy and left lasting scars on its national conscious-



Jonathon Rosen

ness. The oil nationalization movement of 1951 to 1953 under Mossadegh was opposed by Britain, and eventually by its partner in profit, the United States, with the same self-righteousness that today colors their views of the Iranian yearning for nuclear energy.

Mossadegh was tried and sent into internal exile and Mohammed Reza

Iran's centuries-old quest for respect.

Shah was reinstalled largely to safeguard American geopolitical interests and with little regard for the wishes of the Iranian people. A quarter-century later, Americans were "taken by surprise" when an Islamic revolution toppled the shah and transformed a country that seemed so friendly to the United States. But if Americans suffered from historical amnesia, for many Iranians, among them Ayatollah Ruhollah Khomeini, the thread of memory led clearly from the Great Game to the Great Satan.

For a country like the United States that is built on paradigms of progress and pragmatism, grasping the mythical and psychological dimensions of defeat and deprivation at the hands of foreigners is difficult. Yet the Iranian collective memory is infused with such themes. Since the early 18th century, Iran has been involved in four devastating civil wars. America's own highly traumatic Civil War was, notwithstanding Britain's sympathy for the South, a largely domestic affair. In the civil wars that Iran endured, however, the Turks, Afghans, Russians

and British played major parts. And before the arrival of Western powers, Iranians held bitter memories of the Ottomans, the Mongols and the Arabs.

These intrusions punctuated the

Iranians' modern historical narrative with conspiratorial fears and have helped to nurture a cult of the fallen hero, from the 1910's guerrilla leader Mirza Kuchak Khan to Amir Kabir, a 19th-century reformist prime minister, and later Mossadegh. Such painful collective memories have made Iran's pursuit of nuclear energy a national symbol of defiance that has transcended the motives of the current Islamic regime.

If the United States resorts to sanctions, or worse, to some military response, the outcome would be not only disastrous but, in the long run, transient. Just as the West did with Iran's railroad and oil industry, it can for a time deny Iran nuclear technology, but it cannot wipe out Iranians' haunting memories. And no doubt the Islamic regime will amply exploit these collective memories to advance its nuclear program even as it stifles voices of domestic dissent. Even more than before, Iranians will blame outside powers for their misfortunes and choose not to focus on their own troubled road to modernity.

If that course continues, Iran will most likely succeed, for ill or for good, in finding its own nuclear holy grail. Legend has it that the Persian king Hushang, an equivalent of Prometheus, introduced fire to the Iranians. But unlike his Greek mythological counterpart, who stole it from gods, he accidentally discovered it while fighting with a dragon. □

Abbas Amanat is a professor of history at Yale and author of the forthcoming "In Search of Modern Iran."

MAY 25, 2006

The New York Times



L'Europe et les Etats-Unis doivent vite proposer un contrat qui dissuaderait les Iraniens de se nucléariser. Iran, la dernière chance

Par Joschka FISCHER

lundi 29 mai 2006

Joschka Fischer ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier d'Allemagne entre 1998 et 2005.

La crise iranienne évolue rapidement et de manière inquiétante. Il n'y a guère de doute que l'Iran veuille se doter de l'arme nucléaire. Au coeur du problème se trouve l'aspiration du régime iranien à devenir une puissance musulmane hégémonique au niveau régional afin de traiter à égalité avec les grandes puissances de la planète. C'est précisément cela qui distingue l'Iran de la Corée du Nord ; alors que cette dernière cherche à se doter de l'arme nucléaire pour conforter son isolation, l'Iran vise à dominer la région, et peut-être même au-delà.

Pour parvenir à atteindre son but, l'Iran parie sur des changements révolutionnaires dans la répartition des pouvoirs au Moyen-Orient. Pour cela, il met à profit son influence dans la région du Golfe, notamment en Irak, et il instrumentalise non seulement Israël et le conflit israélo-palestinien, mais également le Liban et la Syrie. Cette combinaison d'une aspiration hégémonique, d'une remise en question du statu quo régional et d'un programme nucléaire est extrêmement dangereuse.

Israël interpréterait l'acquisition de la bombe par l'Iran ou même sa capacité de la fabriquer comme une menace vitale, ce qui obligerait l'Occident à intervenir. Si l'Europe a une dette morale envers Israël, elle a également des préoccupations quant à la situation sur la rive orientale de la Méditerranée qui tient une place de première importance dans sa stratégie de sécurité. Et, si l'Iran dispose de l'arme nucléaire, il sera perçu comme une menace par ses voisins, ce qui entraînera probablement une course à l'armement dans la région et ajoutera à son instabilité. Un Iran nucléarisé posera un grave problème de sécurité à l'Europe. Croire qu'elle restera à l'extérieur de ce conflit est une dangereuse illusion.

Les enjeux de cette crise sont élevés, c'est pourquoi l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France ont entamé, il y a deux ans, des négociations avec l'Iran pour le persuader de renoncer à se doter des moyens de fabriquer la bombe. Cette initiative a échoué pour deux raisons. Premièrement, la proposition européenne de relancer les échanges commerciaux et de fournir à l'Iran les technologies dont il a besoin, notamment dans le domaine du nucléaire civil, était sans commune mesure avec la crainte iranienne d'un changement de régime, ainsi qu'avec ses aspirations hégémoniques et sa quête de prestige sur la scène internationale.

Deuxièmement, la guerre désastreuse déclenchée par les Américains en Irak a conduit les dirigeants iraniens à penser que la principale puissance occidentale était affaiblie au point de dépendre de leur bonne volonté et à estimer que l'Occident était peu enclin à une sérieuse confrontation, ceci à cause du prix du pétrole.

L'analyse du régime iranien risque de s'avérer une dangereuse erreur, car elle pourrait conduire plus tôt qu'il ne le pense à une confrontation brutale dont l'Iran n'a aucune chance de sortir vainqueur. La question au coeur de ce conflit est de savoir qui domine le Moyen-Orient : l'Iran ou les Etats-Unis ? Les dirigeants iraniens sous-estiment le caractère explosif de cette question pour les Etats-Unis en tant que puissance mondiale et par conséquent pour le propre avenir de l'Iran.

Le débat ne porte pas sur l'option militaire, car la destruction du programme nucléaire iranien par des frappes aériennes américaines serait de mauvais augure. Il n'y a aucune garantie qu'une tentative de détruire le potentiel nucléaire iranien, pour l'empêcher de produire la bombe, soit couronnée de succès. Une agression étrangère ne ferait que légitimer les ambitions iraniennes en matière d'armement nucléaire. Enfin, une attaque militaire marquerait le début d'une escalade de la violence et du terrorisme dans la région et peut-être même à une bien plus grande échelle, un cauchemar pour toutes les parties concernées.

Dans ces conditions, que faire ? Il reste encore une réelle possibilité de trouver une issue politique si les Etats-Unis et l'Europe proposent un contrat de la dernière chance à l'Iran. En échange de l'arrêt à très long terme de son activité d'enrichissement de l'uranium, l'Iran et d'autres pays pourraient avoir accès à la recherche et à la technologie nucléaire sous la supervision étroite de l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Cette première étape serait suivie de la pleine normalisation des relations commerciales et politiques, avec des garanties de sécurité contraignantes basées sur un accord de sécurité régional.

Il faut que les dirigeants iraniens sachent que le prix à payer en cas de refus serait très élevé. Avec le soutien sans faille de la communauté internationale, l'Occident ferait tout pour isoler l'Iran sur le plan financier, économique, technologique et diplomatique. L'Iran aura donc à choisir entre la reconnaissance et la sécurité d'une part et l'isolation totale d'autre part.

Mettre l'Iran devant cette alternative suppose que l'Occident n'ait pas peur d'une hausse du prix du pétrole et du gaz. Les deux autres possibilités l'émergence de l'Iran en tant que puissance nucléaire ou une intervention militaire pour l'en empêcher conduiraient aussi à une hausse, sans parler des autres conséquences bien plus funestes.

La prise de conscience des terribles conséquences d'une confrontation militaire et celles tout aussi terribles d'un Iran nucléarisé doit inciter les Etats-Unis à abandonner leur politique de refus de négociations directes et leur espoir d'un changement de régime. Il ne suffit pas que l'Europe agisse tandis que l'Amérique regarde en spectateur l'évolution de la situation, ne prenant part aux discussions que derrière le rideau et laissant l'Europe se débrouiller toute seule. L'administration Bush doit mener l'initiative occidentale lors de négociations directes avec l'Iran. Si elles aboutissent, les Etats-Unis doivent aussi accepter de fournir les garanties voulues. Dans cette confrontation, le facteur décisif sera la crédibilité et la légitimité internationale, ce qui ne pourra être obtenu qu'avec un leadership américain pondéré, de sang-froid, avec une vue à long terme.

La communauté internationale pourrait faire bloc autour de cette proposition qui est une option intéressante pour l'Iran. Qu'il accepte, l'arrêt de ses recherches nucléaires à Natanz au cours des négociations serait le test décisif de sa sincérité. Mais s'il refuse ou ne respecte pas ses obligations, il s'isolera totalement et légitimerait pleinement des mesures à son encontre. Ni la Russie ni la Chine ne pourront se permettre de faire bande à part au sein du Conseil de sécurité. Mais cette initiative ne peut réussir que si l'administration américaine en prend la direction au sein des pays occidentaux et s'assoit à la table de négociation avec l'Iran. Même dans ce cas, la communauté internationale devra agir vite. Toutes les parties doivent avoir conscience que le temps est mesuré pour une solution politique.

<http://www.liberation.fr/>

Messianique, l'Iran s'engage dans une logique de guerre

Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes, analyse la situation régionale et déplore l'absence d'un organisme de sécurité qui bâtirait la confiance entre les parties.

Le Temps

Antoine Basbous
Mardi 30 mai 2006
Rubrique: Eclairages

Téhéran poursuit l'escalade dans son dossier nucléaire, défie la communauté internationale et prépare son intrusion dans le club des puissances nucléaires. Il cherche à intimider ses voisins arabes et à humilier les Occidentaux. Le triomphe de Téhéran condamnera les monarchies pétrolières du Golfe à la soumission et permettra à l'Iran de contrôler directement ou indirectement plus de 60% des réserves mondiales de pétrole. Le discours anti-israélien et anti-juif de Téhéran, plébiscité par l'opinion publique arabe, accroît les difficultés internes de ces régimes. Réunis en mini-sommet à Riyad, ce 6 mai, les monarchies arabes du Golfe ont exprimé de façon solennelle leur inquiétude à l'égard du nucléaire iranien. Dans l'épreuve en cours, les mollahs cherchent à diviser la communauté internationale, à user les nerfs des Occidentaux, à acheter le soutien ou la neutralité de la Chine et de la Russie, à solliciter l'appui des pays du tiers-monde...

Pour comprendre ce choix, il faut se référer au comportement messianique d'Ahmadi-Nezhad, le disciple de l'Ayatollah-Ouzma Mousbah Yazdi, le président de l'Université islamique de Qom. Ce dernier est convaincu que la mission de son disciple est d'accélérer le retour du douzième Imam (le Mahdi) pour faire triompher le chiisme. Le Mahdi devra réapparaître dans la mosquée de Jamkarane, à proximité de Qom, par laquelle transite son âme chaque semaine, dans la nuit de mardi à mercredi, et où des dizaines de milliers de fidèles se pressent, dans le recueillement. La première décision prise par Ahmadi-Nezhad après son élection a été de consacrer 20 millions de dollars à l'agrandissement de cette mosquée. Ce fidèle de Khomeyni veut relancer «l'exportation de la révolution» et rompre avec la doctrine de son prédécesseur Khatami qui prônait le «dialogue entre les civilisations».

Bien que les armées américaines l'encerclent sur terre et en mer, l'Iran fait une analyse avantageuse du rapport des forces et parie sur l'enlisement américain en Afghanistan et en Irak, sur le coût exorbitant de ces conflits, sur la perte d'environ de 3000 soldats américains et sur les multiples difficultés domestiques de George Bush, pour conclure hâtivement à l'incapacité de Washington de s'engager sur de nouveaux fronts, au moment où il manque de fantassins.

Aussi, l'économie internationale ne supportera pas une plus grande poussée tarifaire consécutive à un nouveau conflit. Outre l'arrêt de ses exportations, Téhéran menace de bloquer le détroit d'Ormuz et de priver l'économie mondiale de 20% de sa consommation. Téhéran dispose aussi de cartes majeures pour intimider les Américains: la présence massive d'agents iraniens en Irak, le prépositionnement du Hezbollah libanais sur la frontière d'Israël, qui a reçu une quantité de missiles et des drones.

La stratégie régionale de Téhéran lui a permis de placer de facto une large partie de l'Irak avec ses ressources d'hydrocarbures sous son contrôle. Désormais, le «Croissant chiite» s'étend de Téhéran à Beyrouth en passant par Bagdad et Damas, avec une extension récente en Palestine. Une fois cet axe consolidé, Téhéran pourrait se retourner vers la péninsule Arabique et ses richesses minières. Car, la majorité des gisements saoudiens se trouve dans le Hassa, peuplé de chiites.

Téhéran estime avoir atteint un niveau d'influence politique et de puissance militaire jamais égalé depuis des siècles. Tel Nasser et Saddam, le président iranien présume cependant de ses forces. Il se prépare à la confrontation et a fait rapatrier une grande partie de ses avoirs en devises et en or.

Face à l'Iran, la communauté internationale avance à reculons. La Chine a signé des contrats d'approvisionnements de gaz et de pétrole à long terme. La Russie est devenue le premier fournisseur de l'Iran, notamment en technologie et en matériel de guerre. L'Inde est courtisée par Téhéran avec le futur gazoduc IPI, via le Baloutchistan pakistanais.

Dans le cas où le Conseil de sécurité hésiterait à aller jusqu'au bout de la logique de sanctions ou se diviserait, l'unilatéralisme américain serait opérant, une fois de plus. La stratégie de diabolisation de l'Iran aux Etats-Unis a connu un regain d'intérêt en mars 2006. Téhéran est désormais qualifié d'«ennemi numéro un». Convaincu qu'il est chargé d'une mission sacrée, débarrasser le monde d'un Hitler en herbe, Bush serait d'autant plus déterminé qu'il aborde la deuxième partie de son dernier mandat.

Si la dynamique de guerre continue sur cette lancée, elle débouchera sur deux formes, non exclusives, de conflit: des frappes militaires sur des centaines de sites pour stopper le programme militaire ou tout au moins le retarder, avec l'espoir secret de renverser la mollahie; des encouragements au soulèvement des fortes minorités maltraitées vivant dans les zones frontalières, kurdes, azéries, baloutches, turkmènes et arabes.

Depuis quinze mois, la principale province pétrolière du Khouzistan, peuplée d'Arabes, connaît attentats et sabotages, suivis de représailles. La contestation a gagné le Baloutchistan, où vingt-deux membres des forces de l'ordre ont récemment trouvé la mort. Des tentations de démembrement ethnique ou religieux peuvent occuper l'Iran de l'intérieur, le plonger dans une guerre civile et l'épuiser. Mais il semble que cette voie subversive soit mal engagée. La CIA a perdu la main depuis la chute du chah, en 1979, et manque terriblement de renseignements humains.

Autre hypothèse: le repli américain sur le Kurdistan et le Koweït, laissant les chiites et les sunnites s'entre-tuer au centre et au sud de l'Irak. Téhéran rentre alors dans des conflits gigognes opposant les chiites (10% de l'ensemble des musulmans) aux sunnites; et les Arabes aux Perses. Une telle bataille se déroulerait à proximité des gisements de pétrole. Elle nuira lourdement à l'économie internationale.

Dans la perspective d'un conflit, Washington peut compter sur les régimes arabes qui redoutent l'hégémonie iranienne, son arrogance et ses intimidations. L'annonce de nouvelles armes développées par Téhéran et les manœuvres entreprises au large de leurs côtes leur font peur. Ils redoutent aussi que leurs minorités chiites ne revendiquent de nouveaux droits et ne cherchent à déstabiliser leurs pays pour le compte de Téhéran.

Si Washington détient un avantage décisif dans un conflit classique, l'Iran pourrait prendre l'avantage dans la guerre subversive qui suivra. Ce conflit pourrait déboucher sur le recours à des armes non conventionnelles. Son onde de choc provoquerait une guerre d'usure qui dépasserait le seul théâtre du Moyen-Orient.

Pour parvenir un jour - bien lointain - à la stabilité régionale, il faudrait créer un Organisme de sécurité commune qui bâtirait la confiance entre les différentes puissances régionales sans exclusion: de la Turquie à l'Iran, en passant par les principaux pays arabes, Israël et les Etats-Unis. L'Europe devrait accélérer la construction de sa politique étrangère et de sa défense communes pour s'imposer, comme acteur stratégique dans cette région, tellement importante pour sa sécurité et ses approvisionnements. Faute de quoi, les Puissances asiatiques occuperont la place, en partenariat avec Washington.